



HAL
open science

Evaluation des actions de prévention et de réduction des risques en milieu festif en région Hauts-de-France

Vandeborre Anne, Jennevi Ramdul, Maya Leclercq

► **To cite this version:**

Vandeborre Anne, Jennevi Ramdul, Maya Leclercq. Evaluation des actions de prévention et de réduction des risques en milieu festif en région Hauts-de-France. ARS. 2019. hal-04572066

HAL Id: hal-04572066

<https://hal.science/hal-04572066v1>

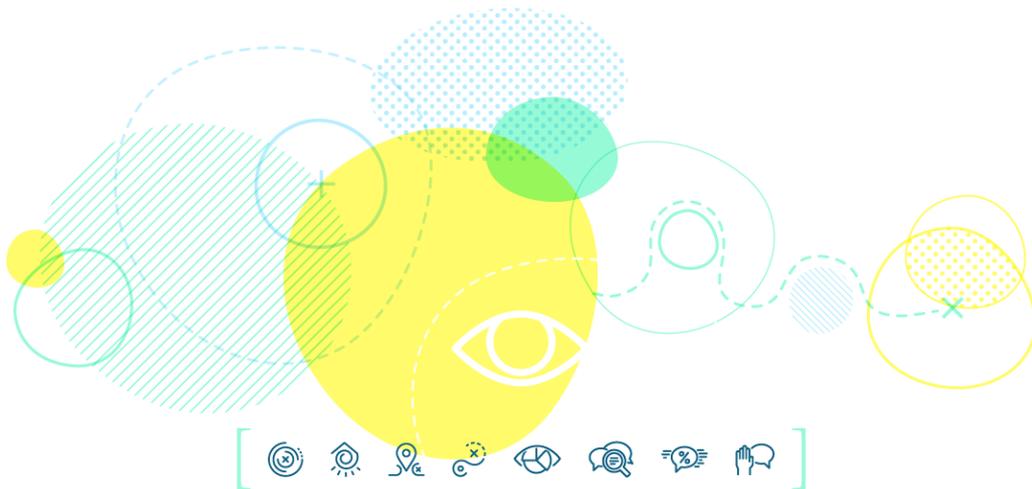
Submitted on 10 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rapport final
Décembre 2019

**ÉVALUATION DES ACTIONS DE PRÉVENTION EN MILIEU
FESTIF EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE
-ARS HAUTS-DE-FRANCE-**



SOMMAIRE

Table des matières

SOMMAIRE.....	1
LEXIQUE.....	3
INTRODUCTION.....	4
I. La demande de l'ARS.....	4
II. Notre équipe.....	4
III. Le cadre méthodologique de l'étude.....	5
IV. Les objectifs de l'évaluation.....	7
CHAPITRE 1 : Évaluation de la procédure de labellisation des établissements Quality Nights et de la bonne compréhension par les établissements des engagements qui leur incombent.....	8
I. Introduction.....	8
1. Historique du label.....	8
2. Le rôle du labelliseur (Modus Vivendi) et des acteurs ou opérateurs régionaux.....	9
II. Le processus de labellisation.....	11
1. Le démarchage des établissements par les opérateurs.....	11
2. Motivations des labellisés.....	11
3. Levers et freins à la mise en place du label.....	13
4. Des labellisés moteurs.....	14
5. Conclusion de la partie II.....	15
III. La formation.....	16
1. Mise en place de la formation par le labelliseur et les opérateurs.....	16
2. Appréciation générale.....	16
3. Des intérêts sous-jacents.....	18
4. Quelques freins identifiés et pistes d'amélioration.....	19
5. Conclusion de la partie III.....	21
IV. Le label au quotidien.....	22
1. Un label aux facettes multiples.....	22
2. La mise en œuvre quotidienne des outils et connaissances.....	24
3. Mise en pratique des connaissances issues de la formation : « Gérer » le public en amont, sur le moment... et après ?.....	27
4. Les apports du label pour les établissements.....	30
5. Visibilité du label.....	30
6. Conclusion de la partie IV.....	33
V. Le suivi.....	34
1. Le travail des opérateurs et sa perception par les labellisés.....	34
2. La transmission des informations.....	36
VI. Conclusion générale.....	39
CHAPITRE 2 : Évaluer les modalités d'information sur les risques et les modalités d'orientation des jeunes en milieu festif.....	42
I. La définition de la réduction des risques par les acteurs.....	42
1. Les objectifs de la RDR en milieu festif.....	42
2. Le public jeune en milieu festif, une diversité de profils et de situations.....	46
3. Les acteurs de la RDR.....	49
4. Conclusion.....	52
II. L'action de RDR en milieu festif auprès des jeunes.....	53
1. Sollicitation versus démarchage.....	53
2. Identification des besoins.....	53
3. Réunion de préparation avec les organisateurs.....	54
4. Partenariat.....	55
5. Réalisation de l'action.....	57
6. Évaluation de l'action.....	59
7. Conclusion.....	62
III. Orientation vers structures de soins et d'accompagnement.....	64
1. État des lieux.....	64
2. Le suivi.....	64
3. « Origine de la demande ».....	65

4.	Zoom problématiques qui se posent	65
5.	Conclusion.....	66
IV.	CONCLUSION	67
CHAPITRE 3 : Évaluer les modalités de mise en œuvre des sensibilisations / formations et l’outillage à destination des professionnels ou bénévoles en lien avec le milieu festif		69
I.	Les formations et actions de sensibilisation existant sur le territoire	69
1.	Les formations dont nous avons obtenu des informations détaillées	69
2.	Les formations dont nous avons obtenu des informations partielles.....	70
3.	La diffusion du questionnaire	70
4.	Le profil des répondants	71
5.	La communication et les canaux d’information autour de la formation	72
6.	Les différents modules de formation suivis	73
II.	Les apports de la formation	74
1.	Perception générale de la formation	74
2.	Usages directs et indirects de la formation dans ses pratiques professionnelles ou bénévoles	74
3.	Usages directs et indirects des outils mis à disposition dans ses pratiques professionnelles ou bénévoles	76
4.	L’orientation vers des structures adaptées.....	77
III.	Vers de nouveaux acteurs de la RDR en milieu festif ?	79
1.	Passer d’un monde à l’autre : la « double casquette » des organisateurs de soirée et bénévoles de la RDR en milieu festif	79
2.	Inventer de nouvelles pratiques de RDR.....	80
3.	Parfois, un tremplin vers une posture professionnelle.....	80
IV.	Les freins et leviers des actions de sensibilisation et de formation.....	80
V.	Conclusion.....	82
CHAPITRE 4 – MISSION 2 : Proposer une méthodologie d’évaluation d’impact de la RDR en milieu festif		83
I.	L’impact	83
1.	L’impact selon les acteurs de RDR interrogés	83
2.	L’impact selon la méthodologie d’évaluation de projet.	84
3.	Les domaines à interroger pour une évaluation globale de la RDR en milieu festif.	85
II.	Point sur les indicateurs et les outils d’évaluation d’impact.....	86
1.	Propositions des acteurs.....	86
2.	La méthodologie d’évaluation d’impact	88
3.	Les freins selon les acteurs de RDR.....	90
4.	Les méthodes d’évaluation adaptées au contexte de RDR en milieu festif	92
III.	La co-construction	93
1.	L’atelier : objectifs et déroulé.....	93
2.	Atelier grille.....	94
3.	Atelier questionnaire	96
4.	Atelier saisie et analyse de données.....	96
5.	Les trames de saisie	98
IV.	Conclusion.....	99
CONCLUSION GENERALE		100
I.	La multiplicité des situations de RDR en milieu festif en Hauts-de-France.....	100
II.	L’efficacité des actions de RDR en milieu festif en Hauts-de-France	100
III.	Les freins et leviers de la RDR en milieu festif	102
IV.	La question de l’évaluation des actions de RDR en milieu festif en Hauts-de-France	103
BIBLIOGRAPHIE.....		105
ANNEXES		106
Annexe 1 : Formations et modules de sensibilisation à la Réduction des Risques proposés par Spiritek		107
Annexe 2 : Tableau proposé comme base du « brainstorming mouvant » lors de l’atelier de la Mission 2.....		108
Annexe 3 : Grille d’évaluation des actions de RDR en milieu festif		110
Annexe 4 : Questionnaire d’évaluation des actions de RDR auprès du public		115
Annexe 5 : Présentation réalisée dans le cadre de l’atelier 3 « saisie et traitement des données »		120
Annexe 6 : Notice explicative concernant la grille et le questionnaire en ligne		125

LEXIQUE

BDE : Bureau des Étudiants (associations étudiantes)

CAARUD : Centres d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues

CeGIDD : Centres Gratuits d'Information, de Dépistage et de Diagnostic

CJC : Consultations Jeunes Consommateurs

CSAPA : Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

ESS : Economie Sociale et Solidaire

LGBTQIF : Lesbien Gay Bi Trans Queer Intersexe et Féministe

NSP : Nouvelles Substances Psychoactives

RDR : Réduction Des Risques

INTRODUCTION

I. La demande de l'ARS

Cette étude répond à un marché public lancé par l'ARS Hauts-de-France en août 2018, intitulé « Evaluation des actions de prévention en milieu festif en région Hauts-de-France ». Il s'agissait de réaliser une évaluation du déroulement des interventions menées sur les différents territoires et espaces festifs, à travers deux missions :

Mission 1 : Evaluer les interventions menées sur les différents territoires et espaces festif, déclinée en trois axes, présentés dans les trois premiers chapitres du présent rapport.

- Chapitre 1 : S'assurer du respect de la procédure de labellisation des établissements Quality Nights et de la bonne compréhension par les établissements des engagements qui leur incombent
- Chapitre 2 : Évaluer les modalités d'intervention sur les risques et les modalités d'orientation des jeunes en milieu festif
- Chapitre 3 : Évaluer les modalités de mise en œuvre des sensibilisations/formations et l'outillage à destination des professionnels ou bénévoles en lien avec le milieu festif

Mission 2 : proposer une méthodologie évaluative sur l'impact des actions menées sur la population jeune en milieu festif, qui fait l'objet du chapitre 4 de ce rapport.

II. Notre équipe

Afin de répondre à ce besoin, notre équipe, composée de socio-anthropologues, rassemble les trois compétences piliers nécessaires à l'évaluation des actions de RDR en milieu festif et à la construction d'une méthodologie d'évaluation adaptée, pertinente et transposable :

- expertise en méthodologie d'enquête qualitative et quantitative
- expertise en méthodologie de projet en prévention et promotion de la santé dont l'évaluation
- expertise en RDR

L'équipe composée pour mener à bien cette étude est composée de quatre personnes :

- Anne Vandeborre, socio-anthropologue, spécialisée en prévention et promotion de la santé et évaluation de projets, et fondatrice d'ô mana ;
- Maya Leclercq, socio-anthropologue, spécialisée en coordination d'études qualitatives, et fondatrice de Sociotopie, atelier de Sciences humaines et sociales ;
- Jennevi Ramdul, sociologue-enquêtrice, salariée de Sociotopie ;
- Nathalie Lancial, sociologue, spécialiste en RDR.

III. Le cadre méthodologique de l'étude

Afin de répondre à la demande de l'ARS, nous avons décomposé chacune des questions et enjeux soulevés dans les différentes missions en éléments méthodologiques et propositions d'enquête, que nous restituons dans les tableaux ci-dessous, présentés par axe ou chapitre. L'ensemble des enquêtes proposées initialement ont été réalisées, et des compléments d'enquêtes ont été menés volontairement, lorsque nous le jugeons nécessaire, afin de collecter des données auxquelles nous n'avions pas eu accès, pour vérifier ou confirmer des tendances que nous avons relevées et que nous souhaitons approfondir, ou encore à la suggestion des acteurs de RDR rencontrés tout au long de cette étude. Un élément méthodologique a été modifié, les études de cas initialement proposées ont été remplacées par des entretiens avec des bénévoles¹ et un élément méthodologique proposé a été réduit : il avait initialement été proposé de réaliser deux ateliers avec les acteurs de la RDR dans le cadre de la mission 2, au vu de l'étendue du territoire étudié et de la disponibilité des acteurs, il nous a semblé préférable de réunir l'ensemble de ces acteurs lors d'un seul atelier, ce qui a été validé par l'ARS. Les propositions méthodologiques initiales, ainsi que les ajustements effectués, sont présentés dans la Figure 1.

Mission 1 – Axe 1 : Procédure de labellisation Quality Night

Les 4 volets de l'axe 1		Méthodologie proposée	Nombre d'enquêtes	Taux de réponse visé	État d'avancement
1	Évaluation de la procédure du "labelliseur"	<ul style="list-style-type: none"> Entretiens structurés avec des personnes faisant partie du ou des organismes délivrant le label Quality Night 	Entre 2 et 3	100 %	3 entretiens réalisés + Cofofor (25/04) + ARS (14/06) + Modus Vivendi (11/07) + Modus Vivendi (30/07)
2	Évaluation de l'axe formation du label auprès des acteurs de la nuit	<ul style="list-style-type: none"> Contact de l'ensemble des établissements labellisés Quality Night en Hauts-de-France Entretiens structurés auprès des acteurs de la nuit 	Entre 1 et 2 par établissement, soit entre 15 et 20 entretiens	50 % des établissements	15 établissements enquêtés 3 échanges plus courts par téléphone formation labellisés (05/06)
3	Évaluation de la mise à disposition des outils à destination des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> Observations de terrain durant les entretiens structurés Observation participante sur un événement festif 	Observation d'un événement festif	/	Réalisé
4	Évaluation du suivi des établissements une fois le label obtenu	<ul style="list-style-type: none"> Questions insérées directement dans les entretiens structurés 	/	/	Réalisé + tournée Arras (24/05)

En bleu : enquêtes réalisées / En vert : enquêtes réalisées en supplément

¹ Notamment pour des raisons légales, car les structures de RDR n'étaient pas en mesure de nous communiquer les coordonnées de personnes entrées dans un parcours de soins.

Mission 1 – Axe 2 : Modalités d'information et d'orientation des jeunes

Les 2 volets de l'axe 2		Méthodologie proposée	Nombre d'enquêtes	Taux de réponse visé	État d'avancement
1	Les actions de prévention : mise en place, complémentarité avec les dispositifs de soins	<ul style="list-style-type: none"> Prise de contact avec les services prévention des associations et des centres médicaux et sociaux Entretiens structurés avec des personnels et bénévoles Observation participante au sein d'un dispositif de prévention Etudes de cas auprès de jeunes Constitution d'une base de données de volontaires ou intéressés pour effectuer des entretiens ou focus group (mission 2) 	Entre 5 et 10 - 3 observations - 2 à 3 études de cas	/	13 entretiens réalisés + 2 entretiens informatifs 3 entretiens auprès de jeunes bénévoles rdr venant du festif 3 observations réalisées Gay Pride (01/06) Amiens (20/06) Acid Arena (Gand, le 15/06) Observations complémentaires sur 4 événements
2	La perception de ces actions par les jeunes en milieu festif	<ul style="list-style-type: none"> Entretiens de rue 	Environ 10 entretiens de rue	/	Réalisé sur les observations planifiées + recrutement pour volet 1 50 jeunes ont été interrogés, sur des entretiens plus courts

En bleu : enquêtes réalisées / En vert : enquêtes réalisées en supplément

Mission 1 – Axe 3 : Formation et outillage à destination des personnes formées

Les 3 volets de l'axe 3		Méthodologie proposée	Nombre d'enquêtes	Taux de réponse visé	Taux de réponse visé
1	Le personnel formé à la réduction des risques	<ul style="list-style-type: none"> Diffusion d'un questionnaire en ligne à l'ensemble des professionnels de la nuit formés à la réduction des risques 	Diffusion au plus grand nombre	30 à 40 %	Questionnaire finalisé et diffusé + formation organisateurs d'événements (13/06) + recensement des formations existantes + diffusion du questionnaires au delà des organismes de formation initialement recensés
2	Construction de l'échantillonnage pour la mission 2	<ul style="list-style-type: none"> Constitution d'une base de données de volontaires ou intéressés pour effectuer des entretiens ou focus group 	/	/	Réalisée dans le cadre du questionnaire
3	Cas particuliers et approfondissement des réponses aux questionnaires	<ul style="list-style-type: none"> Entretiens qualitatifs semi-directifs 	5 entretiens	/	5 entretiens réalisés entre juillet et aout

En bleu : enquêtes réalisées / En vert : enquêtes réalisées en supplément

Mission 2 : Construire une méthodologie d'évaluation

Mission 2		Méthodologie proposée	Nombre d'enquêtes	Taux de réponse visé	État d'avancement
1	Construction d'une méthodologie évaluative d'impact	<ul style="list-style-type: none"> Ateliers participatifs auprès des jeunes et des acteurs de la prévention 	2	/	Un atelier réalisé en septembre 2019

En bleu : enquêtes réalisées / En vert : enquêtes réalisées en supplément

Figure 1. Tableaux récapitulants les propositions méthodologiques effectuées pour chaque mission et chaque axe

Avant de réaliser les entretiens, un temps d'échange avec les principales structures sollicitées a été nécessaire afin de répondre à leurs inquiétudes quant aux enjeux de l'étude. Ce temps de présentation de l'étude, que nous présentions comme une analyse globale des pratiques de RDR en Hauts-de-France, et non comme une analyse spécifique de la situation de chaque structure, ainsi que la garantie

de préserver l'anonymat des personnes interrogées et la confidentialité des données collectées, nous a ainsi permis de réaliser l'étude dans un climat de confiance.

Nous tenons à souligner la disponibilité et l'accueil de l'ensemble des acteurs de la RDR rencontrés dans le cadre de cette étude. Au-delà du temps accordé pour répondre à nos questions, ils et elles nous ont également conseillé et facilité l'accès aux événements festifs, nous permettant ainsi de conduire de nombreuses observations qui ont complété efficacement les informations collectées lors des entretiens menés et des différentes lectures sur le sujet.

A travers ces différents outils de collecte de données - entretiens, questionnaires et observations - ce sont les méthodes des sciences sociales que nous avons mobilisées pour mener à bien cette enquête. Nous avons travaillé avec les acteurs de la RDR, mais aussi avec les principaux concernés, c'est à dire les usagers des milieux festifs, afin de comprendre leurs postures, leurs pratiques et leurs logiques d'actions, que nous restituons dans ce rapport. La plupart a été interrogée par la méthode de l'entretien semi-directif, permettant à la fois d'aborder l'ensemble des thèmes de l'étude, tout en restant libre dans sa forme et dans son déroulement, permettant ainsi aux personnes interrogées de nous livrer leurs expériences dans leurs propres termes et selon leur propre déroulé logique.

Les extraits d'entretiens sont présentés dans des paragraphes dédiés, et dans une couleur différente. Nous les avons parfois coupés (ce qui est marqué par des parenthèses) lorsque des extraits trop longs nous semblaient moins pertinents. Nos questions, relances figurent parfois dans ces extraits, en italique, lorsqu'elles permettent de mieux comprendre les propos de nos interlocuteurs.

Les entretiens ont été intégralement enregistrés et retranscrits, afin de nous assurer de restituer au mieux le discours des personnes interrogées. Afin de permettre une parole libérée et la confiance de nos interlocuteurs, nous avons garanti l'anonymat de leurs propos. Ainsi, les extraits d'entretiens présentés dans le rapport sont strictement anonymisés, soit en ne mentionnant que leur fonction, soit en utilisant des prénoms d'emprunt. De même, les noms des structures citées dans le présent rapport, ou dans les extraits d'entretiens choisis, ont été anonymisés, afin d'éviter tout recoupement d'informations permettant d'identifier les auteurs des citations².

IV. Les objectifs de l'évaluation

L'évaluation avait pour finalité de vérifier l'atteinte des objectifs des interventions menées par les acteurs de la RDR afin d'en améliorer les actions et de mieux adapter les activités aux besoins des publics ciblés. Elle a également été conçue, en accord avec l'ARS, comme une étude de capitalisation d'expérience qui a permis de rendre compte d'un point de vue global des actions de RDR menées dans la région, plutôt que de comparer les actions de RDR menées par chacune des structures interrogées. L'étude, à destination à la fois des agents de l'ARS et des acteurs de la RDR, propose ainsi une vision globale et non spécifique de la RDR en Hauts-de-France.

² Seules les structures concernées par le volet 1 de l'axe 1 de la mission 1, qui concernait les labelliseurs de Quality Nights, sont cités, car il n'existe qu'un labelliseur et deux opérateurs régionaux ; toute tentative d'anonymat risquant dans ce cadre de nuire à la compréhension des éléments présentés.

CHAPITRE 1 : Évaluation de la procédure de labellisation des établissements Quality Nights et de la bonne compréhension par les établissements des engagements qui leur incombent.

Ce premier chapitre est consacré à l'évaluation de la procédure de labellisation des établissements Quality Nights. Si nous avons initialement prévu de réaliser deux à trois entretiens avec les différents « labelliseurs » de la région Hauts-de-France (Spiritek et Le Mail), il nous est rapidement apparu nécessaire d'interroger d'autres acteurs, afin de mieux comprendre l'organisation du label, les variantes observées mais aussi l'historique du label et son développement actuel. A ce titre, nous avons également réalisé des entretiens avec l'ARS, afin de mieux comprendre le point de vue du bailleur, et avec Modus Vivendi, l'opérateur historique du label en Belgique. Nous avons également contacté l'ensemble des établissements labellisés en Hauts-de-France, 34 en Nord-Pas-de-Calais et cinq en Picardie (par mail, Facebook, téléphone mais également en nous rendant sur place), ce qui nous a permis de réaliser 15 entretiens structurés (avec observations) avec des gérant-e-s et/ou membres du personnel des établissements labellisés, d'une durée de 30 à 50 minutes. Nous avons également pu nous entretenir plus brièvement avec trois membres du personnel d'autres établissements labellisés³. Si les 15 établissements de l'enquête sont majoritairement situés sur le territoire de la Métropole Européenne de Lille (premier territoire d'implantation du label), nous avons néanmoins une diversité d'établissements et d'acteurs interrogés, certains sont labellisés quasiment depuis l'existence du label, d'autres l'ont été beaucoup plus récemment (Figure 10, présentée en conclusion de ce chapitre). Cette diversité des profils et des approches nous permet ici de réaliser une évaluation réaliste approfondie du label.

I. Introduction

1. Historique du label

Le label « Quality Nights » est né en Belgique en 2007⁴, dans un premier temps à destination des « mega *dancings* », dont certains, localisés à proximité de la frontière française, sont largement fréquentés par le milieu festif du nord, et notamment de la métropole lilloise. A ce titre, dès 2008, des discussions sont entamées entre le labelliseur, Modus Vivendi et le principal acteur de la Réduction des Risques en milieu festif dans le Nord, Spiritek. Mais le concept est difficilement transposable tel quel, car il n'existe pas d'équivalent aux méga *dancings*, les établissements festifs de la métropole potentiellement concernés étant des discothèques ou des bars.

Le label se décline donc dans un premier temps sous l'intitulé de « Quality Bar », label créé par Spiritek, sur un financement, entre autres, de la Mairie de Lille. La méthodologie est toutefois en lien avec celle

³ Si nous n'avons par définition peu ou pas d'information sur les établissements n'ayant pas participé à l'enquête (par refus, manque de temps, car l'établissement était fermé ou en cours de rachat), nous pouvons néanmoins affirmer que ceux y ayant participé, et dont nous rendons compte dans le présent rapport, sont parmi les établissements les plus impliqués dans la procédure.

⁴ Centre Bruxellois de Promotion de la Santé, et Eurotox. 2013. « Evaluation du label Quality Nights auprès du public cible », 36 pages.

du label « Quality Nights », et les critères du label se constituent directement à partir des risques identifiés par les acteurs de la vie nocturne (gérants de bar, policiers, secouristes...), consultés lors de groupes de travail.

Dans le Nord, le label Quality Bar est lancé en 2012 à Lille, puis dans d'autres villes de la région. Le label se développe également en Belgique, par le biais d'opérateurs régionaux.

Cette époque est donc marquée par la présence de deux labels, Quality Nights et Quality Bar, ainsi que de deux labelliseurs, respectivement Modus et Spiritek.

Suite à la fusion des régions du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie en 2014, les Agences régionales de santé du Nord-Pas-de-Calais et de la Picardie fusionnent le 1er janvier 2016 pour former l'ARS Hauts-de-France. Cette dernière demande à Spiritek de former les intervenants du Mail, association picarde travaillant sur la RDR en milieu festif, à la mise en place du label, afin de commencer à l'étendre en Picardie. A l'issue de ces sessions de formation, Le Mail devient donc également labelliseur en Hauts-de-France, dans le cadre du label Quality Bar.

Quelques temps plus tard, Modus et Spiritek aboutissent tous deux au constat que l'existence conjointe de plusieurs labels, si elle permet de répondre en partie aux spécificités géographiques et culturelles des territoires, n'est pas la meilleure solution, et s'engagent alors dans la fusion des labels en 2016 autour du label « Quality Nights » :

« Séparer les labels rendait le projet confus. L'intérêt pour le public est de trouver un service, qu'il soit Quality Nights ou Quality Bar » [labelliseur]

« On se retrouve avec deux labels en concurrence. et par la suite, ils ont mis Quality Nights point, on uniformise tout » [opérateur]

Afin de mieux coordonner la procédure de labellisation, Modus Vivendi devient le seul labelliseur, mais travaille conjointement avec les anciens labelliseurs régionaux, devenus des « opérateurs régionaux », français et belges, qui démarchent les établissements sur leurs territoires respectifs et pré-remplissent les conventions, qui sont ensuite validées par le labelliseur.

Concernant le Mail, l'éloignement géographique et une communication plus distante, notamment liée à un renouvellement du personnel en charge du suivi du label⁵, ont freiné la transmission de l'information relative à la fusion des labels, aboutissant ainsi à la coexistence de deux systèmes de labellisation en Hauts-de-France, basés néanmoins sur les mêmes critères et le même type de conventionnement. Si la procédure mise en place par Le Mail est basée sur les mêmes critères de RDR à mettre en place par les établissements, il agit indépendamment de Modus, n'étant pas au courant de la nouvelle procédure de labellisation due à la fusion des labels.

2. Le rôle du labelliseur (Modus Vivendi) et des acteurs ou opérateurs régionaux

Aujourd'hui, c'est donc le labelliseur qui préserve la cohérence du label, centralise et valide les conventions avec les établissements, tandis que les opérateurs régionaux réalisent le suivi et l'approvisionnement des établissements et communiquent également sur la démarche du label auprès d'établissements non labellisés mais potentiellement intéressés (voir la Figure 1).

⁵ Sans qu'une passation des différents enjeux et changements récents n'aient pu être réalisée, pour des raisons de calendrier.

Labelliseur et opérateurs régionaux travaillent conjointement et communiquent régulièrement, notamment au sein du « Super Quality Nights », organe permettant de faciliter la mise en réseau des opérateurs, le retour d'expériences et la mise en commun de référentiels. Ce travail commun et les rencontres régulières du réseau sont indispensables pour garantir une cohérence et une vision commune du label, tout en permettant de le faire évoluer.

Depuis 2007, la mise en place du label a été construite par un travail concerté et participatif avec l'ensemble des acteurs de la nuit, afin de l'ajuster au mieux à leurs besoins et de garantir son efficacité, en construisant les critères sur une base commune :

« Vous avez vu qu'il y a une importance grande accordée au participatif... le label a été créé sur une base participative... le créateur a lancé une consultation pour créer le label avec les acteurs... Faire ressortir les critères... [opérateur]

Si l'harmonisation et la cohérence du label sont les premiers objectifs visés par les acteurs du label, quelques ajustements ont néanmoins été nécessaires afin de répondre aux spécificités nationales, régionales, voire locales (à l'échelle de l'établissement). Pour aboutir à la configuration actuelle, un critère a par exemple été ajouté en 2017 (le retour à domicile), et deux critères ont été fusionnés⁶. Si la formation gratuite du personnel des établissements labellisés reste un critère obligatoire, le format a lui évolué pour s'adapter au mieux aux disponibilités de chacun. Initialement prévue sur 8h, l'un des opérateurs français l'a par exemple réduite à 3h, en la proposant dans ses locaux ou au sein de l'établissement, tout en proposant des modules complémentaires optionnels.

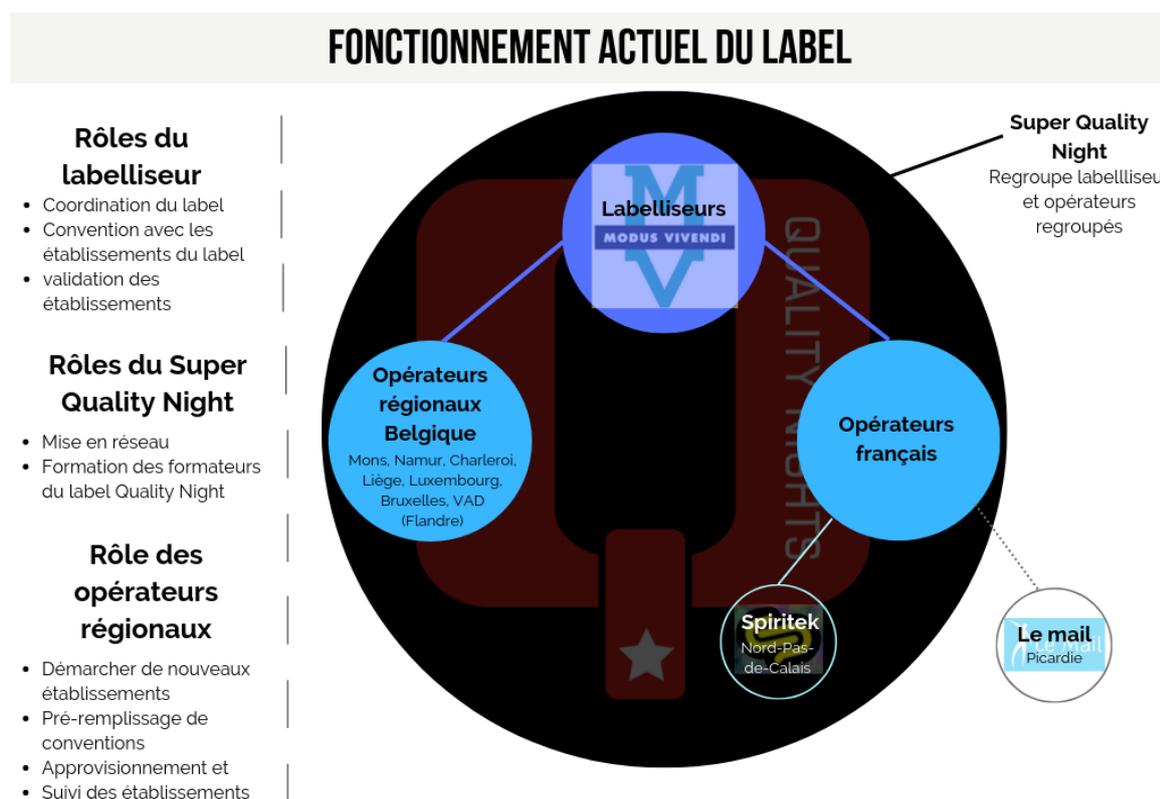


Figure 2. Schéma présentant le fonctionnement actuel du label

⁶ Les critères relatifs à la mise à disposition d'information auprès du public.

II. Le processus de labellisation

Après être revenus sur l'historique du label pour en comprendre la genèse, nous allons tenter de retracer en détail le processus de labellisation, depuis le recrutement des établissements par les opérateurs régionaux, en passant par les enjeux qui animent les labellisés, pour enfin identifier les freins et leviers à la mise en place du label.

1. Le démarchage des établissements par les opérateurs

La notoriété du label amène certains établissements à prendre contact directement avec les opérateurs afin de soumettre leur candidature, mais cela reste marginal. Tout nouvel établissement labellisé passe généralement par un travail de démarchage des opérateurs, qui peuvent repérer, ou entendre parler, dans le cadre de leurs activités, d'établissements qu'il pourrait être utile de labelliser.

« Plusieurs options, soit c'est l'établissement qui vient vers nous. 'Ah, j'ai entendu parler du label j'aimerais bien être labellisé'. (...) [Je note que] ce serait bien d'y aller voilà. Il y a aussi les retours que je peux avoir [dans le cadre de] mon travail. On me dit 'cet établissement il y'a ça, il y'a ça. Ça bouge bien moi j'ai vu des consommations dedans ça peut être bien de le labelliser'. Soit c'est l'appel de l'établissement qui a une envie, soit c'est nous qui repérons quelque chose et on y va, on se renseigne etc. » [opérateur]

Si le label commence à bénéficier d'une certaine notoriété, notamment sur la métropole lilloise du fait de son ancienneté, certains opérateurs regrettent néanmoins un manque de visibilité, qui nécessiterait de mettre en place une démarche de communication, allant au-delà du simple démarchage :

Est-ce que vous avez une mission de faire de la communication sur le label ?

« C'est intéressant de le faire. (...) ça fait pas partie de mes missions principales, je n'ai pas une mission de communication sur les réseaux sociaux par exemple du label. (...). Je pense que le label à l'heure actuelle n'est pas assez connu mais c'est dommage... donc y a un travail à faire. » [opérateur]

2. Motivations des labellisés

Comme nous venons de le voir, ce sont aux opérateurs, qui sont en charge du « démarchage », de communiquer auprès des établissements sur le label, son rôle et son fonctionnement. Mais quelles sont les motivations des établissements à adhérer au label Quality Nights ? Pourquoi font-ils le choix d'entrer dans la catégorie des « labellisés » ? C'est ce que nous avons cherché à comprendre dans cette partie.

a. Une connaissance préalable des opérateurs du label

Il nous est d'emblée apparu que l'ensemble du personnel des établissements interrogés avait une connaissance préalable des structures labellisatrices et/ou du label avant d'y adhérer. Souvent, ces personnels d'établissements, avant de devenir gérant-e-s ou de travailler dans un établissement festif, travaillaient ailleurs, dans d'autres milieux.

Il pouvait s'agir du milieu culturel ou artistique :

« J'ai une formation aux premiers secours, j'ai une licence d'entrepreneur du spectacle, donc j'ai travaillé dans ces milieux-là, et on a toujours travaillé sur la prévention et l'accompagnement sur ces problématiques-là. Adopter ces principes me paraissait déjà très standard. » [Gérant de bar QN]

« Je les connaissais d'avant. On faisait intervenir [l'opérateur] sur des soirées, des événements festifs électroniques où leur présence était essentielle. [...] J'ai moi-même été bénévole à [opérateur] au sein des nuits secrètes un peu par hasard. » [Gérant de bar QN]

Du milieu de l'éducation spécialisée :

« Je suis un ancien directeur de CSAPA. » [Gérant de bar QN]

« J'ai des potes éducus qui m'en avaient parlé. » [Gérant de bar QN]

Du milieu associatif ou militant :

« Je les connaissais déjà parce que je viens du milieu associatif. » [Gérant de bar QN]

Ou encore du milieu médical et du secourisme :

« Moi je viens du médical militaire. » [Responsable de bar QN]

« J'avais fait du bénévolat pour la Croix Rouge. Les questions de responsabilisations, j'y avais déjà été sensibilisé. » [Responsable de bar QN]

Déjà familier-e-s avec les principes de la réduction des risques lors d'expériences passées, connaissant souvent les opérateurs du label, nombreux-ses sont celles et ceux qui indiquent trouver « normal » ou « logique » d'adhérer aux principes du label Quality Nights.

De manière transversale à cette lecture des expériences passées des personnels des lieux labellisés, nous retrouvons également une certaine familiarité des milieux festifs (certains les ayant fréquentés ou les fréquentent toujours) et des usagers de substances psychoactives, ainsi qu'une posture « responsable » et informée.

La Figure 3 ci-dessous résume ainsi la typologie des personnels d'établissements labellisés, en fonction des différents « milieux » professionnels auxquels ils-elles ont appartenu auparavant :

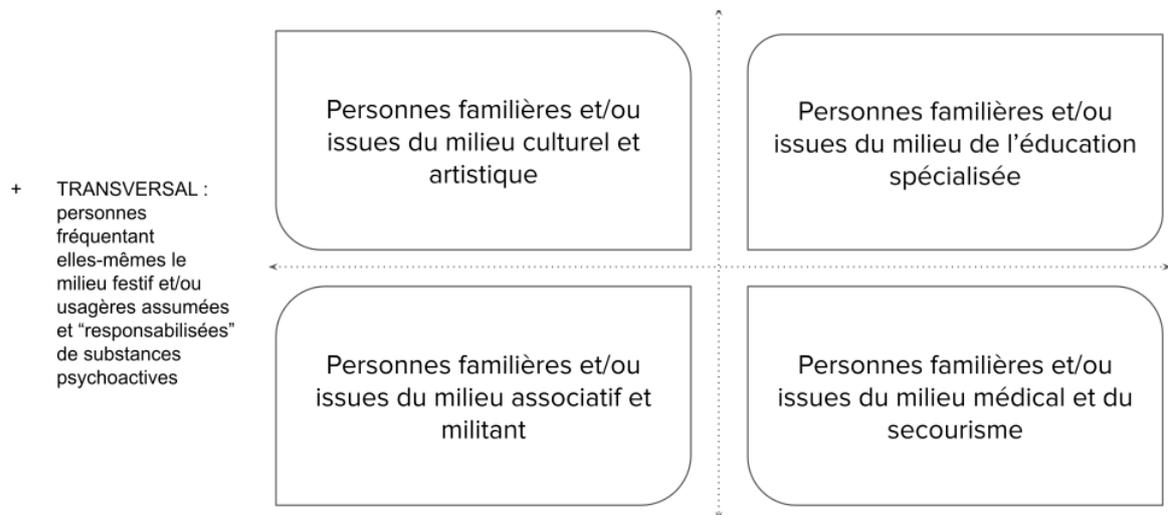


Figure 3. Typologie des personnels d'établissements labellisés Quality Nights en Hauts-de-France

b. des « valeurs » communes : « le bon sens », « le non-jugement »

Pour les personnes interrogées lors de notre enquête, il en va du « bon sens » des personnels d'établissements d'adhérer aux principes du label Quality Nights et de remplir les critères qui y sont associés⁷ (C'est ma démarche à moi, de bon sens ; Nous ça coule un peu de source.)

De plus, il semble que ce soient les « valeurs » portées par les opérateurs qui rassemblent les établissements festifs et les incitent à adhérer au label :

« On se retrouvait nous aussi dans les valeurs de [l'opérateur] et du label. Il y avait aussi leur approche à [l'opérateur] qui nous parlait beaucoup, de non-stigmatisation du public, d'accompagnement et de prévention, qui était importante pour nous. » [Responsable de la communication d'une salle de concert QN]

« C'est une réputation et une approche qui nous paraît intéressante. Disons une approche qui est vraiment dans l'écoute mais pas dans le jugement : « il ne faut pas boire, il ne faut pas machin ! » On trouvait l'approche plus convaincante plutôt qu'une approche restrictive. » [Directrice des projets dans une salle de concert QN]

c. Connaître ses responsabilités / faire face à des nouveaux phénomènes de consommation

Adhérer au label Quality Nights permet également aux établissements de mieux connaître leurs responsabilités envers le public et d'obtenir les moyens nécessaires pour faire face à des phénomènes de consommation de substances psychoactives inédits et évoluant très vite, contre lesquels ils se sentent parfois impuissants :

« Ça répondait non seulement à nos besoins mais aussi à des responsabilités que nous on pouvait avoir en tant qu'organisateur d'événements. » [Responsable du label QN dans une salle de concert QN]

De manière générale, les établissements recevant du public sentent qu'ils ont un rôle à jouer, ne serait-ce que dans l'information du public concernant les thématiques abordées par le label Quality Nights :

« C'était une envie générale de pouvoir apporter de l'information et de pouvoir répondre qui n'a pas été clairement définie mais assez large. » [Responsable du label QN dans une salle de concert QN]

3. Leviers et freins à la mise en place du label

a. Les leviers

Facilité de mise en place

Pour l'ensemble des personnels d'établissements labellisés rencontrés, la mise en place du label est perçue comme très « facile », et ne demandant pas d'efforts particuliers insurmontables, puisque beaucoup estiment qu'ils « faisaient déjà » tout ce qui leur est demandé en adhérant au label Quality Nights :

« Il n'y a rien de contraignant [...] Donner un verre d'eau, c'est des choses qu'on faisait déjà avant. » [Gérant de bar QN]

« Vraiment il n'y a aucune difficulté à signaler. Aucun obstacle. Non voilà comme je disais, il y a une simplicité, il n'y a pas de blocage. » [Gérant de bar QN]

⁷ Pour rappel, chaque établissement labellisé doit remplir 6 critères. Ils s'engagent à mettre à disposition de l'eau gratuite, des bouchons d'oreille, des préservatifs, de l'information sur la promotion de la santé et sur le retour à domicile et suivent une formation sur la RDR.

« Tout est bien ça ne demande pas de temps. » [Gérant de bar QN]

Valorisation de pratiques antérieures au label (« on le faisait déjà avant »)

En ce sens, la labellisation des établissements devient une reconnaissance de la démarche et des actions déjà effectuées auparavant par ces lieux. Cela permet de renforcer l'image positive des établissements qui trouvent dans le label un moyen de valoriser les « efforts » qu'ils fournissent pour veiller à la mise en place de conditions d'information et de sécurisation optimales pour leurs publics :

« C'est plutôt une image positive d'être Quality Nights. Ça veut dire qu'on fait la démarche... » [Gérant de bar QN]

« Le label est une reconnaissance des efforts effectués par certains établissements pour prendre soin des personnes qu'ils accueillent. » [Gérant de bar QN]

« C'était aussi ce côté éthique de s'engager visiblement auprès des gens et de pouvoir signer cette charte. C'était important pour nous de pouvoir le dire. » [Responsable du label QN dans une salle de concert QN]

« [Le label possédait] des critères qui étaient intéressants, même si finalement ils étaient déjà en place. Pouvoir redonner de l'importance à ces critères-là, c'était important pour nous. » [Gérant de bar QN]

b. Quelques freins identifiés

La plupart des établissements Quality Nights sont engagés dans d'autres causes que la réduction des risques. Dès lors, les flyers d'information et autres affiches peuvent déjà occuper un espace important dans les établissements (qui parfois sont de petite taille et dont les causes défendues sont multiples). L'information délivrée sur la réduction des risques en milieu festif court alors le risque d'apparaître comme « noyée » dans la diversité des informations à disposition (*On a trop de trucs sur lesquels communiquer*).

De plus, il revient aux personnels des établissements de gérer le stock des outils mis à disposition et la manière dont ils vont être mis en valeur et distribués au sein des lieux labellisés. Or, ils estiment qu'une mauvaise gestion de la mise à disposition d'outils pourrait mener à un usage abusif de la part du public, mais encore une fois, le risque d'usage abusif n'est pas considéré comme insurmontable :

« Il faut faire attention aux abus quand on met du matériel comme ça à disposition mais il n'y pas de choses difficiles à mettre en place. » [Gérant de bar QN]

D'autres freins ont été mentionnés dans les entretiens, comme le manque de motivation et d'intérêt des tenancier-e-s, ou, à l'inverse, le souhait d'être labellisé sans forcément avoir identifié ses besoins au préalable en matière de réduction des risques (la procédure de labellisation permettant, dans ce dernier cas, d'entamer une réflexion sur le sujet).

4. Des labellisés moteurs

a. Des personnels actifs dans la diffusion des outils...

Les personnels d'établissements labellisés, convaincus du bien-fondé de l'approche de réduction des risques en milieu festif, sont pour la plupart très actifs dans la diffusion des outils, et ce, au-delà même de leur cadre de travail.

« Ça permet d'avoir des outils essentiellement et de diffuser. De sensibiliser d'autres personnes. Pour ça c'est important. Que moi je respecte certains principes c'est bien, mais que tout le monde s'y mette, c'est ça le but du jeu. Leur travail [celui de l'opérateur] me paraît important. » [Gérant de bar QN]

Beaucoup estiment que c'est au travers des outils que le message, les valeurs et les bonnes pratiques en matière de RDR seront transmises. C'est pourquoi ils n'hésitent pas à diffuser les outils en dehors de leur établissement s'ils estiment que cela est nécessaire :

« Il est arrivé même que moi, vis-à-vis de certaines assos, je fournisse un peu de ce matériel pour qu'ils en mettent dans l'immeuble à côté. Les petits fascicules sur l'utilisation et l'usage des drogues. Je le répète, c'est par le biais des outils ! »
[Gérant de bar QN]

b. et du message !

Au-delà du simple fait de mettre les outils à disposition et de les diffuser, certains personnels d'établissements labellisés militent pour la bonne compréhension et le bon usage des outils. Ce qui les amène parfois, sur leur lieu de travail, à présenter le mode d'emploi de certains outils comme le préservatif dit « féminin »⁸, dont l'usage reste semble-t-il assez peu connu en France aujourd'hui :

« Je suis quelqu'un qui va expliquer, je suis plutôt un militant du préservatif féminin. » [Gérant de bar QN]

Afin d'être labellisés, une majorité des personnels d'établissements doit recevoir une formation, dont nous discuterons par la suite. Nous abordons ici la manière dont ces personnels « moteurs » vont mobiliser leurs homologues dans la poursuite de cette formation.

« [L'équipe de l'opérateur] sont venus nous voir, nous ont expliqué ce qu'ils faisaient. Ensuite ils ont proposé une formation. On a un peu souri mais on a dit : « ok on y va ! ». Et on y est allé avec d'autres personnes. On a entraîné d'autres personnes travaillant dans des bars. Des *barmans*, des extras... On leur a dit : « écoutez il y a un truc qui est gratuit là, ça vaut le coup quand même de reprendre une formation ». [Gérant de bar QN]

« On a une association entre *barmans* [...] Pour vous dire que la formation apporte quelque chose, j'aimerais bien envoyer les gens de l'association. Au-delà d'avoir le label, parce qu'on n'est pas rattachés à un établissement particulier. »
[Responsable de bar QN]

La formation peut ainsi être une occasion, pour certains, de diffuser les pratiques de RDR, parfois au-delà du label.

5. Conclusion de la partie II

Nous avons donc vu qu'une partie du personnel des établissements labellisés était préalablement sensibilisée à la problématique de la réduction des risques et que la majorité avait déjà eu connaissance des structures labellisatrices/opérateurs et de leurs actions via des expériences professionnelles antérieures. Les principes et les critères du label raisonnent chez la plupart d'entre eux, pour qui le label est un moyen de valoriser les efforts qu'ils font, et ont toujours fait, dans le sens de la réduction des risques, mais aussi un moyen de continuer à se former. La procédure de labellisation n'est alors pas perçue comme quelque chose de contraignant. Une majorité des établissements est de ce fait active dans la diffusion des outils et des messages qui y sont associés.

⁸ D'autres termes sont utilisés par les acteurs de la RDR, comme « préservatif externe », anneau vaginal, etc. mais nous reprendrons ce premier terme, qui est celui principalement mentionné.

III. La formation

1. Mise en place de la formation par le labelliseur et les opérateurs

La formation est un des premiers critères du label, mais un des plus complexes à mettre en place, notamment au vu du manque de disponibilité du personnel des établissements.

« un des trucs les plus compliqués, c'est qu'ils [les établissements] arrivent à dégager du temps pour former leur personnel» [labelliseur]

C'est l'un des critères qui a été adapté par les opérateurs, pour être plus en adéquation avec les contraintes des établissements labellisés : si la formation en Belgique est restée sur une durée de 8h, en Hauts-de-France, elle a été réduite à 3h, et balaye ainsi l'ensemble des thématiques du label, mais avec des modules complémentaires non obligatoires (voir l'Annexe 1) :

« la formation est gratuite, donc il y a plusieurs formations dans le cadre du Quality Nights. Il y a une formation de base qui est obligatoire qui est du coup une formation de trois heures qui va présenter le label, les critères du label, comment les mettre en place au mieux dans les établissements, qui fait aussi une base en addition, les produits les plus vus en milieu festif. On va parler aussi de risque auditif, un petit peu de risques sexuels et on parle aussi de gestion de conflits et de premiers secours (...). A la base elle durait huit heures, pour la petite histoire on l'a réduite puisque déjà trouver un créneau de trois heures avec les personnels des établissements c'est un casse-tête, donc je vous laisse même pas imaginer pour huit heures. (...). Voilà pour la formation de base, en sachant qu'après il y a une formation juridique et une autre formation qui est débadtripage et bobologie. Ces deux formations là sont des formations optionnelles, c'est les établissements qui les demandent. » [opérateur].

Si dans certains cas, les formations peuvent être organisées dans les établissements et en journée (à leur demande, notamment lorsque la formation concerne plusieurs personnes), elles peuvent aussi être organisées dans les locaux de l'opérateur (plutôt en soirée), ce qui permet dans ce dernier cas de réunir du personnel de plusieurs établissements. Interactive et basée sur l'échange, comme nous avons pu le constater lors de nos observations, ces formations sont également un moment d'échange entre lieux labellisés... qui ont parfois proposé des mesures pour améliorer les critères du label :

« Y en a qui nous ont créé des sous-critères particuliers. C'est un bar (...), ils mettaient tous leurs softs à moins de 50% sur les deux dernières heures d'ouverture. Nous on n'aurait pas eu l'idée et eux ils l'ont eue en formation. Il y a eu des discussions très intéressantes quand ils sont plusieurs ensemble. » [opérateur]

Les informations, appréciations communiquées par les opérateurs et les établissements labellisés se rejoignent sur de nombreux aspects ; notamment car les demandes d'ajustement (sur la durée, le moment et le contenu de la formation) ont été remontées par les établissements, et prises en compte par les opérateurs.

2. Appréciation générale

a. Des retours globalement positifs

Lors de notre enquête, les commentaires et appréciations sur la formation étaient exclusivement positifs. La formation est souvent décrite comme très complète et suffisante compte-tenu du temps disponible et des contraintes horaires des personnels d'établissements. De nombreux bénéfices en sont tirés en matière de connaissances et de « vigilance ».

« Je trouve que c'est bien, eux ils sont biens, ils sont présents. La formation était complète. Il faut que ça continue. » [Gérant de bar QN]

« Il y a un bénéfice pour les gens de les garder éveiller. Et pour l'équipe d'être plus consciente des réels risques. »
[Responsable de bar QN]

b. « Se mettre à jour », un domaine qui évolue très vite

Nous l'avons vu, pour les personnels des établissements, le label permet de faire face à de nouveaux phénomènes de consommation, de la part des jeunes notamment, contre lesquels ils se sentent souvent désarmés. En effet, ces nouveaux phénomènes sont le résultat du nombre croissant de nouvelles substances disponibles sur le marché, et de plus en plus facilement pour les jeunes (entre autres via internet). L'information sur les substances que l'on nomme les NSP (Nouvelles Substances Psychoactives) est d'autant plus importante qu'il s'agit d'un domaine en évolution constante et difficilement mesurable.

Cet aspect constitue un défi majeur pour la réduction des risques⁹ aujourd'hui. Pour les personnels du milieu festif travaillant depuis longtemps dans le domaine, se « mettre à jour » devient alors fondamental. D'une part, parce que parfois ils ne connaissent pas l'existence de certaines substances et leurs effets potentiels sur le public (*On a parlé de drogues que nous on ne connaissait même pas !*), et d'autre part, parce que si certaines informations ne sont pas rappelées régulièrement, elles risquent d'être mises de côté, voire oubliées. La formation permet de revenir sur les bases des connaissances en réduction des risques, et de les actualiser :

« Ça fait une bonne mise à jour. » [Responsable de bar QN]

« Personnellement, j'ai fait partie des effectifs de secours de la Croix Rouge française pendant quelques années, du coup c'est vrai qu'il y a plein de choses que moi j'avais déjà vues. Après c'est toujours bon d'avoir une piqûre de rappel, notamment pour les premiers soins. » [Responsable de bar QN]

c. Deux aspects qui intéressent particulièrement

Deux aspects de la formation retiennent particulièrement l'attention des labellisés.

L'aspect juridique

L'aspect juridique abordé lors des formations est un des aspects les plus plébiscités par les personnels des établissements que nous avons interrogés. En effet, beaucoup d'établissements se retrouvent face à des événements qu'ils ne peuvent contrôler et pour lesquels ils ne connaissent pas exactement leur part de responsabilité (usage, voire revente de produits illicites dans les lieux, responsabilité vis-à-vis des clients, etc.). Autant de questionnements qu'ils peuvent aisément aborder lors de la formation en présence d'un juriste. Être bien informés sur leur droits, devoirs et responsabilités les prémunit contre d'éventuels problèmes d'ordre juridique (qui peuvent, dans certains cas, aboutir à un risque de fermeture) :

« Sur le droit : c'était super intéressant d'avoir un intervenant qui pouvait vraiment nous donner la réponse. Savoir comment un juge pourrait être amené à réagir dans telles circonstances... » [Responsable de bar QN]

« J'ai toujours en tête qu'on est le dernier lieu de consommation d'alcool. Si quelqu'un a un accident notre responsabilité peut être mise en cause. » [Gérant de bar QN]

« Quand on a des policiers dans la rue et qu'on leur pose des questions, ils vont pouvoir nous donner leur point de vue, mais ils ne vont pas pouvoir nous expliquer la procédure. » [Responsable de bar QN]

⁹ Benso, Vincent. 2017. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », *Chimères*, vol. 91, no. 1, pp. 55-62.

« Moi ce qui m'a surtout intéressé, c'était les problèmes juridiques [...] est-ce qu'on a le droit de prendre les clés d'une voiture si on trouve que la personne est trop saoule ? » [Gérant de bar QN]

La gestion des personnes

Savoir gérer le public et les situations conflictuelles liées à l'usage d'alcool ou d'autres substances psychoactives est également un des points pour lesquels les établissements ont le plus d'attentes. Être armé face à ces situations est un avantage que les professionnels mettent en avant, et qu'ils souhaitent souvent renouveler, parce qu'il participe également à leur propre bien-être au travail. Savoir comment réagir, c'est aussi savoir comment se protéger soi-même du comportement du public. Le personnel des établissements a donc un intérêt direct dans cet aspect de la formation :

« Même dans un bar qui est plutôt cool et détendu, des fois il faut gérer des gens, il y a de la violence, il y a savoir comment réagir face à des gens qui sont alcoolisés. » [Responsable de bar QN]

« Sur le contact aussi avec les gens, il y a eu des petits jeux de rôles pour savoir comment se dépatouiller d'une affaire un peu difficile. Tout ce qui était mise en situation pour éviter des soucis avec la clientèle. » [Gérant de bar QN]

3. Des intérêts sous-jacents

a. « Professionnaliser » les bénévoles et employés « novices »

Lors des entretiens, nous avons pu remarquer que pour plusieurs gérant-e-s d'établissement, la formation dispensée par les opérateurs était utilisée comme un moyen de faire monter en compétences leurs jeunes salariés (saisonniers, extras, contrats étudiants, etc.) dont l'investissement dans l'établissement est provisoire (voir la Figure 4) ; mais également pour les bénévoles qui n'ont pas reçu de formation spécifique sur les professions du milieu festif recevant du public. Cela permet de prendre du recul sur le métier, de réaffirmer qu'il s'agit bien d'une profession, et que bien qu'accessible, elle nécessite des compétences et savoir-faire indispensables, ainsi qu'un haut niveau de responsabilisation.

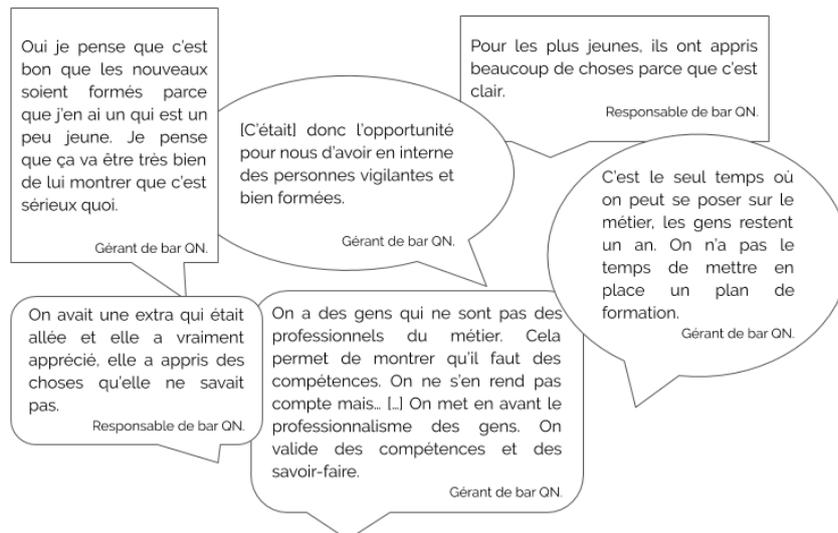


Figure 4. Extraits d'entretiens sur le thème de la professionnalisation des bénévoles et employés novices

Certain-e-s tenancier-e-s d'établissements ont également saisi l'opportunité de cette formation pour eux-mêmes et monter en compétences dans la gestion de leur propre établissement, car n'étant pas forcément issu-e-s d'un parcours ni d'une formation dans la gestion d'établissement festif :

« Ça peut être intéressant quand on commence dans le métier. » [Gérant de bar QN]

« C'est la première fois que je travaille dans ce milieu. J'avais fait un peu de bar dans des festivals techno donc j'avais déjà cette expérience là mais bon je l'avais en tant que clientèle. » [Responsable de bar QN]

b. « Échanger avec les autres établissements »

Les formations rassemblent, lorsqu'elles le peuvent d'un point de vue logistique, plusieurs personnels de plusieurs établissements. Cet aspect est souvent abordé de manière très positive par les personnels ayant suivi la formation car cela permet de croiser les expériences, de se projeter dans différentes situations et parfois de renforcer les partenariats entre établissements :

« C'était intéressant, on était un peu en décalage. C'était un moment où ils commençaient à démarcher autre chose que des boîtes de nuit et des bars et du coup c'était intéressant les croisements d'expérience. C'est pas du tout les mêmes publics, les mêmes horaires, les mêmes problématiques. » [Responsable du label QN dans une salle de concert]

« Ça nous a permis aussi d'échanger avec les autres patrons de bars sur nos problèmes. » [Gérant de bar QN]

4. Quelques freins identifiés et pistes d'amélioration

a. Disponibilité des équipes et durée de la formation

Un des freins majeurs à la mise en place des formations est la disponibilité des personnels des établissements. En effet, souvent les établissements festifs ont des horaires de travail décalés, ils travaillent le soir et la nuit, et se reposent le jour. Certains ne travaillent pas à temps plein dans l'établissement et occupent un autre emploi ou sont étudiants par ailleurs. Il est complexe voire

impossible de réunir l'ensemble du personnel pour une formation commune, alors même que dans leur travail au quotidien, certains professionnels et employés se croisent très peu. Dans cette même logique, il est tout aussi complexe de regrouper plusieurs établissements festifs au cours d'une formation commune :

« Ils se sont montrés très disponibles [l'équipe de l'opérateur], mais c'est plus compliqué pour nous parce qu'on travaille de nuit. Les salariés sont souvent des étudiants avec un travail à côté. La difficulté est de trouver le moment avec tout le monde. On a réussi et on est content de l'avoir fait. » [Responsable de bar QN]

« On a eu du mal à trouver une date de disponibilité avec d'autres établissements. » [Gérant de bar QN]

Trouver un lieu pour effectuer la formation n'est pas toujours chose aisée. Lorsque les professionnels des établissements le peuvent, ils accueillent la formation sur leur lieu de travail. Mais quelques-uns préfèrent changer de lieu, pour créer une coupure avec le travail, bien que la formation soit dispensée dans la majorité des cas sur le temps de travail :

« On peut pas le faire ici parce qu'on n'a pas 3 heures d'affilée. On n'a pas envie de le faire dans le lieu, pour faire une cassure aussi. » [Gérant de bar QN]

De par ces difficultés logistiques à mettre en place des formations communes, certaines personnes se voient contraintes de ne pas y participer, ou de ne pas renouveler leur participation au fil des années, et suggèrent qu'elles puissent tout de même avoir un accès facilité à son contenu, par le biais de comptes rendus écrits, clairs et synthétiques par exemple.

b. Parfois, une absence de nécessité : « je connaissais déjà »

On constate que certains membres du personnel des établissements ne souhaitent pas faire la formation car ils estiment en savoir déjà suffisamment sur les thématiques qui y sont abordées :

« Je n'ai pas eu de formation. [...] Je ne me sens pas nécessaire et je n'ai plus d'employé. Avant j'en avais, ça aurait pu les intéresser. » [Gérant de bar QN]

En effet, nombreux sont ceux qui ont dû suivre des formations obligatoires pour ouvrir leurs établissements. Dès lors, certaines thématiques peuvent apparaître comme redondantes.

« Après c'est plus de la sensibilisation que vraiment un cours. Nous on a déjà des formations UMIH [permis d'exploitation] et tout ça, et puis on est quand même sensibilisé parce qu'on y est confronté tous les jours en tant que gérant. » [Responsable de bar QN]

De plus, dans les professions du milieu festif, parfois au croisement avec le milieu de l'hôtellerie-restauration, c'est souvent l'expérience et l'apprentissage « sur le tas » qui est mise en avant comme gage de bonne connaissance et d'efficacité dans le métier (*Savoir calmer la personne, ça s'apprend sur le tas*).

Ensuite, parce que certains personnels d'établissements sont familiers - en tant que public « responsabilisé » - du milieu festif, ils disent se renseigner régulièrement et en savoir beaucoup sur les thématiques abordées lors des formations, parfois leurs connaissances vont même au-delà de ce qui est transmis. Ce qui peut les amener à considérer la formation comme une contrainte, sans pour autant la juger inutile.

« Après le reste je vous avoue que je n'ai pas appris énormément de choses parce que je les savais déjà et je m'étais déjà renseigné dessus voilà. » [Responsable de bar QN]

c. Envie d'aller plus loin sur certains sujets... en fonction des sensibilités de chacun

La grande majorité des personnels de lieux labellisés est satisfaite de la formation et la trouve complète. Néanmoins, ils estiment que selon le besoin des établissements, mais surtout selon leurs sensibilités personnelles et leurs identités diverses, d'autres thématiques pourraient y être abordées.

Les risques auditifs :

Pour certains établissements qui récemment ont dû installer des nouveaux limiteurs de son par exemple, approfondir la thématique du son et son impact sur la santé aurait été apprécié (On n'a pas eu de formation sur le son directement).

Le consentement, les comportements racistes et sexistes :

Pour d'autres, qui ont été plusieurs fois confrontés à des situations complexes liées au racisme ou encore au sexisme, discuter ouvertement de ces thématiques lors des formations serait une piste à creuser, qui permettrait de trouver des solutions pratiques pour sécuriser aussi bien le public que le personnel des établissements (Sur le racisme, le sexisme, je ne sais pas trop s'il y a quelque chose...).

Les premiers secours :

Pour d'autres encore, ce sont les premiers secours qui mériteraient de prendre plus de place dans la formation. Mais encore une fois, il s'agit d'affinités personnelles qui diffèrent en fonction des personnes et du type d'établissement dans lequel ils travaillent :

« C'est aussi par affinité, elle [une des membres du personnel d'un bar QN] est auxiliaire de gendarmerie. Elle peut être appelée sur des missions pour la gendarmerie, donc ça l'intéresse. » [Responsable de bar QN]

« Les premiers secours, c'est vraiment personnel. Ça c'est un peu mon cheval de bataille à moi. » [Responsable de bar QN]

5. Conclusion de la partie III

Nous l'avons vu, la formation est parfois complexe à organiser en termes logistiques, mais elle est un élément indispensable du label Quality Nights. Les professionnels du milieu festif la perçoivent de manière très positive, et trouvent au travers de la formation des utilisations qui vont au-delà de la simple sensibilisation à la réduction des risques. Ils ont souvent un intérêt direct personnel et professionnel à la suivre ou y inscrire leur personnel. Certains proposent même des idées pour aller plus loin dans les thématiques abordées par le label.

IV. Le label au quotidien

Après avoir détaillé le processus de labellisation, il convient de s'intéresser à la manière dont les labellisés se saisissent de cette nouvelle « étiquette » apposée à leur établissement et à la manière dont ils utilisent les nouvelles connaissances et les nouveaux outils mis à leur disposition grâce au label.

1. Un label aux facettes multiples

a. Faire avec son style et son identité

Le label Quality Nights, de par la diversité des thématiques qu'il permet d'aborder, comporte de multiples facettes, que chaque établissement se réapproprie et « bricole » à sa manière, en fonction de son identité.

Tout d'abord, il convient d'insister sur le fait qu'il existe une multiplicité de « milieux festifs » et que, par conséquent, les publics festifs sont très divers et varient en fonction des lieux, des types d'établissement, de la fréquentation, du type de programmation, des styles musicaux et culturels, voire des valeurs qui y sont associées. Entre un petit bar de quartier, une discothèque en centre-ville, un bar-restaurant, un festival, etc. les nuances sont parfois très importantes. Autant de différences qui ne permettent pas une mise en place uniforme des outils et des messages (*Je suppose que dans une boîte de nuit ou dans un festival, ce n'est pas la même chose*). Dès lors, les établissements labellisés doivent « s'adapter » aux variations de leur public en fonction notamment des horaires et de la programmation.

Il est donc parfois peu aisé pour les lieux labellisés de mettre en avant tous les outils et toutes les thématiques de la même manière. C'est ainsi qu'en matière de mise à disposition des outils par exemple, certains établissements du type « bar-restaurant » sortent uniquement le matériel lors des soirées-concert rassemblant de nombreuses personnes. En journée, la clientèle venant pour « déjeuner » pourrait ne pas comprendre le sens de la présence de ces outils, cela pourrait même être mal perçu.

« C'est à ce moment-là [en soirée] qu'on va sortir l'aquarium [qui sert à mettre les outils à disposition du public] et qu'on va mettre des bouchons d'oreille un peu partout, à différents endroits. Sinon il n'est pas à disposition du public. C'est vraiment quand on est dans ce milieu festif, plutôt concert qu'on utilise pleinement le dispositif. » [Gérant de bar QN]

Les thématiques, comme la santé sexuelle, peuvent également être difficilement mises en avant lors d'événements rassemblant des familles par exemple. Ainsi, certaines salles de concert choisissent de mettre davantage cette problématique en exergue lors de soirées rassemblant les communautés LGBTQIF par exemple, car il s'agit d'un message déjà connu et diffusé, qui intéressera probablement le public.

« On peut mettre en avant cette problématique [la santé sexuelle] quand on a des soirées un peu spécifiques comme des soirées lesbiennes » [Responsable du label QN dans une salle de concert].

Au contraire, puisque les salles de concert sont plutôt portées sur la programmation musicale, elles vont plus facilement traiter de la problématique des risques auditifs et mettre davantage en valeur les bouchons d'oreille (On est très actifs sur les bouchons d'oreille [...] On a moins besoin de leurs autres services) .

Mais en fonction des lieux, la mise en valeur des outils et messages se fera également de manière différente selon l'attrait personnel pour la réduction des risques de la personne en charge de l'organisation d'un événement. D'où l'importance de former la majorité du personnel des établissements (C'est aussi une question de personne, qui va travailler, qui va y penser ou pas).

b. Prendre en compte les singularités et éviter l'homogénéisation

La diversité des thématiques abordées par le label permet à chaque établissement de « piocher » des éléments dans le répertoire Quality Nights et de s'en accommoder. Néanmoins, cette dimension peut comporter quelques écueils pour les lieux labellisés qui revendiquent leur singularité et refusent toute tentative d'homogénéisation. Les bar-restaurants énoncent clairement leurs différences avec les boîtes de nuit par exemple. Le logo Quality Nights étant plutôt connoté « monde de la nuit », pour ces derniers, le logo peut être volontairement mis en retrait.

« Le logo n'est pas mis en avant. Il ne correspond pas à ce que nous on veut mettre en avant. » [Gérant de bar QN]

« Avoir le panneau... mais nous on le cache un peu parce qu'on le trouve très moche. On est aussi un restaurant donc c'est là où ça pose souci pour nous. C'est qu'il est un peu trop connoté monde de la nuit, là où nous on est un peu plus passe partout. » [Gérant de bar QN]

« Nous ne nous considérons pas vraiment comme des professionnels de la nuit, nous n'avons jamais été confrontés à de grands problèmes liés aux risques festifs. » [Responsable du label QN dans une salle de concert]

On remarque d'ailleurs que les établissements labellisés Quality Nights qui étaient auparavant labellisés Quality Bar utilisent plus volontiers ce dernier terme concernant leur lieu de travail, comme s'il correspondait davantage à leur type d'établissement.

Les salles de concert se sentent pleinement concernées par le dispositif, le message et les outils véhiculés par le label. Or, il semble que le label Quality Nights, encore une fois, de par sa connotation « milieu de la nuit » interroge. La spécificité des salles de concert ne trouve pas forcément sa place dans le label, ce qui amène certaines personnes à imaginer des déclinaisons du label en fonction du type d'établissement :

« [À propos du label Quality Nights] Ça ferait peut-être sens de le réadapter, le renommer et avoir une variante salle de concert. On ne choisit pas la salle de concert par rapport au label. Là où on pouvait dire par exemple : ' je choisis ma boîte de nuit parce que c'est labellisé' ». [Responsable du label QN dans une salle de concert]

De ce fait, les quantités de matériel destinées aux établissements mériteraient selon certains lieux d'être mieux adaptées, en fonction des besoins spécifiques des lieux labellisés. Mais cela nécessiterait une bonne communication sur les besoins de la part des établissements qui parfois, nous l'avons vu, peinent à identifier clairement leurs besoins :

« S'il y avait une chose à améliorer je pense que c'est le décalage avec le fait de travailler avec une salle de musique [...] C'est du coup d'adapter les produits et quantités qu'ils fournissent en fonction, voir s'il y a des trucs à réduire. » [Responsable du label dans une salle de concert]

2. La mise en œuvre quotidienne des outils et connaissances

a. Systématisation et mise en valeur des services et outils

Nous avons analysé et observé la manière dont les établissements labellisés utilisaient, chacun à leur manière, l'ensemble des outils mis à leur disposition via le label¹⁰. Puisque nombreux sont ceux nous ayant indiqué mettre à disposition un ensemble d'outils depuis déjà longtemps, nous nous sommes demandé ce que le label avait pu effectivement apporter à ces établissements en matière de services supplémentaires.

« Tous ces principes-là, les outils, je les utilise. C'est à disposition des gens, on est plutôt un lieu responsabilisé. » [Gérant de bar QN]

Tout d'abord, nous remarquons que même si un certain nombre de services et outils étaient déjà mis en place dans certains établissements, ils ne l'étaient pas toujours de manière systématique. Un des apports majeurs du label est de « systématiser » la mise à disposition des outils et des services, là où certains services étaient proposés « à discrétion » ou sur certains événements particuliers mais pas dans d'autres, etc. De plus, le label permet de donner de la visibilité à ces services pour le public :

« Pour la plupart, on avait déjà des éléments. Là, on a juste structuré l'offre et affiché pour être aux normes. » [Responsable de bar QN]

« [L'opérateur] a permis pour nous de structurer et de mettre de manière plus concrète, plus précise, les éléments importants. [...] Avant de travailler avec [l'opérateur], on le faisait, on l'a systématisé. » [Responsable de bar QN]

Ensuite, là où certains lieux ne proposaient qu'une partie des services, le label leur a permis de développer l'offre et de la diversifier :

« Il n'y a pas uniquement la prévention sur le retour à domicile. Il y a aussi les bouchons anti-bruit, les préservatifs, la prévention sur les drogues, le panel s'est élargi. » [Responsable de bar QN]

La mise à disposition d'eau gratuite

L'eau gratuite est un service que les établissements dans l'ensemble proposaient déjà, mais avec souvent quelques limites (le faire à discrétion, ne pas en servir trop, etc.). Le label permet alors de rendre ce service obligatoire et sans limitation particulière. De plus, il permet de le rendre plus visible pour le public.

« On donnait les verres d'eau à discrétion aux clients qui en avaient besoin ou quand nous on en ressentait le besoin, ou à la demande. Mais la volonté de la direction à l'époque c'était de ne pas donner cinq verres d'eau de suite. Sachant qu'il y a d'autres établissements qui faisaient payer. À discrétion c'est ça, un de temps en temps, sans abuser. Maintenant on ne se casse plus la tête. J'ai des piles de gobelets : 'tu veux un verre d'eau, tu as un verre d'eau' ». [Responsable de bar QN]

« On a de l'eau gratuite au bar, mais on le mettait peut-être pas en avant. On a essayé un peu de faire avancer la communication. » [Responsable du label QN dans une salle de concert]

Les bouchons d'oreille

La mise à disposition des bouchons d'oreille, alors qu'elle est courante dans les salles de concert, l'est beaucoup moins dans les boîtes de nuit et discothèques. Le label, en rendant ce critère obligatoire pour tous les établissements labellisés, a permis une prise de conscience sur les risques auditifs chez le personnel de ces lieux, influençant même parfois leurs pratiques quotidiennes :

¹⁰ La plupart des outils sont mis à disposition gratuitement par l'opérateur, d'autres sont payants (comme les ethylo-tests), et facturés à prix coûtant par l'opérateur.

« Plus encore au niveau des bouchons anti-bruit. Ce n'est pas quelque chose qu'on percevait [...] J'ai des jeunes maintenant qui en mettent, des salariés. » [Responsable de bar QN]

Certains établissements indiquent même qu'ils reçoivent des demandes grandissantes de la part des usager·e·s des lieux festifs, justement depuis qu'ils en mettent à disposition de manière systématique.

« Ça donne un service en plus. Il y avait des bouchons d'oreille avant mais pas avec la même régularité. [...] On a plus de demandes qu'avant. » [Responsable de bar QN]

Les préservatifs

Nous observons des écarts importants sur la récupération de préservatifs par le public des lieux labellisés. Si pour de nombreux établissements, les préservatifs sont les outils « qui partent le plus », d'autres se voient contraints de jeter les surplus (parfois un nombre important), puisqu'ils ne peuvent les proposer au-delà de la date de péremption, faute d'avoir été récupérés par leur public. D'après nos observations et nos discussions avec le personnel, la manière dont le public va interagir avec cet outil mis à leur disposition dépend principalement de deux facteurs. Tout d'abord, puisque cet outil fait référence à la vie intime des usager·e·s, plus il est proposé dans un endroit discret, plus il sera récupéré. Ensuite, plus la proximité et la relation de confiance avec le personnel des lieux seront importantes, moins le public aura de difficultés à « piocher » dans les outils à disposition, parfois à la vue de certaines personnes (Nous on est proche des clients ce n'est pas la même mentalité. C'est ça aussi qui fait la différence peut-être [Gérant de bar QN]).

Les « infos retour à domicile » et les éthylotests

De nombreuses personnes nous ont indiqué qu'elles ne mettaient pas les éthylotests en libre-service, mais qu'ils étaient disponibles à la demande, avec parfois un modèle en exposition. Il s'agit d'outils qui peuvent rencontrer du succès de la part du public, mais parfois pour un usage détourné. En effet, en libre-service, les usager·e·s s'en servent parfois dans l'objectif de s'alcooliser davantage, jusqu'à atteindre un taux important. C'est pourquoi de nombreux établissements font le choix de proposer cet outil au public uniquement quand ils repèrent une situation « à risque », ou à la demande.

Concernant les « infos retour à domicile », les établissements peuvent aussi bien afficher une plaque dans le lieu, ou proposer des petits flyers d'information. Pour les plus petits établissements, où la proximité avec le public est importante, ce sont les petits dépliants qui vont être le plus utilisés car le personnel peut les transmettre directement, et les accompagner d'informations orales par la même occasion.

« Normalement on devait avoir une plaque mais moi je n'ai pas voulu avoir la plaque avec les retours. J'ai un petit papier derrière. » [Gérant de bar QN]

Les infos santé et messages d'alerte drogues

Il semble que les informations dispensées via les dépliants et flyers soient utilisées de manière différente par le public en fonction des lieux. Là où dans les salles de concert, ce type d'outil se diffuse assez naturellement (C'est incroyable de voir que la communication papier fonctionne bien !), dans les discothèques, boîtes de nuits et bars ambiance, se renseigner via les flyers d'information ne semble pas être une évidence pour le public (Les flyers le long du bar finissent vite par terre...). De plus, dans les lieux les plus sombres et dotés de multiples jeux de lumières, la visibilité de ce type d'outils peut être réduite (Ils sont en soirée et ils ne regardent pas [...] De toute façon il n'y a pas de lumière). De manière générale, les établissements labellisés indiquent qu'il est important de réfléchir à la meilleure manière de disposer et de diffuser cet outil, qui peut vite passer inaperçu pour le public...

« Soit ils sont en terrasse et ils ne voient pas tous les dépliants à l'intérieur. Soit ils regardent le match de foot. Du coup ils ne regardent pas tous les dépliants. » [Responsable de bar QN]

... mais qui trop mis en avant, peut aussi avoir un effet « repoussoir » sur la clientèle :

« Si la personne vient juste boire un verre et on l'accueille avec cinq dépliants... ça fait un peu too much. » [Responsable de bar QN]

La facilité du public à se servir des outils mis à disposition peut dépendre de la proximité du personnel avec le public et de la capacité d'accueil des établissements. Plus les établissements sont grands, plus leur capacité d'accueil est importante, rendant difficile la construction de liens de proximité. Au contraire, plus l'établissement est petit, plus il est propice à la discussion et à la diffusion directe des outils par le personnel, en cas de besoin :

« Ça marche, les gens ils prennent. Les gens ils prennent, ils regardent. Et nous-mêmes on donne aux gens quand on pense qu'il faudrait qu'ils arrêtent d'exagérer et arrêter de boire [...] Donc on a une clientèle qui est assez fidèle. C'est un bar d'habitues. On a une grosse proximité avec la clientèle. » [Gérant de bar QN]

b. Les outils comme médium de communication entre le personnel et le public

Le dialogue entre les membres du personnel des établissements et le public sur les sujets portés par le label, puisqu'ils comportent une dimension très personnelle et intime, peut parfois être compliqué. Parler de ses consommations ou éventuels problèmes d'addiction, ou encore de ses relations intimes avec un-e *barman-maid*, même en tant qu'habitué-e, ne va pas toujours de soi. C'est en ce sens que la présence des outils est intéressante. Parce qu'elle intrigue, attire et parfois questionne, elle permet de créer du dialogue entre les membres du personnel et le public. C'est pourquoi il est indispensable de former le personnel des établissements labellisés. L'exemple des préservatifs dits « féminins » est typique du genre d'outils qui peut amener le public à poser des questions au personnel, qui se transforment en discussion plus profondes sur la sexualité et les risques sexuels :

« Par exemple moi avec une cliente : il y avait les capotes féminines et des capotes. Ça a quand même engagé une discussion et en fait je me suis rendu compte qu'elle ne se protégeait jamais et elle avait des partenaires multiples. Et ça a engagé une discussion. » » [Responsable de bar QN]

Dans une salle de concert où la consommation d'alcool est répandue, amener le dialogue sur le sujet est complexe. Les membres du personnel peuvent ne pas savoir comment l'amener dans un contexte de détente où les sujets « sérieux » sont plus facilement mis de côté ; ils peuvent également avoir peur de passer pour des personnes strictes et moralisatrices, dans un endroit où les valeurs ne correspondent pas à cela :

« A un instant T, ça permet d'ouvrir le dialogue sur des sujets comme l'alcool et la drogue auprès des jeunes, ce n'est pas anodin dans un cadre comme une salle de concert où on se sent un peu détendu, etc. » [Responsable de bar QN]

« Ça nous permet de ne pas être le *barman* ou le mec chiant qui dit : 'stop tu arrêtes de boire' ». [Responsable de bar QN]

3. Mise en pratique des connaissances issues de la formation : « Gérer » le public en amont, sur le moment... et après ?

Donner une formation aux personnels des établissements est une chose, mais identifier la manière dont ils s’emparent des connaissances transmises et la manière dont ils en font usage dans leur activité quotidienne en est une autre. Un des objectifs de cette étude était donc de chercher à comprendre cette mise en pratique des connaissances issues de la formation par le personnel des établissements labellisés.

Pour certaines personnes rencontrées, la formation a permis de les conforter dans leur manière de fonctionner, et donc de pérenniser et renforcer leurs bonnes pratiques en termes de réduction des risques (*Avec la formation on n’a eu aucune surprise, ça nous a confirmé qu’on avait bien fait notre boulot voilà*). Pour d’autres, elle leur a permis de prendre de l’assurance et d’apprendre à réagir face à des situations complexes, pour lesquelles elles ne possédaient pas les ressources nécessaires auparavant (*On les remercie, ça nous a aidé à répondre à des questions, faire face à des situations*).

De manière générale, on remarque que les connaissances transmises lors de la formation sont utilisées principalement de trois manières (Figure 5). Tout d’abord, pour anticiper les situations « à risque » et empêcher qu’elles ne deviennent trop nocives pour les personnes concernées, le public, et le personnel. Ensuite, pour réussir à agir de manière efficace et rapide « sur le moment », sans aggraver des situations qui peuvent être complexes. Enfin, elles peuvent être utilisées à des fins d’orientation du public, mais de manière plus diffuse.



Figure 5. Utilisation des connaissances transmises lors des formations

a. « Repérer » les situations avant qu’elles n’arrivent

Dans un premier temps, la formation aide les personnels à « repérer » les situations « à risque » qui peuvent « dégénérer », pour les contrecarrer en amont, là où elles seraient sûrement passées inaperçues avant la formation.

« Savoir faire attention aux détails, au comportement de certaines personnes, se dire : « ah peut-être que cette personne a pris quelque chose », je trouve ça super intéressant. [...] Il y a certains détails que je vais voir maintenant, avant je serais passé totalement à côté. [...] Chercher qui a pris quoi et garder un œil dessus. » [Responsable de bar QN]

Ensuite, les connaissances issues de la formation permettent aux personnels de pouvoir associer différents types de comportement aux éventuelles substances psychoactives ingérées par les

personnes. Cela les aide à mieux adapter leur façon de prendre en charge la situation et d'anticiper les possibles réactions des personnes concernées.

« On sait que s'il y a un problème autre que l'alcool on le voit. Ça, ça aide. La formation elle aide à ça aussi. » [Responsable de bar QN]

« Les réactions des gens sont totalement différentes aussi. La formation aide à repérer ce genre de cas et à réagir en fonction. La réaction humaine. Ça nous permet d'avoir un coup d'œil différent. » [Responsable de bar QN]

Pour les tenancier-e-s de lieux possédant des terrasses, l'aspect de repérage de situations « à risque » s'étend souvent au-delà des limites du lieu. Il va jusqu'à l'espace public entourant le lieu. C'est ainsi que pour un gérant rencontré, le deal de drogue dans la rue l'a mené à faire la distribution hors du lieu labellisé de flyers d'information sur les risques qui sont liés à l'usage de drogues. Pour un autre, la vigilance et le sens des responsabilités ont été accrus par rapport à l'environnement proche : ayant constaté des faits de prostitution infantile aux abords du lieu, cela a donné lieu à des signalements à la police (On a un rôle de vigilance par rapport à certaines choses).

b. « La prévention c'est avant, la RDR c'est sur le moment »

Les connaissances transmises sont également utiles dans la gestion « sur le moment » du public. Une fois les situations « à risques » identifiées, le personnel doit être en mesure de savoir comment réagir dans l'urgence et parfois en « plein rush ». Les situations repérées comme dangereuses ne semblent pas être fréquentes. Sans formation ou rappel sur la gestion des situations de ce type, la vigilance des personnels peut diminuer et lorsque les soucis surviennent brutalement, ils peuvent ne pas être maîtrisés de manière convenable.

« Les problèmes ne sont pas si fréquents. Par contre ça arrive de manière inopinée, il faut être prêt. Dans un contexte de bar c'est compliqué parce qu'il y a du monde, il y a du bruit, des réactions diverses autour. » [Responsable de bar QN]

De plus, la formation a eu un impact important sur la manière dont les personnels gèrent le départ de leur public alcoolisé. Ils se sentent davantage responsables de leur clientèle dans le moment qui suit le passage dans l'établissement :

« Quand on voit quelqu'un qui est bourré avec des clés de voiture on dit : « tu vas faire quoi toi ? » [...] C'est des petits détails qui font qu'avant je l'aurais juste vu partir, et maintenant je regarde s'il a des clés dans les mains. » [Responsable de bar QN]

De manière générale, et cela est d'autant plus vrai pour les établissements ayant une grande capacité d'accueil, lorsque la soirée est lancée, instaurer un dialogue est une tâche très compliquée, voire impossible. Il faut avoir les ressources nécessaires en matière de savoirs, de services et d'outils, pour pouvoir réagir « sur le moment » :

« Une fois que c'est lancé, il n'y a pas de temps pour le dialogue. Il y a du temps pour la réaction, la gestion des problèmes, mais pas pour expliquer : gérer. » [Responsable de bar QN]

c. Orienter vers les structures de soin : le rôle du personnel des établissements ?

Il semble que la majorité des personnels des établissements rencontrés n'ait jamais eu à rediriger des clients vers des structures adaptées. En cas de soucis liés à l'usage de substances psychoactives, ils se tournent plus volontiers vers les pompiers ou la police. Souvent, ils essaient simplement de demander aux personnes qui « perturbent » le déroulement de l'événement de partir :

« Le premier réflexe des gens c'est les pompiers, mais c'est quasiment jamais arrivé. » [Responsable de bar QN]

« [Au sujet des premiers réflexes en cas de soucis] Soit appeler la police municipale ou dire à la personne de partir. » [Gérant de bar QN]

Comme nous l'avons vu, les problématiques liées aux risques sexuels, bien que parfois complexes à aborder, sont plus facilement abordées via les outils mis à disposition. Par le biais des outils, il est arrivé à quelques membres du personnel des établissements de créer un dialogue avec la clientèle sur le sujet de la sexualité et de les conseiller d'aller voir un praticien de santé ou une structure de santé comme le Planning Familial par exemple.

Cependant, les personnels peuvent faire face à des publics avec de nombreuses difficultés sociales, pas toujours liées à l'usage de substances psychoactives ou aux risques sexuels. Il s'agit fréquemment de problèmes de logement, de santé autres, d'argent, etc. En fonction des connaissances dont disposent les personnels sur le sujet, ils peuvent être amenés à rediriger le public vers des associations, l'hôpital, de l'hébergement d'urgence ou autre.

« Ça nous arrive régulièrement d'orienter vers la Croix Rouge, on a [l'hôpital] juste à côté. » [Gérant de bar QN]

« Oui ça m'est arrivé, ça dépend de la situation dans laquelle sont les gens. Je me souviens d'avoir parlé avec une maman, je lui ai dit que la thérapie familiale systémique, c'était un bon outil. [...] Il m'est arrivé de diriger vers le Cèdre bleu. » [Gérant de bar QN]

« On a eu des gens qu'on a amenés chez des addictologues sans passer par [l'opérateur du label] Quality Nights. » [Responsable de bar QN]

« Oui je conseillais les gens d'aller faire tester leurs produits pour savoir, ça arrive, comme ça on mène des discussions sur ce que la personne prend. Mais oui c'est dans ces échanges que je réoriente la personne. Je les conseille en disant de se faire contrôler, c'est anonyme, il n'y pas de danger et on pourra agir. Ça n'arrive pas très souvent mais ça arrive. » [Gérant de bar QN]

Cependant, cela n'arrive que rarement et les personnels n'ont pas les moyens d'avoir un suivi de ces personnes. La redirection semble favorisée encore une fois dans les établissements où les relations avec le public sont caractérisées par la proximité, pouvant faciliter la mise en place d'un dialogue.

Les personnels qui vont plus aisément rediriger vers des structures de soin sont celles et ceux qui vont mobiliser des ressources acquises lors d'expériences professionnelles ou associatives antérieures. Pour les personnes dont l'activité professionnelle antérieure était liée à l'éducation spécialisée par exemple, ces compétences et savoirs sont toujours mobilisés dans le cadre de leur profession actuelle, ressources renforcées par les outils et les services proposés par le label.

« Je me souviens au début, quand on a ouvert [...] je me suis retrouvée avec cinq ou six jeunes filles. Je ne sais plus comment elles en sont arrivées à savoir qu'on faisait ce boulot. Elles nous ont posé tout un tas de questions sur leur sexualité, sur leurs envies, sur la drogue, etc. Et je me souviens d'avoir été assis ici, pendant une heure et demie, à faire le boulot que je faisais 6 mois avant encore. Et elles sont revenues. » [Gérant de bar QN]

Pour les personnes ne possédant pas ces ressources, elles estiment pouvoir néanmoins évoquer certains sujets, en discuter « à leur niveau », mais pas toujours être en mesure de rediriger le public vers les structures adaptées :

« Je l'ai juste... la sensibiliser aux problèmes qu'elle pouvait avoir avec ça et après je ne peux pas faire grand-chose. » [Responsable de bar QN]

« Je n'ai pas de formation non plus spécifique pour réorienter les gens. » [Gérant de bar QN]

4. Les apports du label pour les établissements

Pour les personnels rencontrés, être labellisé renforce souvent l'image de « lieu d'accueil » des établissements. Souvent la prévention, la réduction des risques et l'accueil sont perçus comme indissociables, voire signifient la même chose aux yeux des interrogé·e·s :

« Faire de la prévention, ce que j'appelle de l'accueil. » [Responsable de bar QN]

« C'est quand même le cœur de notre mission de pouvoir accueillir les personnes de manière convenable, je pense que ça fait partie de la qualité de l'accueil que de se dire quand on vient à [lieu labellisé] on sait qu'on est dans un lieu où on peut trouver des informations sur les risques qu'on peut prendre. » [Responsable du label QN dans une salle de concert]

« Je pense qu'on a apporté un degré de qualité d'accueil, de qualité complémentaire en travaillant sur ces axes-là. » [Responsable du label dans une salle de concert]

Cependant, à l'instar des problématiques qui traversent la réduction des risques de manière générale, la présence de certains outils spécifiques et peu connus du public comme les « roule ta paille » dans certains lieux, peut renvoyer à une toute autre image. En effet, certain·e·s usager·e·s des lieux, peu habitué·e·s aux problématiques liées à l'usage de substances psychoactives, peuvent penser qu'il s'agit d'une incitation à la consommation. Dès lors, nombreux sont les personnels ayant choisi de garder cet outil hors de la vue du public :

« C'est compliqué moi je vois qu'il y a des clients où ça va choquer. C'est dommage mais voilà on a un peu un entre deux et on a pas mal de parents et des enfants qui viennent. On y réfléchit, on se demande si on doit aller plus loin dans la démarche. » [Responsable de bar QN]

« Nous on ne les a pas ici mais on peut avoir des kits comme les « roule ta paille » pour que les gens consomment autrement. Mais après nous on ne les a pas, on hésite un peu, mais on pourrait en avoir. » [Gérante de bar QN]

5. Visibilité du label

a. Le label : le plus important ?

Nous avons pu remarquer que le label Quality Nights en tant que tel n'était pas toujours mis en avant par les établissements labellisés. Ce qui intéresse davantage les lieux labellisés dans la démarche Quality Nights, ce sont surtout les services proposés, plutôt que le label en lui-même.

« Le label ça ne nous intéresse pas spécialement, par contre avoir un juriste qui peut répondre à nos questions, être formés aux gestes de premier secours... au-delà de réagir à un risque, savoir le deviner d'avance, prévenir. Ça nous semble carrément intelligent. » [Responsable de bar QN]

« Je ne mets pas en avant que c'est un bar labellisé Quality Nights. Je pense que même [l'opérateur] ne met pas en avant : 'oui on a un super label, regardez comment il est représenté !'. Ce qui est important c'est le concret derrière. » [Gérant de bar QN]

« On ne communique pas sur le label Quality Nights [...] Mais les services sont visibles, dès l'entrée. » [Gérant de bar QN]

En effet, l'idée d'être en quelques sortes « étiqueté » n'est pas ce qui attire le plus certains personnels rencontrés qui estiment que leur engagement dans la réduction des risques est logique et que tout le monde devrait en faire de même :

« Je pense que c'est toujours bizarre d'avoir des labels comme par exemple de dire qu'on est *gay-friendly*. Je trouve ça dommage qu'on ait besoin de le dire. » [Responsable de bar QN]

D'autres labellisés au contraire donnent une grande importance au label en soi et estiment qu'il est important de ne pas trop le développer, au risque de perdre son authenticité :

« Développer le label mais pas trop... Plus les établissements seront labellisés, moins le label aura de 'valeur' ». [Gérant de bar QN]

b. Reconnaissance du label par les usager-e-s

Ce manque de valorisation du label « en soi » par certains établissements peut être dû au fait qu'il paraît peu identifié par les usager-e-s. Néanmoins, il semble qu'au-delà d'être reconnu comme des lieux « labellisés », les établissements Quality Nights sont vus comme des lieux où les clients sont en sécurité, où l'on prend soin d'eux, et où du matériel de réduction des risques est disponible (Figure 6) :

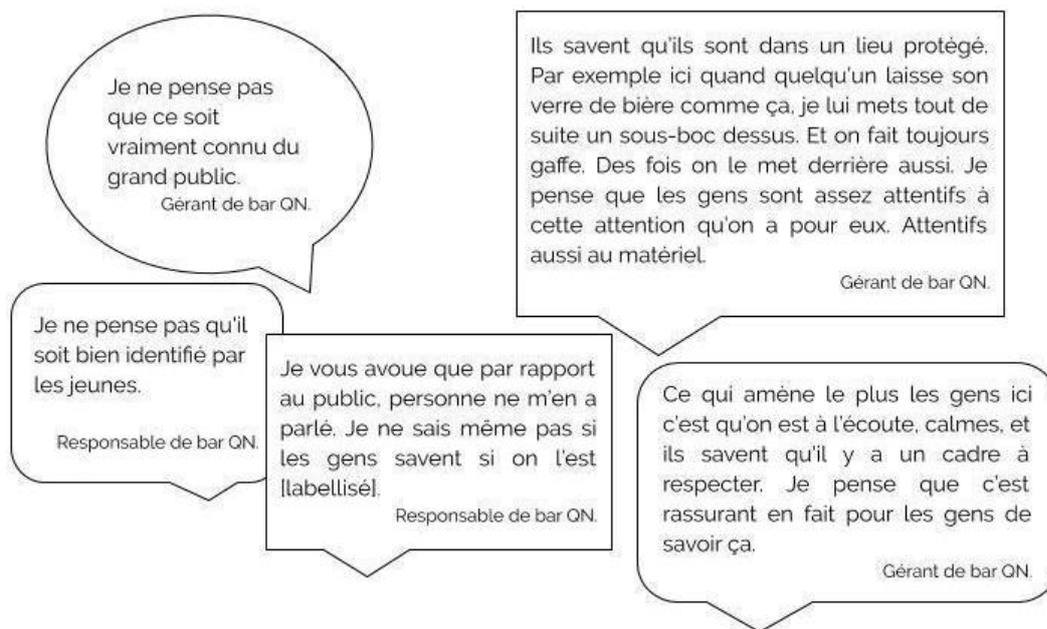


Figure 6. Extraits d'entretiens sur le thème de la visibilité du label Quality Nights auprès du public

D'après ce que les personnels des établissements ont pu observer, seul-e-s quelques usager-e-s connaissent le label et choisissent les lieux dans lesquels ils vont sortir en fonction de ce critère. Mais cela vient plutôt d'une forte sensibilité personnelle sur le sujet et reste plutôt rare.

« Je vous dis pour certaines personnes ça aide à sélectionner les bars dans lesquels ils vont. » [Responsable du label dans une salle de concert]

« C'est très difficile, certains le savent mais je pense que c'est plus de la recherche personnelle. Regarder quels sont les établissements labellisés sur Lille sur internet. » [Responsable de bar QN]

c. La publicité et la communication autour du label

Inégalités en fonction du secteur

Au cours de notre étude, nous avons pu remarquer que certains établissements labellisés, situés en ancienne région Picarde notamment, n'avaient pas le même accès aux outils de communication du label que les autres lieux labellisés¹¹. Pour ces établissements, le manque d'outils de communication sur le label et les services proposés se fait fortement ressentir. De ce fait, ils trouvent des solutions alternatives en créant eux-mêmes des affiches et stickers sur le label, qu'ils affichent dans leurs établissements. Le label manque alors grandement de visibilité par rapport au public. Cela est d'autant plus dommageable pour ces établissements que le label semble moins connu dans cette zone que dans la région lilloise. Cependant les services associés au label sont bien proposés et mis en valeur dans les lieux :

« Le label n'est pas visible car on n'a aucune affiche ni logo fourni. C'est peu connu ici comparé à Lille [...] Les gens savent qu'on fait quelque chose pour la RDR, mais on n'a pas de supports. » [Gérant de bar QN]

De ce fait, un des grands travers du label selon ces établissements est le manque de communication. Pour améliorer cela, ils proposent de travailler la « PLV », soit « l'ensemble des moyens publicitaires (affichettes, présentoirs, etc.) fournis par un fabricant à ses clients, pour promouvoir la vente de ses produits »¹².

Suivant ce même ordre d'idées, l'évaluation du label Quality Nights menée en Belgique en 2013 nous montre l'importance de l'uniformité des moyens et des modes de communication sur le label afin de garantir sa crédibilité¹³.

Rendre l'information claire et attractive

La façon de communiquer les informations importantes peut faire débat au sein du label Quality Nights. Mais c'est un débat qui interroge également toute la sphère de la réduction des risques, de la prévention et de la santé de manière globale.

Il est inhabituel de se rendre en contexte festif dans l'objectif précis de prendre soin de soi ou de s'informer sur ses prises de risques en milieu festif. Dès lors, les informations délivrées de manière plus « classique » via les dépliants peuvent paraître ennuyeuses pour le public. Les personnels sont nombreux à avoir exprimé le besoin de rendre les messages plus directs et les visuels autour du label plus attractifs, car les couleurs vives attirent l'œil et les slogans percussifs raisonnent davantage chez les clients :

« Un slogan plus direct aurait plus d'impact et attirerait plus l'attention.[...] Il faut réussir à capter le regard des clients en plaçant l'information au bon endroit. Ce qu'il manque, c'est des petites affiches placées intelligemment et qui parlent tout de suite. Du type affiches vertes et jaunes : 'Soufflez, vous saurez', ou 'Boire ou conduire' ». [Responsable de bar QN]

La communication visuelle est un critère primordial, assurant la crédibilité et la reconnaissance du label par le public, et les labellisés l'ont bien compris (Après on est carrément dans le commerce. [...] C'est du

¹¹ voir l'introduction de ce chapitre, qui retrace l'historique du label et l'existence d'un labelliseur « autonome », en dehors du réseau Super Quality Nights;

¹² PVL [En ligne] Larousse : https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/P_L_V_/61839

¹³ Centre Bruxellois de Promotion de la Santé, et Eurotox. 2013. « Evaluation du label Quality Nights auprès du public cible », 36 pages.

commerce, c'est de la communication). Une évaluation complète de la communication autour du label a d'ailleurs été menée à la suite de l'évaluation du label auprès du public¹⁴.

Cependant, les dernières affiches produites par l'opérateur lillois vont déjà dans ce sens. Il semble donc que les recommandations des établissements aient été prises en compte.

Un engagement de la part du lieu

Concernant la mise en valeur des outils au sein des lieux labellisés, le guide méthodologique créé par Modus Vivendi et à destination des opérateurs du label stipule que c'est un engagement de la part du lieu de « mettre en place, rendre visibles et maintenir efficaces ces services »¹⁵

Nous avons pu observer que l'engagement des lieux dans la communication autour du label se faisait plus facilement via les réseaux sociaux et internet (Figure 7) :

Ah, n'oublie pas de faire la fête en pensant à réduire les risques 😊
#prevention #qualitynight

Figure 7. Exemple de post Facebook pour un événement dans un lieu Quality Nights

Les gérant·e·s de lieux qui estiment que le label a une relativement bonne visibilité auprès du public, ou *a minima* une visibilité en développement, sont ceux qui ont le plus communiqué sur leur labellisation et le label via les réseaux sociaux :

« Et sinon les gens nous demandent parce qu'ils savent qu'on est labellisé. [...] Des fois ils découvrent mais normalement on a un petit sticker. Il est là-bas sur la porte. Ça les gens le savent. À un moment on en a parlé sur Facebook. On a fait un truc qui montrait qu'on était labellisé. » [Gérante de bar QN]

Mais d'après les dires des labellisés, la visibilité du label doit également être soutenue si l'on veut que le label soit crédible et ait de l'importance pour le public. La seule communication par le lieu n'est pas forcément suffisante :

« C'est le genre d'association qui mériterait d'être un peu plus soutenue. » [Responsable de bar QN]

« Que la ville se sente un peu plus concernée et à la rigueur, ils pourraient mettre à disposition quelques sites, une liste des bars labellisés par exemple. Comme ça le label serait vraiment plus valorisé. Je ne sais pas si les autorités territoriales en parlent tellement. Mais ça serait pas mal qu'il y ait une petite visibilité quand même. » [Gérante de bar QN]

6. Conclusion de la partie IV

Nous avons vu que chaque établissement labellisé mettait en œuvre le label selon son propre style et sa propre identité, en « piochant » dans les outils et en mobilisant les différents services afin qu'ils correspondent parfaitement à leurs besoins et attentes. Cependant, la communication autour du label et la visibilité de celui-ci auprès du public restent à approfondir et à développer afin d'améliorer l'efficacité du dispositif, et éviter que les usager·e·s ne passent à côté d'informations et d'outils leur permettant de se responsabiliser davantage dans leurs pratiques festives.

¹⁴ Vandeuren, Yves. 2014. "Rapport Quality Nights. Analyse des éléments actuellement en place et pistes d'amélioration [des outils de communication]", 18 pages.

¹⁵ Modus Vivendi, 2016. "Guide méthodologique destiné à l'opérateur local Quality Nights", 22 pages.

V. Le suivi

Afin d'analyser le travail de suivi des lieux labellisés par les opérateurs, nous avons effectué plusieurs observations, accompagné les opérateurs lors d'une tournée et inséré des questions sur le sujet dans les entretiens. De manière générale, le suivi des établissements effectué par les opérateurs est perçu comme utile et suffisant dans la forme qu'il prend actuellement. Nous détaillerons dans cette partie la manière dont les actions de suivi sont menées par les opérateurs et la manière dont elles sont perçues par les labellisés.

1. Le travail des opérateurs et sa perception par les labellisés

a. Le suivi des établissements labellisés par les opérateurs

Le travail de suivi des établissements par les opérateurs est essentiel : il permet de maintenir la communication, de les approvisionner en matériel de RDR, mais également de vérifier la bonne mise en œuvre des critères du label, comme nous l'explique l'un des opérateurs :

« Il y a le travail de maintien de l'existant, donc on a un certain nombre d'établissements qui sont labellisés et du coup il faut que je m'assure du suivi de ces établissements-là. Le minimum, c'est une tournée par trimestre. (...) je vais aller dans les établissements avec du matériel pour faire le réassort de matériel et en même temps j'en profite pour discuter avec l'établissement voir aussi si le label est mis en visibilité et travailler aussi sur des problématiques sachant que quand je constate une problématique, elle ne va pas se régler directement... (...) c'est un travail sur le long terme. Rien n'est rapide avec le quality Nights ! (...) sur ce que j'observe dans mes tournées, il y a le respect des critères, la visibilité du matériel. J'observe aussi le turnover des employés puisque dans les critères du label, y a obligation de formation tous les 2 ans. » [opérateur]

Ce travail de suivi est réalisé lors de « tournées » réalisées une fois par trimestre¹⁶, ou les établissements labellisés d'une même ville ou d'un même quartier sont regroupés afin d'effectuer un seul déplacement. Ils sont prévenus par téléphone, notamment afin d'identifier les besoins préalables en matériel de RDR :

« Souvent ce que je fais, c'est que je leur envoie un message pour leur dire que je vais passer la semaine prochaine pour la tournée Quality Nights, est ce que vous avez besoin du matériel habituel ou du matériel payant ? Ils me disent oui ou non comme ça je prépare les factures. J'y vais, et tout est fait en même temps » [opérateur]

Bien qu'optimisé, le temps nécessaire à la prise de contact avec les établissements ainsi que les tournées sont extrêmement chronophages, mais c'est cette permanence de la communication et du lien entre opérateur et établissement labellisé qui garantit l'efficacité du dispositif :

« Pour que le label fonctionne, il faut de l'argent, parce que c'est chronophage de courir derrière eux. C'est au fur et à mesure des mois et des années qu'on réussit à toucher les responsables des bars. » [opérateur]

A l'inverse, dans le cas des établissements les plus difficiles à joindre, lorsque la communication a été interrompue, ou que l'établissement a changé de propriétaire, le maintien du label peut rapidement être remis en question :

« Certains établissements ont oublié qu'ils étaient conventionnés parce qu'on n'arrive pas les suivre » [opérateur]

¹⁶ Afin d'optimiser le temps passé sur les tournées, tout en profitant de ces moments pour échanger avec le personnel du bar, une tournée sur 2 est principalement consacrée à l'approvisionnement du matériel, et lors de la suivante, en plus du réapprovisionnement, la personne en charge du label prend le temps de faire le point avec le personnel du bar sur le label.

b. Une attitude proactive : aller à la rencontre, faire des relances

Le personnel des établissements festifs, dont les heures de travail peuvent être importantes et dont les tâches à accomplir sont multiples, ont parfois du mal à trouver le temps nécessaire pour réfléchir à leur rôle dans la réduction des risques et les stratégies à mettre en place pour y prendre part. A ce titre, le suivi par l'opérateur est apprécié (C'est bien de nous rappeler régulièrement les choses et parce que nous on est en plein boulot).

Puisque la communication par téléphone ou via les réseaux sociaux est souvent saturée, ou parce que ce sont des métiers qui demandent de donner la priorité à l'accueil du public, ils sont peu nombreux à pouvoir se permettre de prendre le temps de répondre à toutes les sollicitations qu'ils reçoivent (mails, messages Facebook, appels téléphoniques). Dès lors, le meilleur moyen de s'entretenir avec les labellisés, c'est de se rendre directement sur place pour les solliciter¹⁷.

« [L'équipe de l'opérateur] sont assez proactifs pour mobiliser les gens, mobiliser les bars. Relancer suffisamment souvent pour qu'à un moment donné on traite la question quand on a du temps. » [Responsable du label QN dans une salle de concert]

« Moi je reçois toujours des mails de relances. Et des fois des appels me disant on fait une tournée la semaine prochaine est ce que vous avez besoin qu'on passe. » [Responsable de bar QN]

« Comme ils sont proactifs sur : « est-ce que vous avez besoin de quelque chose ? » par téléphone ou par e-mail, on a régulièrement des nouvelles en fait. Ils nous connaissent mieux que nous on les connaît. » [Responsable de bar QN]

Au cours de notre enquête, nous avons eu l'occasion de suivre et participer à une tournée de livraison de matériel d'un des opérateurs. Nous avons pu remarquer que lors de ces tournées, ne s'échangeaient pas uniquement du matériel mais également beaucoup d'informations. En effet, les tournées sont également l'occasion de discuter avec les personnels du label et des services, de la manière dont ils les mettent en place, de jauger le niveau de visibilité du label et des services dans les lieux, mais également de faire des relances pour la formation du nouveau personnel par exemple.

c. S'adapter, être flexible

La flexibilité (horaires, disponibilité...) attribuée aux opérateurs est une qualité mise en avant comme essentielle pour entretenir une relation durable (Figure 8).

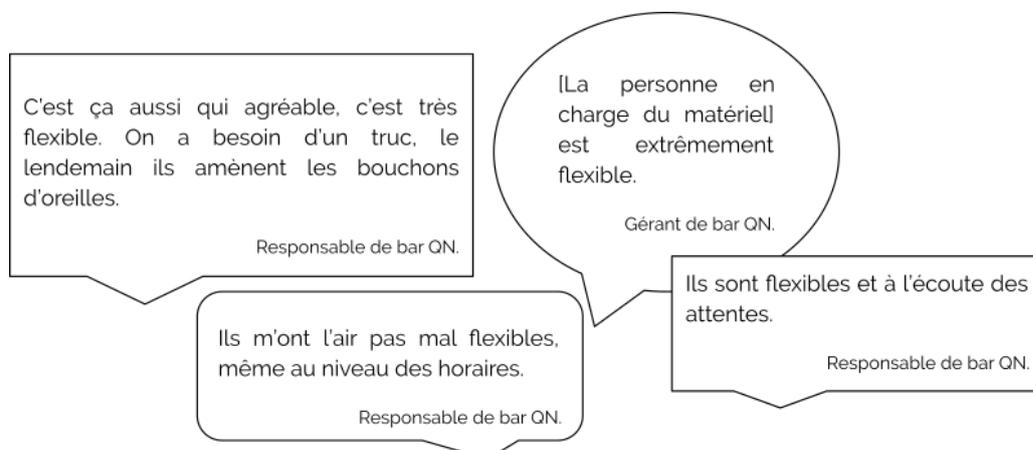


Figure 8. Extraits d'entretiens sur la perception de la flexibilité de la personne en charge du label

¹⁷ Nous y avons également été confrontés lors de notre enquête, nous déplaçant sur place lorsque nos demandes par mail ou téléphone n'aboutissaient pas.

À l’instar de la manière dont nous avons procédé pour réaliser les entretiens avec les personnels des établissements, les opérateurs se déplacent souvent directement dans les lieux labellisés. Cela est perçu de manière très favorable pour les personnels qui ne peuvent pas souvent quitter leur lieu de travail.

« Ils [l’équipe de l’opérateur] sont prêts à se déplacer. C’est carrément intéressant. C’est plus souple. Ça peut faire pencher la balance [Pour les établissements réticents à avoir le label]. » [Responsable de bar QN]

« [L’équipe de l’opérateur] passe régulièrement pour prendre la température. » [Gérant de bar QN]

d. Être réactif

Être opérateur Quality Nights demande de la réactivité car s’il est parfois compliqué de joindre directement les responsables du label au sein des établissements, une fois qu’ils expriment des besoins en services et outils importants pour le public, il faut savoir y répondre rapidement, au risque d’en priver le public pendant un temps.

« Ils passent assez régulièrement, ils sont assez réactifs. Ils viennent tous les deux mois. » [Responsable de bar QN]

« Je peux lui passer un coup de fil et [la personne en charge du matériel] s’arrange pour passer dans la semaine. » [Responsable de bar QN]

De plus, beaucoup de personnes soulignent leur satisfaction quant à la prise en compte de leurs remarques et recommandations concernant le label et les outils. Une personne rencontrée nous a par exemple indiqué que la formation avait été dispensée sur deux jours au lieu d’un suite à leur demande, ce qui a été fortement apprécié.

« Les recommandations que je donne, je les ai déjà données à [l’opérateur]. » [Responsable de bar QN]

« Ils [l’équipe de l’opérateur] font de leur meilleur et ils sont à l’écoute de ce qu’on leur dit. » [Gérant de bar QN]

2. La transmission des informations

a. Une culture « orale » : héritage de l’auto-support

Nous avons pu observer que la majorité des informations transmises entre les labellisés et les opérateurs l’étaient de manière orale et que peu de comptes-rendus sur ces échanges étaient disponibles. Il semble que cela soit une particularité de la réduction des risques qui accorde une place importante au dialogue en face-à-face et à la transmission des connaissances par la discussion « entre pairs ». Pour comprendre cet aspect, il faut revenir à la genèse de la réduction des risques, qui s’est historiquement construite sur un modèle communautaire d’auto-support et donnant une place prépondérante à l’oralité.

Les premières associations de santé communautaires sont en effet nées d’une « volonté de ‘patients’ de mettre l’accent sur leur expérience et leur autonomie pour se soigner, s’aider, ou défendre leurs droits ». C’est pourquoi, pour ces derniers, le processus d’identification selon lequel « seul un pair pourrait comprendre réellement un autre pair » peut être très important. Dès lors, ce sont davantage les « compétences de vie », savoirs expérientiels ou savoirs profanes des usager·e·s qui vont être valorisés et transmis de manière « orale » entre pairs¹⁸.

¹⁸ Jauffret-Roustide, Marie. 2010. « L’auto-support des usagers de drogues : concepts et applications », *Rhizome, Bulletin national santé mentale et précarité*, 40, pp. 5-6.

L'auto-support et la santé communautaire se sont également construits historiquement dans le rejet de la prévention « classique »¹⁹ et dans l'idée d'une non-compréhension de la part des institutions des problématiques réelles vécues par les usager·e·s de substances psychoactives²⁰.

C'est en suivant ce même état d'esprit que de nombreuses informations sont aujourd'hui transmises durant les tournées, et ce, de manière orale. De plus, il apparaît que le dialogue entre les opérateurs et les labellisés soit fluide (*On a un dialogue ouvert*) et facilité lors des rencontres en face-à-face. C'est pourquoi les opérateurs prennent souvent le temps de passer directement dans les lieux labellisés pour échanger des informations (*Ils passent directement*). Dans cette même logique, les bilans des opérations menées directement dans les lieux labellisés (stands de réduction des risques lors de soirées ou concerts par exemple) sont souvent ponctués de bilans oraux, satisfaisant aussi bien les opérateurs que les établissements :

« À chaque intervention ils nous font un petit bilan de comment ça s'est passé, un petit bilan oral. » [Responsable du label QN dans une salle de concert]

b. Des relations de proximité

Parce que certains opérateurs du label sont également usager·e·s des lieux labellisés à titre personnel, cela peut renforcer leurs liens et la communication avec le personnel des établissements. Les relations avec les opérateurs peuvent alors être considérées comme des relations amicales ou ressembler au type de relation que le personnel peut avoir avec les « habitués » :

« Les gens qui nous ont démarché c'est aussi des gens qu'on croise dans d'autres lieux, on peut avoir aussi des rapports amicaux. » [Gérant de bar QN]

De plus, le fait de se rencontrer dans d'autres contextes que celui du travail permet un échange d'informations plus fluide et d'instaurer une forme de confiance mutuelle.

« Je les croise aussi dans les rendez-vous bar bar sur certains événements. » [Gérant de bar QN]

Cette proximité avec le personnel des établissements leur confère également une certaine proximité avec « le terrain », autrement dit la population cible de la réduction des risques. Cela est très valorisé de la part des labellisés qui le perçoivent comme un gage de qualité et d'efficacité des actions (*Ils sont présents. Ils sont conscients du terrain, des situations*).

c. Une fonction de « relais »

Nous avons vu plus haut que la réorientation du public, pour les personnes n'ayant pas mobilisé ces ressources dans un cadre professionnel antérieur, n'est pas une chose qui va toujours de soi.

Or, il semble que très peu connaissent d'autres intervenants que leur opérateur sur ces thématiques et qui plus est, qui agissent directement en milieu festif. Les opérateurs sont donc une référence majeure, voire la seule pour certains :

« Qui font de la prévention au milieu d'un festival, au milieu d'un concert ou au milieu d'un quartier avec des bars et des kebabs, la seule que je connaisse c'est [l'opérateur]. Il y en a d'autres ? » [Responsable de bar QN]

¹⁹ Ayant même été parfois assimilée à une « propagande du gouvernement », tant elle était perçue comme éloignée de la réalité des personnes pouvant en bénéficier. In Benso, Vincent. 2017. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », *Chimères*, vol. 91, no. 1, pp. 55-62.

²⁰ Ibid.

« D'autres actions avec d'autres associations ? Non, non... on ne connaît que [l'opérateur]. » [Responsable de bar QN]

Dès lors, la question de la redirection vers des structures adaptées se pose mais de manière différente, car si redirection il y a, ce sera en premier lieu vers les opérateurs (Figure 9), qui par ailleurs sont la plupart du temps aussi centre de soin, CAARUD et/ou CJC. Maintenir des relations régulières et durables est donc indispensable si l'on veut permettre une redirection des jeunes du milieu festif vers le système de santé.

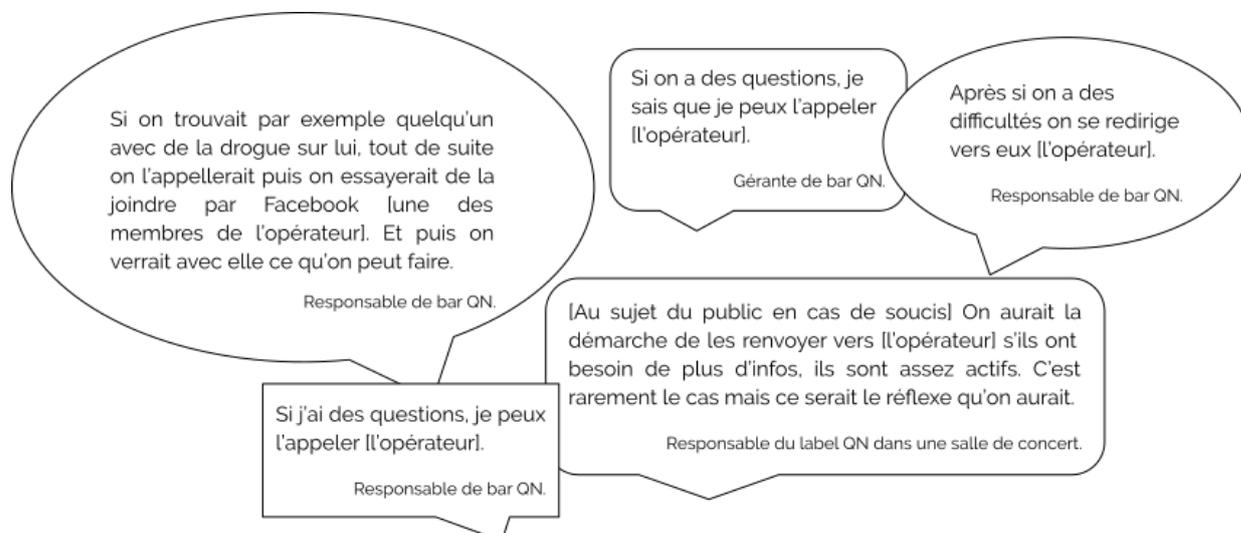


Figure 9. Extraits d'entretiens illustrant la fonction de "relai" de l'opérateur

VI. Conclusion générale

a. Le fonctionnement du label

Si nous devons retenir une des principales caractéristiques du label, c'est sa capacité à proposer un cadre unique, tout en tenant compte de la diversité des profils et des manières de faire des établissements labellisés. La disponibilité et l'adaptabilité des opérateurs, ainsi que la communication régulière qu'ils entretiennent avec les lieux labellisés, est une composante indispensable au bon fonctionnement du label. Enfin, la communication entre le labelliseur et les opérateurs régionaux, notamment via le Super Quality Nights, permet de garantir l'uniformité du label, tout en permettant de l'ajuster régulièrement aux besoins des labellisés, et à l'évolution des pratiques des usagers des établissements.

Cette communication permanente entre les opérateurs, ainsi que leur présence auprès des labellisés, nécessite des ressources humaines importantes, souvent au-delà des moyens que possèdent les opérateurs, qui doivent alors regrouper leurs déplacements, user de différentes stratégies afin de pouvoir maintenir une présence et une communication efficace.

En raison du manque de moyens alloués au déploiement d'un nouvel opérateur en Picardie, en plus des circonstances détaillées dans la première partie de ce chapitre, la communication et le travail commun entre l'opérateur picard et le réseau Super Quality Nights n'ont pas pu être maintenus. Pour maintenir le label en Picardie et le développer, la reprise de cette communication est indispensable, et nécessiterait que des moyens humains et financiers y soient dédiés.

b. Application et respect des critères du label dans les lieux labellisés

La philosophie du label, l'implication des acteurs de la nuit dans le dispositif dès sa mise en place, mais aussi le caractère non obligatoire du label, facilitent l'engagement volontaire des établissements labellisés : les établissements rencontrés connaissent les critères du label et les respectent dans leur majorité, comme le présente le tableau suivant (Figure 10), qui synthétise un certain nombre d'éléments développés dans ce chapitre. Le niveau de respect des critères a été évalué par nos soins, en croisant nos observations et l'analyse des entretiens effectués avec le personnel de ces établissements (Figure 11).

Plus précisément, nous pouvons y voir que la grande majorité des établissements rencontrés lors de cette étude connaissent les critères du label, sont très satisfaits de la formation suivie, ont des contacts très réguliers avec leurs opérateurs et intègrent les connaissances apportées par ce dernier lors de la formation ou des différents échanges dans leurs pratiques.

Seuls deux critères semblent encore questionner : il s'agit de la visibilité du label et de la mise à disposition de l'ensemble des outils.

Pour ce dernier critère, nous avons mis en exergue au cours de notre analyse le fait que chaque établissement utilisait les outils mis à disposition à sa manière, en fonction de ses besoins, du rapport qu'il entretient avec sa clientèle, et de son identité. Ainsi, l'ensemble des outils n'est pas toujours mis en valeur de la même manière. Concernant la visibilité du label, comme décrit précédemment, il apparaît que ce critère reste encore à développer. Cependant, c'est un travail qui est déjà engagé par les opérateurs du label qui au cours de notre enquête ont fait évoluer les moyens et modes de communication sur le label. Enfin, un chantier à explorer, au dire de l'ensemble des acteurs du

dispositif (labellisés, opérateurs et labelliseur), serait de travailler à la visibilité du dispositif auprès des usagers, dont la connaissance et l'intérêt porté au label comportent encore des zones d'ombre²¹.

	Type d'établissement	Lieu	Poste de la personne rencontrée	Antériorité labellisation	Origine de la demande de labellisation	Connaissance des critères du label	Mise à disposition de l'ensemble des outils auprès du public	Satisfaction de la formation	Intégration des connaissances dans la pratique	Régularité des contacts avec l'opérateur régional	Visibilité du label
Établissement n°1	Bar de quartier	MEL	Gérant.e	+ 5 ans	Établissement	+++	++	+++	+++	+++	+
Établissement n°2	Bar restaurant	MEL	Co-gérant.e	2 ans	Démarchage opérateur	+++	+	+++	++	++	-
Établissement n°3	Salle de concert	MEL	Responsable du label	+ 5 ans	Établissement	+++	++	+++	++	+++	+
Établissement n°4	Bar ambiance	MEL	Responsable bar	+ 2 ans	Démarchage opérateur	+++	++	+++	+++	+++	+
Établissement n°5	Bar de quartier	MEL	Gérant.e	1,5 ans	Demande mutuelle	+++	+++	+++	+++	+++	+++
Établissement n°6	Salle de concert	MEL	Responsable du label	3 ans	Démarchage opérateur	+++	++	+++	+++	++	+
Établissement n°7	Bar de quartier	MEL	Co-gérant.e	1 an	Démarchage opérateur	+++	+++	+++	+++	+++	+++
Établissement n°8	Bar de quartier	MEL	Co-gérant.e	2 ans	Démarchage opérateur	++	++	+++	+++	+++	+
Établissement n°9	Bar de quartier	MEL	Gérant.e	3 ans	Démarchage opérateur	++	++	+++	+++	+++	+
Établissement n°10	Bar de quartier / café culturel	MEL	Gérant.e	+ 5 ans	Demande mutuelle	+++	+++	/	/	+++	++
Établissement n°11	Discothèque	MEL	Responsable bar	3 ans	Démarchage opérateur	+++	+++	+++	+++	+++	++
Établissement n°12	Bar pub	MEL	Responsable bar	+6 ans	Démarchage opérateur	+++	+++	+++	+++	+++	+++
Établissement n°13	Bar de quartier / café culturel	Arras	Gérant.e	2 ans	Démarchage opérateur	+++	+++	+++	+++	++	++
Établissement n°14	Bar de quartier	MEL	Gérant.e	+ 5 ans	Démarchage opérateur	+++	+++	+++	+++	++	+++
Établissement n°15	Bar concert	Saint Quentin	Gérant.e	2 ans	Établissement	+++	+++	+++	+++	++	-

Figure 10. Tableau récapitulatif du respect des critères par les établissements de l'enquête

+++	Critère entièrement respecté
++	Critère respecté, mais qui pourrait être amélioré si besoin
+	Critère partiellement respecté, qui demande à être amélioré
-	Critère qui demande clairement à être amélioré
--	Critère respecté de manière minimale
---	Critère non respecté

Figure 11. Grille de lecture de la Figure 10

²¹ L'évaluation ne portait pas directement sur la vision et l'usage du label et de ses outils par les usagers, bien que nous ayons pu nous y intéresser lors des observations effectuées dans plusieurs établissements.

c. Synthèse des principaux freins et leviers du label

Pour terminer, nous proposons de résumer les principales forces et faiblesses du label au travers du tableau suivant :

Leviers et forces du label	Freins et faiblesses du label
<ul style="list-style-type: none">● Le travail conjoint entre le labelliseur belge et l'un des opérateurs français● Le partage de connaissances via le réseau Super Quality Nights● Une démarche qui vient appuyer et renforcer le travail existant des établissements sur la RDR● Une philosophie commune, partagée par les établissements labellisés● Des critères considérés comme peu contraignants par les établissements● Un travail de suivi et de communication important entre opérateurs et établissements● La disponibilité et adaptabilité des opérateurs	<ul style="list-style-type: none">● Les moyens réduits attribués à la communication générale autour du label● Son manque de visibilité auprès du public des établissements labellisés● Le manque de disponibilité des établissements pour participer activement à la démarche● L'importance des ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement du label● La rupture de la communication entre les opérateurs des Hauts-de-France● La mise à disposition parfois partielle des outils par les établissements labellisés

CHAPITRE 2 : Évaluer les modalités d'information sur les risques et les modalités d'orientation des jeunes en milieu festif

Afin de comprendre les modalités de réalisation des actions d'information et d'orientation en milieu festif, d'approfondir la question de la complémentarité, des liens avec les dispositifs de soins, nous avons varié les méthodes de terrain : entretiens structurés, études de cas et observations participantes. 13 acteurs de quatre structures - Le Planning, Le Sato, Sis Animation et Cédragir - ont été rencontrés. Il s'agit de directeurs, d'éducateurs, d'infirmiers, de médecins, de chefs de service, bénévoles intervenant, selon les profils, en CJC, en CAARUD, en CSAPA et/ou en milieu festif. L'idée étant en effet de comprendre la complémentarité et/ou le lien entre les structures de RDR d'une part, et avec les structures d'accompagnement et de soin d'autre part. Deux entretiens informatifs ont été aussi réalisés avec un-e directeur-riche de CAARUD et un-e salarié-e de Drogue Info Service. De plus, nous avons réalisé deux terrains d'observation participante à l'Acid Arena et à l'Unité mobile d'Amiens. Nous avons complété ce volet en nous rendant sur cinq autres événements : Gay Pride - Marche des fiertés²², La bonne aventure, Open festival, En nord beat. Nous nous sommes aussi rendus à la Stuperette durant la journée internationale *Support Don't punish*. Ces terrains nous ont permis de rencontrer et d'échanger avec 50 jeunes permettant d'aborder la perception qu'ils ont des actions de Réduction des Risques en milieu festif.

Pour rendre compte de la réalité de la Réduction des Risques pour les acteurs interrogés, nous commencerons par reprendre leur définition de la RDR en milieu festif auprès des jeunes en passant par ses objectifs, le public cible, les acteurs de la RDR, et ce qui favorise ou limite la RDR. Ensuite, nous nous pencherons sur la réalisation des actions de RDR en déroulant les différentes étapes. Nous proposons de finir ce chapitre par zoomer sur la question de l'orientation.

I. La définition de la réduction des risques par les acteurs

1. Les objectifs de la RDR en milieu festif

On retrouve dans le discours des enquêtés aussi bien l'idée de limiter les risques que celle de développer la capacité d'agir des jeunes. La définition donnée par les acteurs de RDR rejoint donc la définition de la RDR telle que définit par l'ANESM : « Il s'agit de réduire les dommages sanitaires et sociaux liés à la consommation de produits et de viser 'l'empowerment' des personnes. »

a. Limiter les risques

Pour tous les acteurs, l'objectif premier de la RDR en milieu festif est la limitation des risques au moment T. Autrement dit, que l'événement se passe le moins mal possible, que le jeune qui a décidé de consommer le fasse le moins mal possible. Il s'agit donc d'éviter les overdoses, les *bads trips*, les rapports sexuels sans préservatifs, la déshydratation etc. Certains acteurs nomment alors cet objectif premier "l'impact direct" ou encore "immédiat" de leur action.

Les acteurs évoquent deux rôles associés à la limitation des risques : la réassurance et la vigilance.

²² Pour précision, la marche des fiertés inclut les personnes lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles et queer.

La réassurance

Tous les acteurs de RDR interrogés allant sur le terrain évoquent ce rôle d'accompagnement, d'écoute et de réconfort d'une personne en *bad trip* à la suite d'une consommation. Ce travail de réassurance permet d'éviter dans certains cas une décompensation psychiatrique en expliquant au jeune que ce qu'il vit est dû à la consommation de produit(s), que ça va passer et l'aide donc à passer ce moment critique, à gérer les montées trop fortes dues à la consommation et le faire redescendre.

La vigilance, gestion des urgences

Lors des événements festifs, ils sont à même aussi de gérer les situations complexes, de crises, à faire la part des choses entre une situation d'urgence et ce qui ne l'est pas. La RDR est alors liée à une notion de sécurité, de vigilance et d'intervention en cas de danger.

Indiqué sur de gros événement, comme à Dour par exemple, où ils ont l'œil pour repérer les situations à risques et orienter vers les secours, ce rôle est d'autant plus vrai dans le cas de *party* où il n'y a pas de secouriste.

b. Développer la capacité d'agir des jeunes

Dans le discours des enquêtés, la RDR ne se limite pas à la réduction des risques au moment T, il s'agit aussi d'amener la personne à prendre la bonne décision pour elle-même, à développer sa capacité à faire un choix, le meilleur choix possible pour elle, c'est-à-dire à développer l'empowerment²³. Ce concept est apparu en France dans les années 1990, sous l'impulsion des personnes vivant avec le VIH-sida. Il s'est vu renforcé par la loi du 4 mars 2002 relative au droit des malades et à la qualité du système de santé, qui consacre les usagers comme des acteurs de leur propre santé. Bien que les enquêtés n'emploient pas ce terme d'« empowerment », nous nous permettons d'utiliser ce concept car il correspond bien à l'idée exprimée par les acteurs et est celui utilisé par l'ANESM (faisant partie de l'HAS depuis 2018) reprise par l'ARS dans le CCTP.

Ces deux objectifs sont distingués par les acteurs par une notion de temporalité. Il y a la limitation des risques au moment T et, à plus long terme, le développement de la capacité d'agir des jeunes, de faire les meilleurs choix pour soi, c'est à dire l'empowerment.

« Après c'est vrai que la réduction des risques c'est au moment où il y a une prise de risque en festif c'est que c'est tout de suite. Après le petit truc est en train de germer pour le plus tard. Il est là (...). Mais ça s'inscrit quelque part bien sûr. La preuve qu'au bout de quelques années on a des personnes qui demandent à être bénévoles » [Acteur-riche de RDR]

c. Un levier : la répétition

A travers les discours, apparaît un facteur favorisant la limitation des risques et la capacité à faire des choix des jeunes : la répétition des actions, de la présence des acteurs de RDR.

D'une part, le fait que des acteurs de RDR soient toujours présents favorise le fait qu'ils soient repérés, que la diffusion des messages se fasse auprès d'un plus grand nombre et aussi que les jeunes qui reviennent vers eux posent des questions différentes et acquièrent un savoir plus complet et adapté à leurs consommations.

²³ L'empowerment désigne l'accroissement de la capacité d'agir de la personne via le développement de son autonomie, la prise en compte de son avenir et sa participation aux décisions la concernant.

D'autre part, certains acteurs soulignent que la répétition permet de créer un lien, une confiance favorable à l'échange. Les thèmes abordés sont de l'ordre de l'intimité et la confiance est nécessaire pour que certains sujets soient abordés. La répétition de la présence favorise cela.

« fin les personnes qu'on rencontre entre la première fois où on les rencontre et la sixième fois, il se passe quelque chose, il y a aussi une relation qui se tisse et du coup la personne se sent en confiance et est prête à exprimer des choses encore différentes. » [Bénévole de RDR]

d. Des freins

Un certain nombre de freins sont évoqués par les acteurs de la RDR : le contexte festif, l'état des jeunes, les moyens d'agir, le fait que le *testing* ne soit plus autorisé.

Le contexte festif

Le moment de la fête est un moment où les jeunes viennent pour tout sauf pour parler santé et risques, ils viennent pour s'amuser. La prise de drogues peut être d'ailleurs liée à cette recherche de plaisir. A ce sujet Nicolas Ducournau²⁴, qui étudie les motivations des jeunes à la consommation en milieu festif et leur rapport au risque, écrit : « La quête de sensations de ces jeunes gens dépasse la dimension du risque. » La difficulté ou en tous cas l'enjeu de l'action de RDR est de se situer à la frontière entre la recherche de plaisir pour le jeune, de non-limite, et la gestion des risques.

L'état des jeunes

Lié au contexte festif, l'état de certains jeunes, étant sous produit(s) ou forte consommation d'alcool, peut être aussi un frein à l'intégration des messages de RDR.

Si certains acteurs questionnent si le moment festif est le bon pour délivrer des messages de prévention globaux, tous insistent sur le fait que c'est le moment d'être là pour donner les outils, le matériel de RDR, et être vigilants s'il arrive quelque chose.

Certaines structures de RDR ainsi se coordonnent selon leurs compétences et se répartissent les créneaux d'intervention. En début de soirée, quand les jeunes ne sont pas encore trop alcoolisés ou sous l'effet de produit, c'est telle structure qui intervient, et ensuite quand les comportements sont plus à risques et les jeunes moins aptes à entendre les messages, c'est une autre structure qui prend le relai, plus à même à gérer ces situations.

Les moyens d'agir

Les actions sont bien sûr liées aux moyens humains et matériels disponibles. Les besoins peuvent aller du manque de matériel d'accroche au manque de personnes pour aller sur le terrain. Si certains expliquent par exemple que leur structure n'a pas les moyens de refaire des « *goodies* » permettant pourtant d'attirer les jeunes sur leur stand, d'autres soulignent le manque de personnes disponibles pour aller sur certains événements. On note alors l'importance des bénévoles sans qui parfois les interventions en festif ne sont pas possibles ou moindre. Le fait d'être peu nombreux par exemple peut empêcher de mettre en place des maraudes dans le lieu festif, maraudes qui permettent de repérer les situations à risques, de faire du « aller vers ».

²⁴ Ducournau, Nicolas. 2010. « Usage de drogues en milieu festif. Rapport au risque et définition de la santé chez les jeunes consommateurs », *Agora débats/jeunesses*, n°54, pp. 113 à 124.

La question du *testing*

Interdit depuis 2005 par décret, le *testing* des drogues est un service permettant aux usagers de faire analyser leurs drogues afin d'obtenir des informations sur le contenu de l'échantillon fourni. Différents organismes, comme l'OEDT (l'observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies), soulignent combien ce service fait partie de la RDR en prodiguant des conseils et en communiquant des informations aux usagers des drogues. La Fédération Addiction dans son guide paru en 2016²⁵ précise que "l'analyse de produits permet d'avoir une action plus proche des réalités de l'usage, et doit être bien encadrée pour ne pas jouer le rôle de « validation », de promotion d'un vendeur sur l'autre ou encore de « bon à consommer ». A ce sujet, les expériences de TREND SINTES de l'OFDT, ou encore des analyses via la chromatographie sur couche mince (CCM) proposées par Médecins du Monde et le réseau des acteurs formés peuvent être enrichissantes."

Dans son rapport européen sur les drogues datant de 2018²⁶, l'OEDT souligne l'enjeu de santé publique du *testing* face au développement des NSP : « De nouveaux opioïdes représentent une grave menace pour la santé individuelle comme pour la santé publique en général (...) L'intoxication grave que peuvent provoquer ces substances s'explique notamment par leur forte teneur en principe actif et de mauvaises conditions de fabrication. En effet, il semble que les producteurs procèdent par approximation pour déterminer les quantités de substance à intégrer lors de la fabrication des « mélanges à fumer ». En outre, comme des techniques de fabrication rudimentaires sont employées, il se peut que la substance ne soit pas répartie uniformément dans le produit. Dès lors, certains produits peuvent contenir des quantités toxiques de substance, ce qui entraîne un risque accru d'intoxication."

Plusieurs acteurs de RDR intervenant en milieu festif sur la problématique des produits interrogés ont insisté sur le problème de ne plus pouvoir tester les produits au moment T lors des événements festifs, en expliquant que cela pouvait amener à des drames, des décès. C'est pour eux une limite forte de leurs interventions en RDR aujourd'hui. Certaines drogues sont vendues pour une autre, ou les molécules sont différentes et les effets arrivent moins vite que prévus. Le jeune reconsomme alors et prend le risque d'une overdose. Ils soulignent l'importance de pouvoir tester les produits afin d'identifier les dosages précis de molécules actives et éviter tout surdosage ou mélange néfaste. Ce besoin et la demande des jeunes à ce sujet est d'autant plus fort avec les NSP (Nouvelles Substances Psychoactives) qui inondent le net et où le jeune ne sait pas vraiment ce qu'il consomme.

Emmanuelle Hoareau²⁷ à ce sujet souligne aussi l'effet pervers induit par cette interdiction de tester les produits avec la modification du type de produits consommés : « on constate, notamment lors du second semestre 2005, soit après l'interdiction implicite aux associations de réduction des risques de pratiquer la reconnaissance présomptive de produits dans le décret référentiel de réduction des risques 9, une vente croissante de médicaments et produits fortement coupés, responsables de malaises et d'intoxications démultipliés par l'usage d'alcool ».

Loïc Lafargue de Grangeneuve²⁸ indique que le *testing* en milieu festif permettait aussi d'accéder à certains usagers et d'enclencher avec eux une discussion voire une réflexion sur leur consommation

²⁵ Fédération Addiction. 2016. Guide Pratique(s) « Réduire les risques. Ethique, Posture et Pratiques ».

²⁶ OEDT. 2018. Rapport Européen sur les Drogues. Tendances et Evolutions.

²⁷ Hoareau, Emmanuelle. 2007. « L'impact de la réduction des risques dans les espaces festifs techno », *Psychotropes*, Vol. 13, n°2, pp. 27 à 48.

²⁸ Lafargue de Grangeneuve, Loïc. 2009. « Drogues et techno: les contradictions de l'état », *Revue Sciences sociales et Santé*, Vol. 27, pp. 7 à 32.

de drogues. Selon lui l'interdiction du *testing* est révélateur des contradictions qui entourent le statut de la RDR en France prises entre une logique sanitaire et une logique sécuritaire.

2. Le public jeune en milieu festif, une diversité de profils et de situations

Comme cela a été dit dans le chapitre 1 dans la partie intitulée « Un label, de multiples facettes », tous les acteurs interrogés pour cette partie soulignent aussi que derrière l'expression « public jeune en milieu festif » se cache une diversité de profils et de situations.

a. Selon la connaissance des produits et leurs usages

Selon le critère de la connaissance des produits, deux profils ressortent du discours des enquêtés : les non-initiés et les experts.

Les non-initiés

Le profil de « non initié » est marqué par une méconnaissance des modes de consommation des produits, des effets et des risques. Ce profil est relié au critère d'âge par les acteurs. Les jeunes ayant « leurs premières consommations » est un profil où les mésusages peuvent conduire à des drames. Ainsi Nicolas Ducournau écrit dans son article *Usages des drogues en milieu festif*²⁹ « Les jeunes victimes du GBL ne souhaitaient certainement pas une fin si dramatique. Elles voulaient simplement faire la fête, à l'aide d'adjuvants qu'elles connaissaient pourtant peu, voire pas du tout. Inconscientes peut-être, naïves certainement, elles ont fait confiance à un revendeur qui ne leur a pas remis le mode d'emploi. Elles ne disposaient pas des outils qui autorisent la maîtrise des effets et des risques associés. Elles s'en sont remises alors à corps perdu au hasard (...) Quantités limitées, prises fractionnées ou absence de consommations associées auraient par exemple permis d'éviter le pire. » Il souligne ici tout l'intérêt qu'aurait eu la présence de la RDR pour informer et accompagner ces jeunes lors de leurs premières consommations.

Les experts

A l'opposé, ressort le public dit « expert des molécules », souvent appartenant au monde électro, consommateurs de NSP par exemple. Plusieurs acteurs interrogés disent même de ces jeunes qu'ils sont « de vrais petits chimistes » et connaissent parfois mieux les molécules que les professionnels de la RDR.

Vincent Benso dans son article portant sur l'auto-support³⁰ explique le lien entre ces jeunes « experts » et le développement des NSP disponibles sur le net : « les consommateurs se sont auto-organisés. Ils ont monté et/ou investi des forums en ligne spécialisés, véritables groupes de parole virtuels, sur lesquels ils échangent savoirs et savoir-faire à travers notamment des 'trip reports', des récits d'expériences qui – sur certaines molécules – constituent les seules sources d'information disponibles. Sur ce dernier point l'efficacité des forums est impressionnante : ils développent des ensembles de connaissances structurés et cumulatifs, mêlant savoirs empirique et théorique et produisent une forme de savoir des usagers enfin libérée du poids de l'oralité. »

²⁹ Ducournau, Nicolas. 2010. « Usage de drogues en milieu festif. Rapport au risque et définition de la santé chez les jeunes consommateurs », *Agora débats/jeunesses*, n°54, pp. 113 à 124.

³⁰ Benso, Vincent. 2017. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », *Chimères*, vol. 91, no. 1, pp. 55-62.

b. Selon le type de musique

Si les teufeurs de musique électronique ont une bonne connaissance des molécules, les initiés aux « musiques de niches » (rock indé, free jazz) ont quant à eux, selon un enquêté, une sensibilité à la RDR. Ainsi dans ces lieux confidentiels où des comportements et/ou consommations à risque sont pris, on trouve de l'information, voire du matériel de RDR à disposition comme des seringues, préservatifs, bouchons d'oreille etc., sans pour autant que des acteurs de RDR soient présents.

c. Selon les lieux, les types d'événements

Entre les bars, les boîtes de nuit, les méga *dancings*, les festivals, les *free* de petites et de grandes envergures, et les soirées privées en petits comités, les réalités sont différentes, et ce aussi bien au niveau des profils des jeunes que les usages et risques pris. Dans son étude sur la RDR en région PACA, Emmanuelle Hoareau³¹ analyse « l'effet du cadre festif, considéré comme sécurisé ou non, sur la perception des risques et sur l'intégration de l'information de réduction des risques dans les pratiques d'usage ». Elle remarque par exemple, en comparant le public des « *rave* » (légal) du public des « *free* » (illégal) que « le savoir sur les produits, leurs effets, les dommages et les risques induits, est plus lacunaire et stéréotypé dans la tendance *rave*. Dans la tendance *free*, la connaissance des produits, des modes d'induction des effets, du *bad trip* et des accidents est « globalement » plus exhaustive, et la définition des risques et des dommages liés à l'usage plus proche de l'information de prévention, bien que restant incomplète. » Et de conclure que dans la tendance *free* « l'ancienneté et la fréquence plus grandes de la présence d'intervenants et d'outils de réduction des risques y ont effectivement favorisé « l'identification collective des risques » par les utilisateurs et « un positionnement face aux risques » (Verchère, 2002) de l'ordre de leur prise en compte. Dans la tendance *rave*, bien que l'identification des risques soit aussi observée, leur déni y est bien plus fréquent. »

Retenons donc ce lien entre le type d'événement et la place de la RDR lors de ce dernier pour comprendre la ou plutôt du coup les réalités de la RDR en milieu festif.

Tous les acteurs s'accordent sur le fait qu'à chaque fois, il convient donc d'adapter leur discours, le matériel à l'événement, au public rencontré.

« Il (le message de RDR) doit être ciblé. Je pense qu'il y a des catégories de jeunes en milieu festif qui sont différentes. Le milieu qui concerne les produits de synthèses maîtrise, est beaucoup plus expert que nous professionnel et ne viendra pas dans nos structures. Selon le milieu également entre les bars, les boîtes en Belgique on ne verra pas les mêmes publics ni les mêmes usagers. Globalement ils (les messages de RDR) sont indispensables, par contre ils sont presque du sur mesure. La meilleure réduction des risques c'est celle qui se base sur l'usage de l'individu du sens qu'il donne et de construire avec lui un message de réduction. » [Acteur-riche de RDR]

Par ailleurs, il convient de souligner que plusieurs acteurs ont noté une tendance au développement des soirées privées, confidentielles, en petits comités où les acteurs de RDR n'ont pas accès. Un des facteurs explicatifs selon les acteurs serait le nombre croissant des limitations ou d'interdictions concernant les horaires d'ouverture des lieux comme les bars, de rassemblements etc. Il est alors impossible pour les acteurs de RDR d'être présents et de diffuser les messages et le matériel de RDR. Les acteurs soulignent qu'il peut s'agir de « jeunes consommateurs », des « non-initiés » qui ne

³¹ Hoareau, Emmanuelle. 2007. « L'impact de la réduction des risques dans les espaces festifs techno », *Psychotropes*, Vol. 13, n°2, pp. 27 à 48.

connaissent pas forcément bien les produits, leurs usages et effets et, qui ne sont pas forcément sensibles à la RDR. Il s'agit même lors de certaines soirées étudiantes de n'avoir aucune limite, le mot d'ordre étant "full" : full drogues, full son, full sex, full alcool.

« Je me rends compte que les milieux festifs, ils ne sont plus comme avant, ils ne sont plus à l'extérieur. Il y a beaucoup de soirées entre étudiants chez eux dans leurs appartements. C'est de moins en moins des autorisations pour des bars d'avoir des terrasses etc. donc les gens s'organisent autrement. C'est plus confidentiel et puis ça leurs permet de payer moins cher. (...) A ce niveau-là on n'intervient pas et pourtant moi à ce niveau je pense qu'il y'a à peu près 80% des soirées, des milieux festifs ». [Acteur-riche de RDR]

d. La perception de la RDR par les jeunes

En ce qui concerne la perception qu'ont les jeunes de la RDR, nous nous basons sur les échanges réalisés avec environ 50 jeunes lors d'événements festifs. Nous nous sommes rendus sur plusieurs événements festifs de différentes natures (festivals en extérieur, *rave party*, bar étudiants) pour lesquels un stand de RDR était systématiquement présent. Toutefois, nous avons fait le choix de ne pas interroger les jeunes se situant au niveau du dispositif de RDR. Cette configuration nous a permis de questionner les jeunes sur leurs pratiques, mais aussi sur leur connaissance générale de la RDR, avec la possibilité de mentionner le stand pour préciser notre propos. L'environnement (en salle, en extérieur, en ville ou en campagne), le prix (entrée gratuite ou payante), les animations (concerts ou simple regroupement entre amis), ou encore la temporalité (début de soirée en semaine, milieu de la nuit en week-end) de ces différents événements sont extrêmement divers, mais ont en commun de réunir un public jeune dans un cadre festif.

Les échanges analysés ont principalement eu lieu sur deux types d'événements observés, un festival électro et un quartier de bars étudiants (regroupement entre amis).

Sur le festival électro, une grande majorité des personnes interrogées connaissaient le dispositif. Ils savent qu'ils peuvent y aller, demander de l'info etc. sans être jugés. Tous n'y ont cependant pas recours. Certains considèrent ne pas en avoir besoin pour eux-mêmes... mais n'hésitent pas à y orienter leurs amis. Les acteurs de RDR semblent être légitimes aux yeux des personnes venues faire la fête. L'action ne semble pas perçue comme « jugeante », ni « incitative ». Les acteurs de RDR présents sont jeunes et font partie de « ce milieu ». Par exemple, ils se mettent souvent à danser, ce qui renforce le sentiment d'appartenance à la même communauté.

Pour l'autre observation située dans un quartier de bars étudiants, moins de 10% des jeunes interrogés connaissaient le dispositif de RDR mis en place. Après échanges et discussions sur le dispositif, tous reconnaissent son utilité. Certains disent qu'ils iront peut-être chercher du matériel, d'autres qu'ils n'iront pas car ne se sentent pas concernés.

Cette différence de connaissance, reconnaissance et utilisation du dispositif de RDR selon les deux types d'événement peut s'expliquer par le fait que le lien entre RDR et électro est plus ancien et plus ancré dans les pratiques et les usages, qui ne sont d'ailleurs pas de même nature entre les deux événements observés. Si l'alcool était quasi absent de la *rave party*, alors que la prise de substances illicites (qu'ils s'agissent de dépresseurs, stimulants ou perturbateurs) était largement répandue, l'alcool était clairement au centre du rassemblement étudiants.

e. Le « aller vers »

Un point ressort du discours des acteurs de RDR interrogés concernant les jeunes en milieu festif, c'est que ce n'est pas un public qui viendrait spontanément chercher du matériel ou des conseils de RDR dans les structures de soins et d'accompagnement. Être présents lors d'événement festif est donc le seul moyen de les rencontrer et de les informer, les conseiller, leur donner du matériel *safe* et voire les orienter si besoin.

« Le public de milieu festif pour la plupart va avoir une consommation occasionnelle donc ils ne se déplaceront jamais dans un CAARUD pour venir chercher des pailles avant de partir en taf le samedi. Donc je pense que ça permet aussi de les toucher et de les sensibiliser à des règles d'hygiène voilà. » [Bénévole de RDR]

3. Les acteurs de la RDR

Plusieurs critères ressortent des discours des enquêtés quant à ce qui définit les acteurs de la RDR et qui en font leur spécificité, entre autres : l'attitude, le fait d'avoir un lien avec le « milieu », voire d'en faire partie.

a. Attitude de non-jugement

Tous insistent sur l'attitude de non-jugement, d'ouverture d'esprit sur la prise de produits, propre à la « philosophie » de la RDR. Certains soulignent à ce sujet que du coup toute personne ne peut faire de la RDR car il ne va pas de soi d'adhérer à cette philosophie, d'avoir la bonne posture qui est de n'avoir aucun tabou, de ne juger aucun comportement. Un des enquêtés raconte par exemple la difficulté d'une de ses collègues qui travaillait auparavant en CSAPA d'intégrer la démarche en CAARUD et de fournir des seringues à une jeune mère sans juger sa consommation.

« Il n'y a pas de tabou en fait, je pense que ça c'est vraiment un truc qui est spécifique à la RDR et aux gens qui y bossent. S'il n'y a pas de tabou par rapport aux consommations c'est à dire que quelqu'un peut venir, je ne vais jamais le juger. » [Actrice de RDR]

b. Savoir – Savoir être – Savoir Faire

Outre cette posture de non-jugement, les enquêtés soulignent des compétences et capacités nécessaires selon elles pour faire de la RDR en milieu festif.

En ce qui concerne le savoir être, on retrouve les qualités d'écoute, d'aide, d'adaptabilité, de patience. Il faut avoir une aptitude à écouter, à entrer en relation et à échanger.

Ils soulignent aussi qu'il faille être capable de répondre aux différentes sollicitations sans non plus se laisser déborder. Certains jeunes peuvent en effet rentrer dans des crises paranoïaques ou autres *bad trips*, il faut réussir à la rassurer sans se laisser déborder par la situation. Les acteurs soulignent ici que ces situations de réassurances peuvent prendre des heures et mobiliser beaucoup de leur attention. Pour le savoir, il s'agit d'avoir une bonne connaissance des produits et de leurs effets afin de comprendre les comportements.

Concernant le savoir-faire, il s'agit entre autres de savoir repérer les situations problématiques et agir en fonction. Certains soulignent aussi leurs compétences en premiers secours. Les acteurs de RDR peuvent être amenés à donner des soins lors d'événements festifs quand il n'y a pas de secouristes. Ils soignent, nettoient les plaies, mettent des pansements etc. C'est ce qu'ils nomment la bobologie.

c. Engagement

« C'est quelque chose dans ma vie privée qui impacte. C'est des choix, des fois je suis pas là dans ma vie privée. (...) Je ne kiffe pas particulièrement toujours la musique ou je ne sais pas, je ne prends pas forcément de plaisir mais je sais pourquoi je suis là vraiment en fait. » [Acteur-riche de RDR]

Un point commun que l'on retrouve chez plusieurs enquêtés c'est la notion d'engagement et le fait que ça empiète sur leur vie privée. Intervenir en milieu festif implique travailler en soirée, voire des nuits complètes et donc ne pas être chez soi pour certains événements.

Vincent Benso écrit à ce sujet « L'autre apport de la composante communautaire des associations de RDR en espace festif réside dans l'engagement de ses membres : intervenir en espace festif est épuisant et très coûteux. »³² Cette citation nous permet d'introduire le point suivant c'est-à-dire l'aspect « communautaire » des intervenants en RDR.

d. Lien avec le milieu

Il ressort en effet de notre étude que plusieurs acteurs de RDR en milieu festif ont un lien avec le milieu festif en dehors du travail. Plusieurs acteurs en sont venus à travailler dans la RDR parce qu'ils venaient du festif. Ils soulignent alors que le fait d'être connus et reconnus comme étant du même milieu aide à la légitimité de leur action.

On a d'ailleurs pu observer effectivement que les bénévoles des structures intervenant sur la thématique des produits sont effectivement souvent des jeunes venant du milieu festif et par la rencontre des acteurs de RDR en festif ont souhaité devenir bénévoles. On retrouve la notion d'auto support, faisant référence entre autres à la transmission des connaissances par la discussion entre pairs. Dans son guide sur les pratiques en RDR publié en 2016, la Fédération Addiction écrit à ce sujet : "L'intervention des bénévoles, anciens ou actuels usagers de la fête, s'inscrit dans une dynamique d'auto support qui valorise leur expertise et leur pouvoir d'agir, facilite l'appropriation et le relais des messages de réduction des risques. L'auto support se caractérise par une identité partagée (usager ou ancien usager de la fête)".

Cette appartenance au milieu permet un climat de confiance, une sorte d'identification entre les acteurs de RDR et les jeunes pour qui il est plus simple du coup de parler. Vincent Benso écrit à ce sujet « C'est le fait que les membres de Technoplus sont identifiés par le public comme teufeurs (...) qui permet aux participants de parler en toute liberté de leurs éventuelles consommations de drogues »³³.

L'idée d'appartenance au milieu, voire de « communautarisme », ressort même dans certains discours d'enquêtés :

« Du coup on aime bien prendre des gens issus du milieu. (...) Et puis c'est donner aussi une opportunité à ces jeunes d'évoluer dans ce milieu. Comme on disait de l'éducation par les pairs. C'est important de donner envie à d'autres de venir et c'est comme ça que ça passe à chaque fois. Donc moi je crois que c'est important. Je n'aime pas le communautarisme en général mais il faut avouer que quand même pour un paquet de choses ça marche bien. » [Acteur-riche de RDR]

³² Benso, Vincent. 2017. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », *Chimères*, vol. 91, no. 1, pp. 55-62.

³³ Ibid

e. Des histoires, et des thématiques différentes

Derrière chaque personne interrogée, il y a la structure à laquelle elle appartient, pour laquelle elle agit. On souhaite souligner ici que le vécu des acteurs n'est pas le même, selon qu'il agit sur telle ou telle thématique, tel ou tel territoire, pour telle ou telle structure.

La culture

Tout d'abord, la culture à laquelle appartient chaque acteur (musicale, militante, autre), ou l'histoire, l'objet de militantisme derrière chaque structure donne une identité propre. Ainsi deux structures, même si elles agissent sur une même thématique, ne sont pas forcément interchangeables. Elles n'attirent pas le même public et répondent donc à des identités et par là des valeurs et besoins différents. Nous l'avons par exemple observé lors d'un village associatif où deux structures sur la même thématique se faisaient face. L'une avait un stand très coloré, joyeux avec des guirlandes etc. L'autre noir et rouge était beaucoup plus marqué par un côté militant. Les deux proposaient des outils de RDR identiques mais n'attiraient pas du tout le même public. Notons que les deux n'ont pas désempli³⁴.

« Nous on a eu des bénévoles qui sont venus chez nous et nous ont dit : le fonctionnement de *telle structure* ne nous correspond pas et ne nous va pas. On préfère le fonctionnement *de votre structure*. (...) La mission d'un bénévole correspond à une manière de consolider une structure, à une philosophie, à une éthique et à des questions portées par une association ou des publics rencontrés par des associations. C'est pareil en termes de prévention, en termes de soin, il faut qu'il y ai des réponses et pas une seule réponse. » [Acteur-riche de RDR]

Les types d'événement

Comme nous l'avons vu plus haut, le milieu festif regroupe différents espaces, lieux et types d'événements où les comportements à risques vont être différents.

On note que certains acteurs interviennent plus sur certains types d'événements que d'autres. Certains acteurs interrogés n'interviennent que sur des événements déclarés, surtout en village associatif, village santé par exemple où ils tiennent un stand. D'autres interviennent sur tous types d'événements : déclarés ou *free*. Certains favorisent les *free* dans le choix de leurs interventions. Leur vécu de la RDR en festif n'est donc pas le même.

« On évite de faire des simples concerts où il n'y aurait pas de public ciblé etc. (...) On en a quelques-uns par an. Après on a des festivals qui sont quand même plutôt ciblés étudiant ou vraiment, (...) on sait qu'il y a beaucoup de consommations etc. Donc on a bien ciblé quand même et puis après tout ce qui est milieux électroniques avec les soirées électro avec le partenariat, avec la musique. » [Acteur-riche de RDR]

Les thématiques

Certains interviennent sur une « seule » thématique, d'autres interviennent sur toutes les thématiques. Certains souligneront être seul à intervenir sur certains événements, territoires, ce qui peut expliquer qu'ils se déploient sur toutes les thématiques. On note que c'est une structure qui privilégie les événements *free*, où ils interviennent généralement seuls, qui indique couvrir toutes les thématiques.

³⁴ Sur les sept lieux festifs où nous nous sommes rendus, à chaque fois les stands sont fréquentés, voire fortement fréquentés à tel point qu'il a pu nous être difficile d'échanger avec les acteurs.

Les moyens d'agir et le contexte

Un autre élément qui différencie les acteurs c'est les moyens d'agir. Certains reçoivent des financements pour intervenir spécifiquement en festif, d'autres non.

Le nombre de bénévoles et leur place dans les interventions en milieu festif diffèrent aussi d'une structure à une autre. On a pu remarquer que sur les villages santé, les stands pouvaient être tenus par des bénévoles sans présence de professionnels par exemple.

La zone d'intervention plus ou moins urbaine ou rurale change aussi la donne avec un tissu d'acteurs de RDR présents plus ou moins ténus.

4. Conclusion

Si la RDR se définit de façon globale par la limitation des risques et le développement de la capacité d'agir des jeunes, il convient de prendre en compte la multiplicité des situations pour en comprendre ses réalités. Que ce soit du fait du type d'événement (bar, *rave party*, *free party*, festival, concert...), du profil des jeunes (initiés, non-initiés, appartenance à une culture musicale ou autre ...) ou encore des acteurs de RDR (selon thématique, approche, objet de militantisme...), la RDR revêt des contours différents. Concernant les freins évoqués par les acteurs, l'état des jeunes lié au contexte festif ou l'interdiction de tester les produits pour en analyser la qualité peuvent limiter l'action de RDR lors de sa réalisation. Le manque de moyens humains et matériels disponibles peuvent eux limiter le déploiement de la RDR, comme la réalisation de maraudes lors de *free party*. Le développement de nouveaux contextes festifs confidentiels en petits groupes dans des lieux privés empêche quant à lui la présence même des acteurs de RDR. Si selon certains de ces lieux (musiques de niches, sensibles à RDR), on retrouve des messages et du matériel de RDR, dans d'autres milieux, comme des fêtes étudiantes dans des appartements privés ou lieux loués, les prises de risques peuvent être sans garde-fou.

Une des forces de la RDR en milieu festif est la démarche de « aller vers ». En effet, en se rendant sur place, sur les lieux où sont les jeunes prenant des risques, les acteurs de RDR permettent de diffuser les messages et le matériel limitant les risques que les jeunes ne viendraient pas chercher par ailleurs. Autre facteur favorisant les effets de la RDR est la répétition des actions et la multiplicité des profils des acteurs de RDR (thématiques et approches) permettant de répondre aux différents contextes festifs et profils de jeunes. La présence répétée des acteurs de RDR, ayant souvent un lien avec le milieu festif en dehors de leur travail et présentant l'attitude de non-jugement propre à la philosophie de RDR, permet de créer un lien avec les jeunes qui en confiance aborderont plus facilement leurs consommations et pratiques pour en limiter les risques et développer leur capacité d'agir.

II. L'action de RDR en milieu festif auprès des jeunes

Dans cette partie, nous allons voir comment se mettent en place les interventions de RDR en milieu festif auprès des jeunes. Nous allons décrire les différentes étapes de la prise de contact à l'évaluation.

1. Sollicitation versus démarchage

A la question : « est-ce vous ou les organisateurs d'événements qui prennent contact ? », pour plusieurs enquêtés il est difficile de répondre car le « partenariat » existe depuis longtemps et donc l'enquêté ne se souvient plus ou ne sait pas qui a pris contact avec l'autre. La réponse presque unanime est « ça dépend », « les deux ».

« Ça dépend mais généralement pour tout ce qui est concerts festivals etc., c'est des partenariats qui datent donc qui se renouvellent. Il y a de tout, il y a des gens qui nous sollicitent et nous qui sollicitons des gens. » [Acteur-riche de RDR]

a. Sollicitation des acteurs de RDR par les organisateurs de soirées

La connaissance, voire la reconnaissance, de la structure de RDR, le devoir ou le besoin d'organiser un événement le plus *safe* possible motivent les organisateurs d'événements festifs à solliciter les acteurs de RDR. Peu importe le type d'organisateur, ça peut être une collectivité territoriale, un directeur de boîte gay ou encore des jeunes membres de *sound system* pour l'organisation d'une *free party*.

Pour d'autres, c'est l'appât du matériel disponible qui déclenche la sollicitation de certains organisateurs de soirée. Ils prennent par exemple l'exemple des BDE qui viennent chercher des préservatifs au moment des vacances universitaires et donc des soirées étudiantes. Les acteurs de RDR utilisent alors cette sollicitation pour délivrer des messages de prévention, voire amener les jeunes à se questionner sur la place de la RDR, au-delà des préservatifs, dans l'organisation des soirées. Enfin pour certains, c'est le lien avec le milieu qui explique la sollicitation. Ils soulignent être toujours en lien avec le milieu festif et donc être sollicité via des connaissances.

b. Démarchage des organisateurs de soirées par les acteurs de RDR

Concernant le démarchage des événements festifs par les acteurs de RDR, soit ils vont directement contacter les organisateurs ou établissements quand une action de RDR leur semble justifiée, soit certains acteurs expliquent qu'ils vont contacter les organisateurs d'événements par l'intermédiaire d'autres acteurs de RDR. Si pour la sollicitation, la question du réseau du milieu festif ressort, pour le démarchage c'est le réseau RDR qui intervient. On retrouve cela bien sûr dans un contexte où ils agissent en partenariat et sont complémentaires dans leur approche.

Quant à la méthode de démarchage, certains acteurs expliquent qu'il faut parfois avoir une « démarche commerciale » plus que de prévention de la santé afin de s'adapter à la logique commerciale des tenanciers et autres organisateurs de soirée.

2. Identification des besoins

A la question : « comment identifiez-vous les besoins du public avant d'intervenir lors d'un événement festif ? », trois éléments de réponses ressortent : il y a ce que demande l'organisateur, ce qu'il identifie

comme besoin ; ce que l'acteur de RDR connaît de l'événement et du public ; et s'il y a d'autres acteurs de RDR ou non.

a. Selon l'organisateur

Dans ce cas, les acteurs de RDR se range derrière la demande de l'organisateur qui identifie les besoins et les communique aux acteurs de RDR. Si on reprend les termes de la méthodologie de projet, l'acteur de RDR se situe plutôt comme un « intervenant », le porteur de l'action étant l'organisateur de l'événement. Il faudrait donc interroger les organisateurs de soirée pour savoir comment ils identifient les besoins.

b. Selon le type d'événement

Dans ce cas, il n'est pas question de l'organisateur mais du type d'événement, du public. Il n'est pas question non plus d'un diagnostic réalisé auprès du public directement. Les acteurs, en fonction des usages et des pratiques qu'ils connaissent selon les types d'événement, adaptent leur intervention, leur stock de matériel.

« C'est surtout en fonction du type de public (...) tel type de musique, on oriente plus ou moins, on prend une globalité de choses qu'on prend toujours après on va plus axer sur tel ou tel flyers tel ou tel doc. (...) Si effectivement un truc très familial on va peut-être moins axer sur les « roule ta paille » et on va peut-être les mettre de côté que les mettre vraiment en évidence. On va plutôt mettre les bouchons d'oreille ou les éthylotests en avant. Que les trucs où il y a beaucoup de consommation de drogues, on va plutôt mettre justement les « roule ta paille » en évidence avec plutôt le flash qui parle plus du sniff ou des Bad trip, des mésusages. » [Acteur-riche de RDR]

c. Selon s'il y a d'autres acteurs

Un autre point cité pour expliquer ce qu'ils amènent en matériel est s'ils interviennent seul ou à plusieurs acteurs de RDR. Dans ce dernier cas, il arrive qu'ils se concertent pour se répartir le matériel. Par exemple, s'ils interviennent sur un même stand, selon leurs thématiques principales d'intervention, ils ramènent soit les préservatifs, soit les roule ta paille.

« Par exemple quand on partage le stand avec d'autres acteurs de RDR. (...) ils ne ramenaient pas de capotes, ils ramenaient des « roule ta paille », (...). Ils ramenaient aussi un truc sur les produits mais pas un truc que nous on a sur le VIH. (...) on essaye de réfléchir de manière intelligente. » [Acteur-riche de RDR]

3. Réunion de préparation avec les organisateurs

Concernant la préparation, les échanges et les réunions de préparation, là aussi les réponses divergent. Certains expliquent avoir des points réguliers avec les organisateurs. D'autres évoquent des réunions plus rares, moins systématiques, voire inexistantes expliquant qu'il arrive que l'action de RDR ne se prépare pas forcément avec l'organisateur.

Si les réunions de préparation avec l'organisateur semblent régulières, si ce n'est systématiques, concernant les événements légaux, elles le sont moins concernant les événements illégaux, bien que cela ne veuille pas dire qu'il n'y a pas d'échanges voire d'accompagnement.

Le nombre de réunion ne semble ainsi pas un bon critère d'analyse pour comprendre ensuite la place de la RDR lors d'un événement. Par contre, le type d'événement (selon le type musical ou légal ou non) ou encore l'organisateur (sensibilité à la RDR plus ou moins forte) nous semble important.

Si on a déjà pu souligner le lien entre le type d'événement, *free* et la RDR, soulignons aussi le lien avec l'organisateur et la place qu'il donne ou non à la RDR. En tant que porteur de l'événement, l'organisateur définit un cadre qui délimite la place plus ou moins grande, plus ou moins pertinente, stratégique de la RDR lors de son événement. Entre une liberté totale de se placer et d'agir et des obligations et restrictions quant à l'emplacement et au type d'intervention, les acteurs de RDR s'adaptent à la place qu'ils peuvent prendre dans le cadre défini par l'organisateur.

« Ça ne se prépare pas forcément avec l'organisateur. (...) En fait en *free party*, on est assez libre, on fait ce qu'on veut. On Scotch un papier pour dire qu'on a des seringues, on scotche un papier pour dire qu'on a des kits bases, on a les « roule ta paille » (...). Dans les festivals c'est un petit peu plus délicat. Dans tous les festivals, on ne met pas de kit d'injection ni de kit base sur un stand en festival. » [Acteur-riche de RDR]

4. Partenariat

a. Les organisateurs

Le premier « partenaire » cité par les acteurs de RDR est l'organisateur de l'événement, compte tenu surtout du rôle de ce dernier que l'on peut assimiler en méthodologie au « porteur » de l'événement. Pour autant, comme nous venons de le voir, la relation avec l'organisateur varie en fonction de la sensibilité de ce dernier avec la RDR. Ce « partenariat » peut prendre différentes formes avec un lien plus ou moins fort entre les deux, une marge de manœuvre plus ou moins grande pour l'acteur de RDR et une co-construction plus ou moins forte aussi.

« *Ce lieu* (...) avec qui on a un partenariat informel mais un partenariat malgré tout (...) Même si vous imaginez bien en tant que salle qui dépend d'une municipalité c'est des thématiques qui sont un peu compliquées. » [Acteur-riche de RDR]

b. Les autres acteurs de RDR

Qu'en est-il des autres acteurs de RDR qui peuvent intervenir aussi sur un même événement ?

On peut distinguer deux types de réponses :

- ceux pour qui le partenariat avec d'autres acteurs de RDR est établi voire même structuré.
- ceux pour qui il s'agit plus de co-présence, voire de partenariat inexistant.

Partenariat existant

Plusieurs acteurs expriment travailler avec d'autres acteurs de RDR en soulignant l'aspect complémentaire aussi bien dans les champs d'action, les thématiques que dans les approches³⁵.

Il peut en effet s'agir de la complémentarité des thématiques et donc des compétences et connaissances concernant des domaines différents, sexualité versus produits par exemple.

Le partenariat peut aussi se baser sur des approches différentes mais complémentaires sur une même thématique. C'est le cas par exemple de deux structures agissant toutes deux sur la thématique produits, l'une étant plus axée sur une approche globale de la personne et de la santé, l'autre plus axée sur une approche produits et risques. Le sachant ils s'organisent par exemple pour intervenir à des créneaux différents, respectivement en début et fin de soirée, afin d'offrir la meilleure prise en charge possible.

³⁵ Certains ont même mis en place une « charte de partenariat » afin de coordonner leurs interventions sur un même événement.

Certains acteurs soulignent à nouveau l'impact plus fort de la RDR dû à sa répétition, dans le sens, cette fois, de la multiplicité des acteurs rencontrés.

« Oui et peut être que c'est avec nous qu'une personne va décider de modifier son comportement peut être que ce n'est pas avec nous, peut-être que c'est avec une autre association mais là aussi pour nous c'est important qu'il y ait plusieurs associations et pas une seule association et pas un seul porteur. » [Acteur-riche de RDR]

Comme nous avons pu l'observer lors d'événements festifs, du fait de l'histoire, de l'objet de militantisme, du public cible etc. chaque structure a sa façon de faire et attire donc un public propre, particulier. Dans ce sens il apparaît que sur un même événement deux acteurs de RDR qui vont distribuer des préservatifs par exemple n'attirent pas les mêmes publics et répondent du coup à des profils particuliers. Ils ne sont pas interchangeables.

Pas de partenariat

Certains professionnels d'une des structures interrogées soulignent quant à eux ne pas travailler en partenariat avec d'autres structures de RDR. Ils argumentent en reprenant justement les éléments qui justifient le partenariat par les autres acteurs ci-dessus : des approches cette fois trop différentes pour travailler ensemble ou des thématiques non complémentaires.

c. Les secouristes

Ces mêmes acteurs indiquent en revanche les secouristes comme partenaires dans les événements légaux. Si les acteurs de RDR sont formés aux premiers secours, ils peuvent former aussi les secouristes à la RDR. De plus, le travail en concertation lors des événements festifs par des orientations mutuellement des jeunes selon les besoins est favorable à la bonne réalisation de la fête. Loïc Lafargue de Grangeneuve³⁶ souligne cela en écrivant : "Les associations de RDR et les services de secours traditionnels ont donc des compétences distinctes, mais les accidents ne sont pas toujours traités par le bon interlocuteur sanitaire. On pourrait ainsi imaginer des échanges de savoirs spécifiques entre ces deux types d'acteurs pour améliorer la prise en charge" en précisant que sans formation à la RDR certaines prises en charge par les services de secours peuvent avoir un effet contraire : "Un exemple bien connu concerne la gestion de ce que les teufeurs appellent le *bad trip*, c'est-à-dire la crise qui peut survenir quand l'effet souhaité du produit est passé. Il s'agit alors, en général, de parler avec la personne, de la rassurer, et le malaise s'estompe dans un délai relativement rapide. Or, face à ce type de problème, les services de secours classiques, qui n'ont pas d'expérience dans ce domaine, ont parfois tendance à appliquer des techniques d'intervention énergiques qui renforcent la crise."

d. Autres acteurs à associer

Certains acteurs de RDR interrogés, resituant les actions de RDR dans le système dans lequel elles prennent place, parlent d'autres acteurs qu'il faudrait associer à la démarche de RDR. Les pharmaciens par exemple, qui sont un repère santé important pour tout à chacun, facile d'accès, sont parfois peu ou mal renseignés sur la RDR. Un des acteurs de RDR agissant sur la thématique sexualité nous explique par exemple que les pharmaciens sollicités dans le cadre de la pilule du lendemain ne conseillent pas forcément aux jeunes filles de réaliser un dépistage des MST ou encore, n'informent

³⁶ Lafargue de Grangeneuve, Loïc. 2009. « Drogues et Techno : les contradictions de l'Etat », Revue Sciences sociales et Santé, Vol. 27, pp. 7 à 32.

pas sur le fait que le taux d'efficacité de la pilule du lendemain n'est pas le même selon la molécule de la pilule. Ainsi une des pilules n'est efficace qu'à moins de 60% si on la prend 24h après l'acte. Des jeunes filles non renseignées, pensant être protégées, restent donc enceintes.

Afin d'améliorer les actions de RDR, il s'agit donc de penser tout le maillage de prévention et de soins qui existe autour et d'associer tous les acteurs pouvant être concernés, sollicités dans le cadre de la prise de risque d'un jeune.

5. Réalisation de l'action

a. Stand, Maraude et *Chill Out*

Selon le type d'événement, le lien avec l'organisateur, sa sensibilité à la RDR et les moyens humains et matériels disponibles, l'action de RDR peut prendre différentes formes. Elle peut passer de la tenue d'un stand à un ensemble : stand, *chill out*, *relax zone*, et maraude.

Plusieurs acteurs expliquent que sur certains gros événements, ils n'ont pas le choix de l'organisation, et c'est justement l'organisateur qui décide si l'acteur peut se déplacer ou non.

Dans le cas de villages associatifs, les acteurs de RDR se doivent, par exemple, donc de rester à leur stand.

A cette limite imposée par les organisateurs, les acteurs de RDR trouvent une marge de liberté quant à leur positionnement par rapport au stand afin de respecter au maximum le « aller vers », cher à la RDR, ainsi ne restent-ils pas derrière le stand mais se positionnent à côté ou devant.

Quand c'est possible, c'est-à-dire quand l'organisation/teur le permet et quand le nombre de personnes est suffisant, les acteurs réalisent des maraudes, se déplacent dans l'événement alors que d'autres restent au stand.

Il arrive donc que lors de l'action les acteurs tiennent un stand pour le matériel et les informations, un *chill out* pour le repos, et une tente dite *relax zone* pour la surveillance des cas les plus problématiques (avant orientation vers secours si besoin ou orientés par les secours) :

« Ça dépend aussi du nombre de personnes, ça dépend du temps, ça dépend là où on est posé. (...) Si on peut vraiment mettre tout ce qu'on a : on a le camion, le stand devant, on met à gauche une tente fermée et, à droite le *chill out* pour que les gens se posent dans la soirée. » [Acteur-riche de RDR]

b. La place de la RDR dans l'événement.

La question de l'emplacement est importante car selon où ils se trouvent dans l'événement, l'accès sera plus ou moins facilité, le passage plus ou moins fréquent, les discussions plus ou moins possibles. Elle revient donc dans plusieurs discours. Il convient de souligner à nouveau que l'emplacement dépend souvent du lien avec l'organisateur et de la « place » que ce dernier donne à la RDR. De l'emplacement à côté des toilettes, à l'entrée du festival ou encore très excentré, l'action de RDR ne touchera pas le même nombre de personnes ou ne permettra pas l'échange dans de bonnes conditions.

Vous n'avez pas votre mot à dire sur le lieu ? « Très peu ! Donc souvent c'est un peu compliqué. (...) Et puis sur certains festivals c'est annoncé. C'est espace santé, espace prévention et ils mettent des panneaux et il y a une signalétique qui annonce (...) Ceux qui rentrent c'est des gens qui potentiellement s'intéressent à ces questions-là. » [Acteur-riche de RDR]

Par rapport au lieu, où vous êtes dans le festival ? « C'est nous qui choisissons. Oui alors nous on a, on a mis longtemps avant de s'imposer. » [Acteur-riche de RDR]

c. L'accroche

Un thème essentiel de l'action de RDR est l'accroche. Comment « attirer » le jeune qui est là pour faire la fête ? Comment « attirer » le jeune qui n'ose pas venir ? Les acteurs de RDR mettent alors en place différentes stratégies pour remédier à cela.

Tous mettent en place une décoration spécifique qui s'éloigne des repères du soin pour attirer le public. Si certains jouent sur l'aspect festif en mettant des guirlandes, des lumières et autres couleurs joyeuses, d'autres jouent sur l'aspect militant en proposant des couleurs fortes comme le rouge, le noir, le blanc.

Les goodies et les bonbons ont une place particulière dans les actions de RDR. S'ils paraissent anodins, ils permettent en fait d'attirer un public qui ne viendrait pas directement chercher du matériel de RDR. Mélanger des préservatifs dans un grand saladier avec des bonbons permet à certains jeunes de venir se servir discrètement en préservatifs par exemple.

D'autres n'hésitent pas à afficher, diffuser des affiches et flyers avec des messages interpellant, voire choquant pour provoquer la discussion.

Certains nous racontent avoir déjà réalisé des scénettes dans une boîte libertine ce qui a permis de briser la glace et amener les personnes à venir les interpellier ensuite.

« Je pense que ça a aussi cassé un peu l'image moralisatrice donc du coup les gens se sont sentis plus en confiance pour venir nous interpellier et poser les questions. » [Acteur-riche de RDR]

Pour finir, d'autres outils comme des tests et des jeux sont utilisés pour aller plus loin dans l'échange avec les jeunes et mieux appréhender leurs usages afin d'adapter le discours et le matériel de RDR proposé.

d. Le matériel

De l'eau aux kits injection en passant par les préservatifs et les « roule ta paille », les outils de RDR diffusés sont donc nombreux, diversifiés répondant à différents risques dans des contextes auprès de publics spécifiques. Voici la liste des outils cités par les acteurs pouvant être distribués lors d'événements festifs : Bouteille d'eau, Préservatif féminin, Préservatif masculin, Bouchon d'oreille, Ethylo-test, Roule ta paille, sérum physiologique, Kit base, Kit injection, Doseur GHB GBL, Couverture de survie.

Tous ces outils ne sont pas forcément tous diffusés. En effet, les acteurs adaptent ce qu'ils proposent au type d'événements (bar, concert, festival, *free*...) et au public présent.

On note que les acteurs de RDR dont la structure intervient en priorité sur la thématique « produits » ont toujours des outils concernant le RDR des pratiques sexuelles, l'inverse n'est pas forcément vrai. Autrement dit, si tout le monde a et distribue des préservatifs, tout le monde ne diffuse pas des « roule ta paille ».

« En fin de compte c'est un peu toutes les toutes les prises de risque qui peuvent être liées à la pratique ou en tout cas à la fréquentation d'un événement festif, ça peut être aussi bien la consommation de produits que, ça peut être aussi bien la sexualité les risques de transmission, la conduite du risque routier derrière je trouve que c'est vraiment les trois grands axes sur lesquels on peut intervenir dans ce genre de rassemblement. » [Acteur-riche de RDR]

e. Diffuser des informations

Lors d'événements festifs les acteurs de RDR proposent donc des outils de RDR pour limiter les risques mais aussi des flyers et affiches pour informer sur les structures d'aides, de RDR, de dépistages, ou encore de soins et, sur les produits (risques, usages, dosages, molécules etc.).

f. Du conseil généraliste à l'entretien personnalisé.

Parler, écouter, échanger sont des caractéristiques fortes qui définit la RDR pour les acteurs. Il ne s'agit pas juste de distribuer du matériel et des informations, il s'agit d'entrer en lien. Car comme on a pu le voir pour nombre d'acteurs, il faut adapter le message à la personne, passer du général au particulier pour gagner en efficacité.

« Ce qui marche c'est le matériel adapté et une fois passé ça c'est vraiment dans la relation avec la personne pour vraiment parler de sa pratique quoi. (...)La meilleure action de RDR possible c'est celle qui se base sur l'individu, du sens qu'il donne et de construire avec lui le message de réduction. » [Acteur-riche de RDR]

Du conseil...

Les acteurs expliquent essayer de délivrer en premier lieu le maximum de conseils pratico-pratiques généralistes lorsque quelqu'un vient chercher du matériel de RDR sur le stand du type : boire régulièrement de l'eau, fractionner les comprimés, rester en groupe etc.

...A l'entretien

Au-delà du conseil généraliste, il y a échanger, écouter, comprendre la consommation du jeune pour le conseiller personnellement. Il s'agit alors de répondre à ses questions et aussi parfois d'aller plus loin, de réaliser alors un entretien plus personnalisé.

L'entretien peut aboutir à une orientation. Nous développerons ce point en partie 3.

Les acteurs définissent ainsi une graduation des contacts avec les jeunes allant du passage au stand à l'orientation en passant par l'entretien et la réassurance. Bien que tous graduent les types de passages, ils n'utilisent pas tous les mêmes termes. Nous avons proposé de travailler sur un lexique commun lors de l'atelier de co-construction (Mission II), qui vous sera donc présenté en chapitre 4.

6. Évaluation de l'action

Concernant les évaluations réalisées, entre ce que nous en ont dit les acteurs et les rapports d'activités que nous avons lus, on souligne une grande diversité, aussi bien au niveau :

- des outils de recueil : grille, questionnaire, pas d'outil ;
- des données recueillies : objective et/ou subjective, quantitatives et/ou qualitatives ;
- du rendu : tableau et/ou texte.

Voici l'ensemble des indicateurs relevés, si on compile toutes les évaluations réalisées par les acteurs :

- nom de l'événement et/ou la date ;
- nom de l'organisateur ;
- nombre de matériel distribué ;
- nombre de passages ;
- type d'échanges : file active, passage, contact, consultation, entretien (selon genre) ;

- thématiques abordées ;
dispositifs proposés : stand, tente/*relax zone*, *chill out*, maraude, TROD ;
- outils utilisés : goodies, jeux, animation, talkiewalkie, ... ;
- informations contextuelles : place, évolution, collaboration, autres structures, consommations, usages des dispositifs proposés ... ;
- moyens humains ;
- retour des jeunes.

Selon les rapports d'activité, on peut passer d'un bilan où on ne trouvera que le nom de l'événement, voire la date, à un bilan où il y aura aussi le nombre de matériel distribué, de passages via tableau et du texte concernant des éléments de contexte, d'évolution, de collaboration, des consommations, des usages des dispositifs RDR (stand, *chill out*, réassurance ...) etc. Dans le tableau ci-dessous on propose un récapitulatif de trois bilans à titre d'exemple pour montrer que chacun rend compte d'éléments différents (Figure 12) :

	Evénement (nom et/ou date)	Nombre de matériel distribué	Nombre de passages	Nombre par types de passages	Eléments de contexte	Thématiques abordées
Struct 1	x					
Struct 2	x	Tableau	Tableau		Texte	
Struct 3	x	Tableau	Tableau	Tableau		

Figure 12. Récapitulatif de bilans

Cette diversité peut s'expliquer par différentes choses : la diversité des actions, l'absence d'une trame commune de bilan, le fait aussi que les financements pour faire de la RDR diffèrent d'une structure enquêtée à une autre. Par exemple, une des structures qui déclare ne pas avoir de financement RDR en festif, mais qui en réalise tout de même, à part un debrief en équipe, ne réalise pas d'évaluation formelle.

a. Ce qui est évalué

Le critère qui est le plus évalué et rendu à l'ARS est « le nombre de matériel distribué » avec un inventaire du stock avant et après l'événement et, pour certains acteurs, le nombre de passages au stand.

Certains différencient les types de passages entre le jeune qui vient juste récupérer du matériel et celui avec qui va se réaliser un entretien, en passant par celui qui vient chercher une info.

Un des acteurs nous explique avoir un outil pour réaliser ce recensement de façon structurée et complète cette donnée avec le genre de la personne et la thématique abordée.

D'autres, tout en soulignant l'intérêt de cette variable, expriment la difficulté de la recenser.

Comme on a déjà pu le voir ci-dessus, on remarque que les acteurs, pour ceux qui le recensent, n'emploient pas le même langage. Pour le même type de « passage », si certains parlent d'entretiens, d'autres parlent de consultations. Si certains parlent de passages, d'autres de contacts... Lors de l'atelier de co-construction nous avons donc co-construit un lexique avec les acteurs pour permettre une harmonisation de ces indicateurs, ce lexique est présenté au chapitre 4.

Certains rendent compte des moyens humains et matériels utilisés. Cet indicateur reste quand même peu évalué ou du moins peu transmis à l'ARS par les structures.

Dans un des rapports d'activité, on retrouve clairement des données sur le contexte, le partenariat, les événements lors de l'événement festif, etc. On le retrouve d'ailleurs dans le discours d'une des personnes interrogées de cette structure :

« Oui on a un tableau qu'on remplit après chaque soirée qui va dire quel type de soirée on a travaillé, qui a travaillé, sur quels horaires, quel type de musique, avec une moyenne d'âge, des produits principalement consommés, s'il y a eu des problèmes, gendarmerie, pompiers, évacuation, des actions qui ont pu être faites. Et puis quantitativement ce qu'on a pu distribuer le nombre de flyers, de « roule ta paille », fin le nombre de matériel distribué quoi. » [Acteur-riche de RDR]

b. Ce qui est évalué et non transmis

Nous notons qu'il arrive que des acteurs rédigent des notes, des documents, comportant les éléments de contexte ou autre, et ne les transmettent pas à l'ARS, synthétisant les données purement quantitatives.

« Même si on transmet à l'Ars un calendrier en fait c'est un calendrier où on a toutes les dates, tous les festivals qu'on a réalisés. Dedans on met le nombre de personnes touchées mais du coup le qualitatif il n'apparaît pas là. Le qualitatif ça ne va plus être dans la globalité. Après si nous finalement par action on peut le retrouver via nos fiches d'évaluation à nous. Ce qu'on transmet à l'Ars en tout cas leur demande c'est d'avoir un aperçu global par rapport aux indicateurs repérés » [Acteur-riche de RDR]

Il y a tout ce qui relève de l'évaluation orale, du débriefing entre collègues que les acteurs ne transposent pas forcément ensuite par écrit. Comme nous avons pu le voir concernant la transmission des informations du Label Quality Nights, on retrouve ici la culture orale, héritage de l'auto support. La réduction des risques, qui s'est historiquement construite sur un modèle communautaire d'auto-support et donnant une place prépondérante à l'oralité, accorde une place importante au dialogue en face-à-face et à la transmission des connaissances par la discussion « entre pairs »³⁷.

Il semble donc qu'entre les deux se perdent des informations relevant du off, de l'informel, du qualitatif, qui font pourtant parties intégrantes de la RDR. Certains soulignent alors que l'aspect purement quantitatif de certaines évaluations est donc très réducteur.

c. Ce qui n'est pas ou sous-évalué selon les acteurs

Le OFF, Le non quantifiable, l'informel

En suivant la logique de la culture de l'oralité que l'on retrouve en RDR, les acteurs expliquent que beaucoup de leur travail ne se traduit pas en acte quantifiable, et que cela est donc difficilement évaluable et rendu compte. Par exemple, quand il s'agit de réassurer un jeune en *bad trip*, cela peut prendre des heures à être à ses côtés pour qu'il ne bascule pas. Cela n'apparaît pas dans les bilans et pourtant d'une part les moyens, dont le temps, sont importants et d'autre part, l'impact sur le jeune est fort, éviter une décompensation.

« Je pense qu'on devrait quantifier plus clairement le nombre de personnes qui ont été rassurées, le nombre d'heures que ça a demandé. (...) Ça mériterait peut-être d'être évalué un peu plus finement mais honnêtement on n'a pas toujours le temps. » [Acteur-riche de RDR]

³⁷ Jauffret-Roustide, Marie. 2010. « L'auto-support des usagers de drogues : concepts et applications », *Rhizome, Bulletin national santé mentale et précarité*, 40, pp. 5-6.

La satisfaction

Nombre d'acteurs nous expliquent recevoir beaucoup de messages, oraux ou écrits, de remerciements de type « ah heureusement que vous étiez là ! » etc. Pour autant, on ne retrouve pas cet indicateur dans les évaluations.

Le retour/ressenti des jeunes

Outre les remerciements, la satisfaction, peu d'acteurs interrogent les jeunes sur l'action de RDR. Un des acteurs nous explique avoir un questionnaire à diffuser après un entretien mais n'ose pas forcément le proposer. Le questionnaire d'évaluation viendrait remuer ce qui a déjà peut être été difficile d'exprimer par le jeune tant les échanges peuvent aborder des sujets intimes ou délicats.

Certains acteurs proposent alors, non pas de demander aux jeunes ce qu'ils retiennent de l'échange, mais de demander ce que ça change en eux par rapport à leur savoir, leur perception du risque etc.

Les orientations

En introduction à la partie 3, nous souhaitons d'ores et déjà souligner que des orientations sont faites sans vraiment que les acteurs s'en rendent compte, le notent, et donc l'évaluent.

« Tout ce qu'on dit c'est de l'orientation souvent en fait. On s'en rend même pas compte mais « tu devrais aller voir un médecin quand même » (...) Et on le fait tout le temps, constamment ! Donc compter ça, c'est vrai que ce n'est pas évident. Je pense que c'est sous-évalué du coup. C'est de l'informel. » [Acteur-riche de RDR]

Nous verrons en Mission II les limites freins à l'évaluation selon les acteurs et ce qu'ils proposent pour améliorer l'évaluation d'impact.

7. Conclusion

Si on peut résumer l'action de RDR en milieu festif en reprenant les mots de Vincent Benso : « Concrètement, les interventions de réduction des risques en espace festif consistent à monter des stands et des espaces de repos afin de distribuer du matériel de réduction des risques (bouchons d'oreilles, préservatifs, seringues, brochures...), d'effectuer des prises en charge (premiers secours, gestion des *bad trips*...) et de proposer aux fêtards des entretiens pour les écouter et leur donner une information objective, non-jugeante et personnalisée sur leurs pratiques afin de leur permettre d'adopter leurs propres stratégies de réduction des risques », précisons que les modalités de réalisation changent en fonction du type d'événement, du lien avec l'organisateur, de sa sensibilité à la RDR, des moyens humains et matériels disponibles et de la structure de RDR qui intervient.

Ainsi soulignons le rôle qui nous semble central de l'organisateur de l'événement festif. Porteur de l'événement festif où l'acteur de RDR est un intervenant, il définit du coup la place plus ou moins grande faite à la RDR. Deux facteurs peuvent influencer sur la place qu'il donne à la RDR : le lien qu'il a avec la structure de RDR qui découle parfois d'un lien préexistant avec un acteur de RDR et sa sensibilité à la RDR qui peut être indépendante d'un lien avec une structure, un acteur de RDR.

Autres acteurs qui impactent la réalité de la RDR en milieu festif sont les secouristes. Formés à la RDR, ils peuvent mieux appréhender certaines situations comme détecter des situations de *bad trip* par exemple et agir en conséquence en orientant vers les structures de RDR.

Autrement dit, l'action de RDR ne dépend pas que des structures de RDR. La resituer dans le contexte dans lequel elle intervient et prendre en compte l'ensemble des acteurs en présence peut permettre de lever certains freins ou actionner certains leviers. Pour développer la RDR en milieu festif auprès

des jeunes, sensibiliser un maximum ces différents acteurs à la RDR (formation, communication des actions existantes, etc.) nous semble donc pertinent.

Au-delà, il s'agit même d'associer d'autres acteurs, pas forcément présents ou liés à l'événement festif, mais pouvant être sollicités dans le cadre de la prise de risque du jeune, comme les pharmaciens par exemple. Afin d'améliorer les actions de RDR, il s'agit donc de penser tout le maillage de prévention et de soins qui existe autour et d'associer tous les acteurs pouvant être concernés dans le cadre de la prise de risque d'un jeune.

Pour finir, si ce chapitre permet de rendre compte de la pluralité des évaluations, portant majoritairement sur le bilan de moyens diffusés, de façon rarement exhaustives, l'analyse méthodologique et les réponses proposées sont développées dans le chapitre 4.

III. Orientation vers structures de soins et d'accompagnement

« Limiter les dégâts au moment et après bien sûr qu'il y ait quelque chose qui s'inscrive et que la personne si sa problématique, s'il considère que c'est une problématique, que ça l'amène à aller consulter un centre de soins, son médecin généraliste peu importe, du moment qu'il identifie qu'il y a un problème et qui va vers le professionnel pour l'aider. » [Acteur-riche de RDR]

1. État des lieux

S'il semble fréquent pour les acteurs d'orienter vers le médecin généraliste et les centres de dépistage, voire des centres de prévention et les CJC, l'orientation vers les CSAPA, et encore plus pour les CAARUD, semble prendre effet dans des situations plus spécifiques.

A la question de l'orientation, plusieurs enquêtés répondent spontanément « le poste de secours » lors de l'événement festif. Concernant les orientations vers des structures en dehors de l'événement festif, le médecin généraliste et les centres de dépistage sont facilement indiqués. Certains indiquent aussi orienter vers des centres de prévention avec les CJC surtout quand il s'agit de consommation de cannabis.

L'orientation vers un CSAPA se présente quand le jeune exprime avoir un problème de gestion de sa consommation, qu'elle dépasse le cadre festif mais aussi quand le contexte de l'événement festif n'est plus approprié à l'échange. L'équipe du CSAPA composée entre autres de psychologues (contrairement au CAARUD) semble alors adaptée selon les acteurs de RDR. Le CAARUD va lui être proposé quand une personne va venir chercher du matériel d'injection par exemple.

« Je vous dis ça dépend, quand c'est des grandes discussions je pense que c'est plutôt vers le CSAPA qu'on oriente parce qu'on a toujours quand même le psy, les éducateurs, les infirmières. Et le psy c'est souvent une bonne orientation. Souvent on parle avec des gens qui ont besoin de parler et à qui on réexplique que nous on n'est pas psychologue quand même et qu'on peut écouter, on peut avoir des conseils à donner etc. (...) Le psy ça reste une bonne orientation pour le CSAPA, une manière d'orienter. Quand c'est des orientations. Après avoir donné du matériel de consommation clairement nous on oriente sur site. Si le type habite à 20 km d'ici et qu'il allait chercher ses seringues en pharmacie depuis 10 ans bah non on a un CAARUD et puis tu nous a rencontré en festif t'as vu on est sympa ben ça sera comme ça au CAARUD, n'aies pas peur ça rassure les gens aussi beaucoup. » [Acteur-riche de RDR]

Concernant les outils utilisés, si certains distribuent des plaquettes et autres documents avec les contacts des structures, d'autres privilégient les liens internet où les coordonnées sont régulièrement mises à jour et couvrent une plus grande zone géographique.

2. Le suivi

Il est difficile, voire impossible pour les acteurs de RDR interrogés dans le cadre de ce chapitre de savoir si la personne orientée va vraiment ensuite dans la structure ou le type de structure conseillée. Déjà le jeune rencontré n'est pas forcément du coin. Les événements festifs réunissent en effet des jeunes qui peuvent venir de plus ou moins loin.

De plus, l'échange est anonyme. Le jeune ne donne pas son nom, son identité. C'est un point d'ailleurs essentiel pour préserver le climat de confiance et permettre au jeune d'oser parler de ses usages. La Fédération Addiction écrit à ce sujet "l'un des principes fondamentaux de l'accueil en réduction des

risques est l'anonymat." Un des titres de chapitre de son guide des pratiques en RDR s'intitule d'ailleurs « Anonymat en réduction des risques – permettre et soutenir la parole ».

3. « Origine de la demande »

Puisqu'il n'est pas possible aux acteurs de RDR de suivre les jeunes rencontrés et orientés, nous avons rencontré des acteurs qui se situent donc au niveau des structures où ils sont orientés, comme des CSAPA, CJC, pour savoir s'ils accueillent des jeunes à la suite d'une orientation en milieu festif.

Il fut pour eux difficile de répondre car quand ils demandent aux jeunes ce qui les amènent vers eux, il semble que ce soit plutôt une contrainte extérieure (justice, médecin, entourage) qu'ils énoncent. Le milieu festif n'est d'ailleurs pas une modalité existante dans leur logiciel de saisie lors du premier entretien pour répondre à l'item « origine de la demande »³⁸.

Pour autant, cela ne veut pas dire que le jeune n'a pas eu d'information de RDR ou n'a pas rencontré d'acteur de RDR en milieu festif, mais même si le jeune peut dire qu'il a eu une info lors d'une fête, cette information ne sera pas renseignée ensuite dans le logiciel de la structure.

« Comme je disais tout à l'heure, c'est extrêmement compliqué de savoir si c'est la *relax zone* et une autre présence en festival qui fait qu'ils viennent ici parce que quand on leur demande « est ce que quelqu'un vous oriente chez nous ? » en général ils disent jamais que c'est le festival ils disent toujours c'est l'entourage et le médecin mais cela ne va pas dire que y'a pas eu quelques chose qui s'est passé avant. » Médecin CSAPA

De plus, les acteurs des CSAPA, CJC soulignent que les choses ne se passent pas comme ça lors du premier entretien. La question n'est pas forcément posée de la sorte car pas forcément utile pour eux pour l'accompagnement de la personne.

Selon les professionnels des CSAPA et CJC, ce qui déclenche la consultation ça peut être une contrainte extérieure comme la justice qui ordonne une obligation de soin. Le jeune n'a alors pas le choix. Ça peut être quand la consommation dépasse le festif et que cela engendre des problèmes dans sa vie sociale, familiale, étudiante ou professionnelle. La peur peut aussi selon les enquêtés déclencher une consultation.

Chaque professionnel souligne que ce n'est pas parce que le jeune ne déclare pas la RDR en milieu festif comme « origine de la demande » que cette dernière n'a pas joué dans la prise de décision de consulter. On retrouve l'idée de cheminement, de parcours, où la RDR est une pierre sur le chemin.

« Je pense qu'ils rentrent chez eux, ils en parlent et c'est les gens qui sont autour d'eux qui vont leur dire (...). Et donc ils déclarent que l'orientation c'est l'entourage, leurs médecins, la famille. Jamais j'ai entendu que quelqu'un me dire qu'ils ont été orientés lors d'un évènement festif. Je précise bien : même si les messages sur la réduction des risques passent. Là-dessus c'est deux choses qui sont différentes. » Médecin CSAPA

4. Zoom problématiques qui se posent

En interrogeant les acteurs sur la réalisation de la RDR en milieu festif, outre les freins déjà évoqués dans les paragraphes précédents, les acteurs soulèvent deux problématiques qui lui sont inhérentes.

³⁸ Nous verrons dans le chapitre 4 que les acteurs proposent de rajouter une modalité concernant le milieu festif.

a. Représentation des structures de soins par les jeunes

Selon les enquêtés, les jeunes perçoivent les structures d'aide, de soin et d'accompagnement comme étant des structures pour « les toxicos », public dans lequel ils ne se reconnaissent pas. Vincent Benso³⁹ souligne aussi cela « (...) il lui est impossible de trouver du matériel de réduction des risques sans passer par une structure urbaine d'aide aux toxicomanes (dans lesquelles les teufeurs ne se reconnaissent pas et refusent généralement de mettre les pieds). »

« C'est aussi pour ça qu'on trouve que c'est primordial le travail en milieu festif, c'est que faire venir les jeunes moins de 25 ans on va dire dans une structure c'est compliqué vraiment. (...) Vous voyez ce n'est pas, si on dit qu'on est éducateur auprès de personnes toxicomanes, il se sentent pas du tout concernés. » [Acteur-riche de RDR]

La question de la représentation qu'ont les jeunes des structures pour lesquels les acteurs de RDR agissent est donc à prendre en compte pour comprendre la question de l'orientation.

Les acteurs insistent alors sur le fait que c'est toute la plus-value de la RDR en milieu festif que d'être sur les lieux pour permettre le « aller vers ». Leur présence permet entre autres de briser la représentation et d'aller vers des jeunes qui eux ne viendraient pas dans leurs structures.

« Donc ça on sait que les actions de prévention ce n'est pas sûr que ça soit vraiment de l'anticipation des problèmes par les jeunes mais je pense que ça peut faciliter la prise de contact dans le sens qu'ils ne prennent pas contact avec la structure, ils prennent contact avec moi ou avec ma collègue éducatrice. » Educateur CJC

b. RDR et soins, pas le même objectif.

Autre problématique soulevée par les acteurs, le fait que la RDR et le soin n'aient pas les mêmes objectifs. L'objectif premier de la RDR en milieu festif auprès des jeunes n'est pas d'amener forcément vers le soin pour l'arrêt d'une consommation. C'est d'amener la personne vers les meilleurs choix de santé pour elle. Le soin peut, ou non, être un choix adapté. Les jeunes qui consomment en milieu festif n'ont pas en effet tous une consommation qui nécessite une prise en charge médicale, soignante. Par contre, la RDR leur apporte les outils et les informations pour que justement leur consommation ne bascule pas dans l'excès ou les risques inconditionnés. Autrement dit, bien qu'un des rôles de la RDR en milieu festif auprès des jeunes est de pouvoir orienter quand cela est nécessaire, le lien entre intervention de RDR en milieu festif et file active CSAPA, CAARUD et CJC ne nous semble pas forcément pertinent pour évaluer à lui seul l'efficacité de la Réduction des Risques.

5. Conclusion

Les acteurs réalisent des orientations vers les secouristes, les médecins généralistes, les centres de dépistage et de prévention, ainsi que vers les CSAPA, voire les CAARUD, dans des situations spécifiques, respectivement le besoin d'écoute et d'accompagnement quand la consommation dépasse le cadre festif et le besoin de matériel *safe*. Pour autant, deux problématiques que sont la représentation des structures d'aide et de soins par les jeunes vues comme des structures « pour toxicos » et, le décalage des objectifs entre la RDR de limiter les risques sans contraindre la consommation et le soin de réduire la consommation, voire l'arrêter, sont des éléments à considérer pour en comprendre les contours, si ce n'est les limites.

³⁹ Benso, Vincent. 2017. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », *Chimères*, vol. 91, no. 1, pp. 55-62.

Les acteurs de RDR expliquent que le fait d'aller vers les jeunes aide parfois à dépasser cette représentation qu'ont les jeunes des structures vues comme « pour les toxicos », les acteurs de RDR présents personnifiant l'aide proposée par ces structures.

Concernant le suivi des jeunes orientés, ce dernier n'est pas réalisé par les acteurs de RDR interrogés dans le cadre de cet axe. L'anonymat en est la raison principale. Il convient d'ailleurs de soutenir l'anonymat gage d'ouverture de la parole des jeunes.

Les professionnels des CSAPA, CJC, CAARUD interrogés soulignent que les jeunes énoncent d'autres raisons que les actions de RDR en milieu festif pour expliquer leur venue lors du premier entretien. Ils expliquent aussi ne pas forcément poser la question des actions de RDR en milieu festif et soulignent d'ailleurs que ce n'est pas une modalité de réponse dans leur logiciel de saisie concernant l'origine de la demande. L'idée de rajouter une modalité de saisie dans ce logiciel afin de tenter de mesurer le lien entre RDR en milieu festif et file active en structures d'aide, d'accompagnement et de soin est développée dans le chapitre 4.

IV. CONCLUSION

La RDR se définit de façon globale par la limitation des risques et le développement de la capacité d'agir des jeunes. Les moyens utilisés sont la distribution de matériel de RDR, la diffusion d'information, et l'écoute et l'échange, le dialogue avec les jeunes au sujet de leurs pratiques. La RDR peut prendre différentes formes allant de la tenue d'un stand au montage de *chill out* ou *relax zone*, à la réalisation de maraudes. L'enjeu pour les acteurs de RDR est de délivrer le maximum de conseils pratico-pratiques pour permettre au jeune de prendre le moins de risques possibles et d'entrer en lien, échanger sur ses pratiques pour lui apporter des conseils, une aide personnalisée et l'amener à faire les meilleurs choix pour lui. L'orientation vers une structure de dépistage, de soins ou encore d'aide et d'accompagnement peut être abordée quand elle permet de répondre au mieux au besoin du jeune rencontré.

La RDR est un dispositif pris entre plusieurs frontières mouvantes qui en définissent aussi bien sa force que ses limites : la légalité et l'illégalité, le milieu festif où tout est possible sans limite et la gestion des risques, les objectifs de la gestion des risques qui acceptent la consommation et ceux du soin qui souhaitent la limiter voire la supprimer. Aussi, comme l'écrit Nicolas Ducournau, la RDR doit trouver sa place dans « un non-sens pédagogique dans son intention de proposer des outils de gestion d'usages interdits par la loi. »⁴⁰

S'il existe un certain nombre de freins à la RDR en milieu festif comme l'état des jeunes, le contexte festif, les moyens disponibles, l'interdiction de tester les produits et le développement de petits rassemblements confidentiels où les acteurs de RDR n'ont pas accès, les forces de la RDR sont la démarche de « aller vers », la répétition de ses actions, la multiplicité des acteurs et de leurs approches, et le lien que certains partagent avec le milieu festif. Ces éléments permettent en effet de couvrir la diversité que recouvre l'expression « les jeunes en milieu festif », de répondre à leurs différentes identités, besoins et pratiques, de dépasser certaines barrières cognitives comme les

⁴⁰ Ducournau, Nicolas. 2010. « Usage de drogues en milieu festif. Rapport au risque et définition de la santé chez les jeunes consommateurs », *Agora débats/jeunesses*, n°54, pp. 113 à 124.

représentations autour des structures comme les CSAPA, CAARUD et même CJC et permettre l'accès au soin quand celui-ci devient nécessaire.

Les modalités de réalisation de la RDR varient en fonction du type d'événement, du lien avec l'organisateur, de sa sensibilité à la RDR, des moyens humains et matériels disponibles et de la structure de RDR qui intervient. Le rôle de l'organisateur nous paraît central tant il porte l'événement festif et en définit le cadre et la place de la RDR.

L'action de RDR ne dépend pas que des structures de RDR. La replacer dans le contexte dans laquelle elle intervient peut permettre de lever certains freins ou actionner certains leviers. Associer les organisateurs de soirées, mais aussi les secouristes, les pharmaciens par des formations, des sensibilisations, informations à la RDR permettrait de renforcer le socle sur lequel prend place l'action de RDR en milieu festif.

Notons pour finir que les effets, bénéfiques de la RDR en milieu festif sont de différents ordres allant de l'intégration des messages et la modification des pratiques, jusqu'à éviter des décès, des traumatismes psychiques, en passant par créer de nouvelles vocations. Ainsi par exemple les bénévoles rencontrés étaient tous des jeunes devenus bénévoles après avoir rencontré les acteurs de RDR en milieu festif. Tous ont engagé des études dans le social ou comme éducateur spécialisé afin de poursuivre leur engagement d'aide et d'accompagnement dans leur vie professionnelle. Ce type de profil et de parcours, à cheval entre pratiques festives, militantisme et bénévole de la RDR en voie de professionnalisation est assez répandu, car nous l'avons également retrouvé chez une partie des bénévoles formés à la RDR, et interrogés dans le cadre de l'Axe 3 de la présente étude.

Leviers et points forts de la RDR en milieu festif	Freins et faiblesses de la RDR en milieu festif
<ul style="list-style-type: none"> ● La démarche de « aller vers » ● La répétition de la présence des acteurs de RDR ● La multiplicité des acteurs et de leurs approches permettant de couvrir la diversité des milieux festifs et des profils jeunes ● L'anonymat ● L'auto-support ● Le lien avec le milieu / légitimité et reconnaissance ● Le lien avec l'organisateur de soirée à développer et sa sensibilité à la RDR ● L'association d'autres acteurs à la RDR, comme les secouristes et les pharmaciens 	<ul style="list-style-type: none"> ● Le contexte festif ● L'état des jeunes ● Les moyens disponibles ● L'interdiction de « tester » (analyser) les produits ● Le développement de petits rassemblements confidentiels ● L'organisateur de soirée selon sa sensibilité à la RDR ● Des acteurs autour non sensibilisés, non formés à la RDR comme les secouristes, pharmaciens

CHAPITRE 3 : Évaluer les modalités de mise en œuvre des sensibilisations / formations et l’outillage à destination des professionnels ou bénévoles en lien avec le milieu festif

Afin de répondre aux différentes questions concernant l’impact des actions de formation et de sensibilisation à la réduction des risques en milieu festif, nous avons proposé une méthodologie à la fois qualitative et quantitative, permettant d’interroger en profondeur la manière dont les professionnels et bénévoles issus du milieu festif perçoivent, comprennent et mobilisent le contenu des formations qu’ils ont reçu. Nous avons procédé en trois temps :

- dans un premier temps, nous avons effectué un travail de recensement des différentes formations et sensibilisations sur le sujet en Hauts-de-France ;
- puis nous avons mobilisé les différents responsables de ces formations pour qu’ils diffusent un questionnaire en ligne auprès des personnes formées au cours des deux dernières années ;
- enfin, nous avons réalisé des entretiens auprès de personnes volontaires ayant répondu au questionnaire et laissé leurs coordonnées à cette fin, afin d’approfondir les différents thèmes abordés dans le questionnaire.

I. Les formations et actions de sensibilisation existant sur le territoire

De nombreuses pistes ont ainsi été explorées afin de recenser un maximum de formations déployées sur le territoire. Cependant, toutes les structures n’ont pas répondu à nos sollicitations, d’autres nous ont informés que leurs actions de formation n’avaient plus lieu et qu’elles ne pouvaient à ce titre diffuser notre questionnaire ; nous ne pouvons donc ici prétendre à un recensement exhaustif.

Les informations collectées nous permettent néanmoins d’affirmer qu’il existe plusieurs formations à la RDR en milieu festif en Hauts-de-France, pour lesquels le niveau d’informations collectées est divers.

1. Les formations dont nous avons obtenu des informations détaillées

Concernant les formations organisées depuis plusieurs années et de manière récurrente, nous avons facilement pu prendre contact avec les responsables de formation.

La formation « organisateurs d’évènements festifs » mise en place par Spiritek comporte différents modules : un module généraliste, sur les bases en RDR en milieux festifs, ainsi que des modules plus spécialisés (sur les produits psychoactifs, les NPS, la sensibilisation aux risques auditifs, les aspects juridiques...). Le module généraliste est organisé de manière récurrente, à dates fixes ou à la demande (par exemple celle d’un collectif d’organisateur de soirées). D’une durée de 3h, elle a lieu en soirée dans les locaux de l’association. Elle aborde de manière transversale la connaissance des produits, ses modes de consommation, ainsi que de nombreux conseils pour réduire les risques en soirée. Participative et interactive, elle a pour objectif de transmettre, mais aussi de permettre à chacun de partager ses connaissances, expériences et questionnements.

La formation attestation soirée responsable mise en place par l'université de Lille - SUMPPS : rendue obligatoire pour les organisateurs de soirées étudiantes, elle est gratuite, d'une durée de 4h, centrée sur l'identification des risques en milieu festif et la capacité à les réduire (connaissance des produits, gestion des conflits, gestes de premiers secours, aspects juridiques...), et a lieu sur l'ensemble des campus de l'université de Lille.

2. Les formations dont nous avons obtenu des informations partielles

Il existe d'autres formations et actions de sensibilisation, parmi elles nous comptons plusieurs formations de secourisme, appliquées au milieu festif, ou comportant un volet spécifique sur la RDR (parfois animées conjointement avec un acteur spécialisé sur la RDR, comme Spiritek). Elles nous ont été mentionnées, par les différents acteurs interrogés ou dans le questionnaire diffusé, mais nous n'avons que peu ou pas d'informations complémentaires sur leur organisation et leur contenu :

- la Croix rouge dispense une « initiation à la réduction des risques » (IRR) ;
- la FFSS59 (Fédération Française de Sauvetage et de Secourisme, Comité départemental du Nord). Il s'agit d'une formation aux secours et à la protection civile, notamment dans le cadre de manifestations rassemblant du public ;
- la LMDE (La Mutuelle Des Etudiants) ;
- l'association Briques, Arts et Musique Productions ;
- la FAGE (Fédération des Associations Générales Etudiantes), qui réalise des actions de sensibilisation et de prévention et a mis en place une Charte « Soirée Etudiante Responsable ».

Malgré ce travail de prospection, nous n'avons recensé aucune formation sur le territoire de la Picardie.

3. La diffusion du questionnaire

Afin de compléter la diffusion du questionnaire auprès des personnes formées, nous avons également pris contact avec les structures suivantes, qui ont pris soin de relayer le questionnaire auprès de leurs adhérents concernés :

- BNEI (Bureau National des Elèves Infirmiers) qui a relayé en région Hauts-de-France ;
- BDE Polytech'Lille et le BNEI (Bureau National des Elèves Ingénieurs), qui dispensent également des formations gratuites en collaboration avec les BDE, mais qui n'est pas encore mise en place en Hauts-de-France ;
- délégation régionale de la Fédération Addiction.

Le questionnaire a été mis en ligne début juin 2019, et nous avons collecté des réponses jusque fin août 2019 ; tout en relançant à plusieurs reprises les différents responsables de formation avec lesquels nous étions en lien. Pour des raisons réglementaires⁴¹, le questionnaire a été diffusé directement par les formateurs auprès des personnes formées au cours des deux dernières années.

⁴¹ En respect du RGPD, nous n'avons pas accès aux coordonnées des personnes formées.

Au total, 74 personnes ont répondu au questionnaire. La grande majorité a répondu à l'ensemble des questions mais une quinzaine n'ont répondu que partiellement au questionnaire (de 30% à 85%), certains des résultats présentés ci-dessous ne concernent donc pas la totalité des répondants au questionnaire.

4. Le profil des répondants

Sur l'ensemble des répondants :

- 59 personnes ont été formées par Spiritek ;
- 6 personnes par d'autres organismes (SUMPPS, FFSS59, BNEI, Brique, Art et Musique productions, LMDE) ;
- 7 personnes ont été formées par plusieurs organismes ;
- 2 ne se souvenaient plus de l'organisme de formation.

L'importance du nombre de répondants formés par Spiritek est liée au fait que ce soit l'organisme de formation le plus visible et actif sur le sujet dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais et qu'il est lui-même formateur de plusieurs structures dispensant actuellement des formations et sensibilisations sur la RDR en milieu festif.

Parmi les répondants ayant renseigné leur sexe, on trouve deux tiers d'hommes, et un tiers de femmes. La personne la plus âgée avait 49 ans, la personne la plus jeune 20 ans. Si la moyenne d'âge des répondants est de 27 ans, la médiane se situe elle à 24 ans, ce qui montre que si les formations attirent des personnes de tout âge, la majorité des personnes formées sont plutôt jeunes. Nous retrouvons cette tendance si l'on s'intéresse au type de structures auxquelles appartiennent les répondants : si près d'un tiers des répondants déclarent appartenir, être actifs au sein de plusieurs structures, le premier type de structure cité est « BDE ou autre association étudiante » (environ un tiers des répondants). Si le profil majoritaire des répondants est un homme, jeune, étudiant et engagé bénévolement auprès d'un BDE ou d'une autre association étudiante, nous avons également quelques professionnels du milieu festif ou issus d'autres secteurs d'activités.

Près de deux tiers des formations suivies ont duré 3h, environ 16% moins de deux heures, et quelques-unes se sont déroulées sur un ou deux jours. Les formations suivies sont donc majoritairement des formations courtes.

De manière synthétique, environ un tiers des répondants a suivi une formation il y a moins de 6 mois, un autre tiers entre six mois et un an, et un dernier tiers entre un et deux ans (Figure 13).

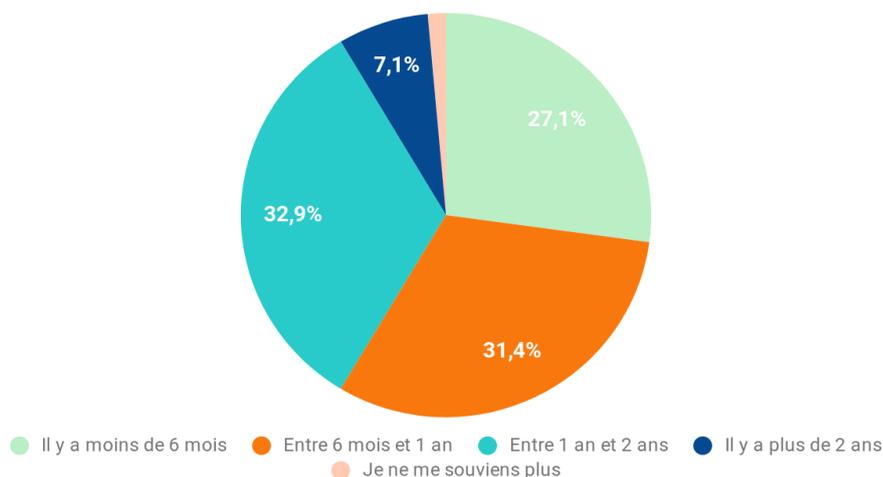


Figure 13. Durée écoulée depuis la dernière formation des répondants

Pour près de 70 % des répondants, la dernière formation suivie était la première. Le reste des répondants avait déjà suivi d'autres formations sur la RDR en milieu festif par le passé. Pour une majorité des répondants, la formation n'était pas destinée à un public en particulier.

5. La communication et les canaux d'information autour de la formation

Le graphique ci-dessous (Figure 14) montre la répartition des moyens par lesquels les répondants au questionnaire ont pris connaissance des formations suivies.

Comment avez-vous été informé-e de cette formation ?

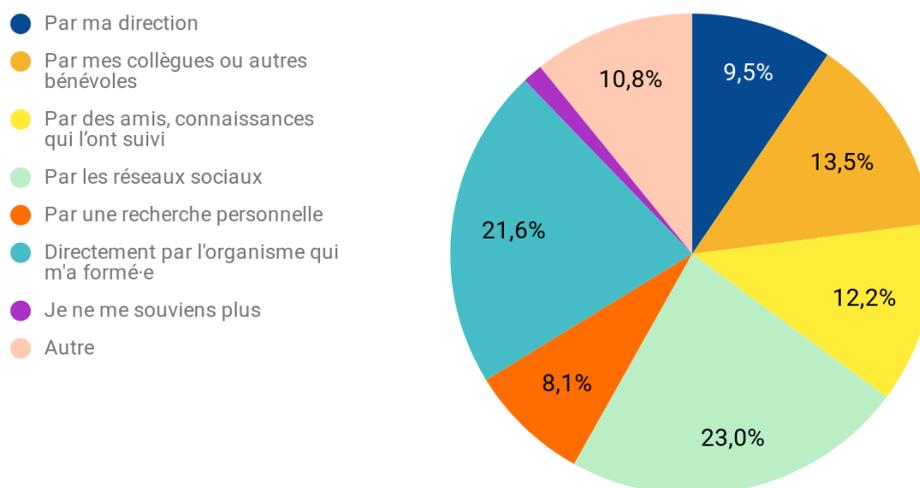


Figure 14. Présentation des canaux d'informations des formations suivies

Nombreuses sont les personnes ayant pris connaissance des formations par les réseaux sociaux, et directement par l'organisme formateur, lors d'une rencontre sur un événement ou autre. Ce sont donc les canaux d'information privilégiés par le public. La communication via les réseaux sociaux et la présence aux événements festif apparaissent alors comme primordiaux. Ce sont ensuite les amis et collègues qui semblent être vecteurs d'informations sur les formations proposées. Les discussions

entre pairs ou le bouche-à-oreille prennent alors une place importante. Pour les personnes travaillant dans le milieu de la RDR, ces formations sont parfois proposées directement par les directions, dans l'optique d'acquérir des compétences pouvant bénéficier directement aux structures. Enfin, quelques personnes ont pris connaissance des formations proposées via diverses associations ou via la faculté ou les BDE, ce qui correspond à la catégorie « autre » dans le schéma ci-dessus.

6. Les différents modules de formation suivis

Le graphique ci-dessous donne un aperçu des modules de formation les plus souvent suivis par les répondants. Nous pouvons y voir que le module concernant la connaissance des produits et des risques associés, et le module concernant la connaissance des pratiques de consommation et du matériel de réduction des risques sont les plus suivis. Tout en gardant en tête que plusieurs réponses étaient possibles pour cette question (car certains répondant ont suivi plusieurs formations), nous remarquons que les modules concernant la santé sexuelle, la santé auditive, l'écoute et la relation d'aide, la gestion des situations d'urgence, ont été suivis pour environ 50 % des répondants. Les modules sur la gestion de situations spécifiques (personnes mineures, avec troubles psychiques ou en refus d'assistance, etc.) et sur la législation concernant le milieu festif n'ont été suivis que pour environ 35 % des répondants, il s'agit donc des modules les moins suivis, peut-être parce qu'ils véhiculent des connaissances plus spécifiques, donc plus adaptées à des situations particulières. Au contraire, les modules sur la connaissance des produits sont plus généraux donc peuvent convenir à une plus grande diversité de contextes et demandes.

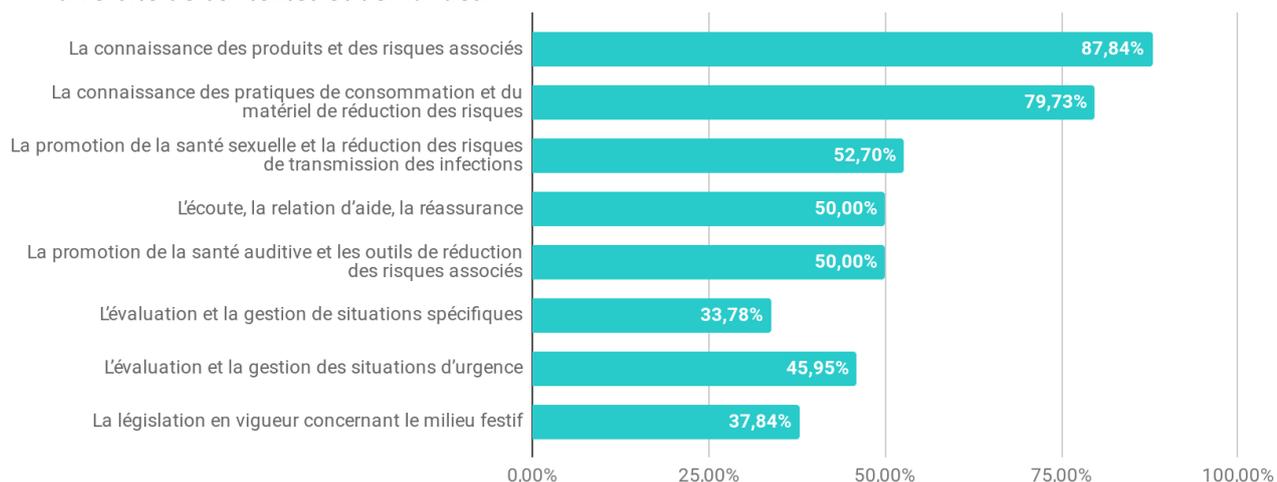


Figure 15. Répartition des différents modules de formation suivis

II. Les apports de la formation

1. Perception générale de la formation

Au travers du questionnaire en ligne, nous avons cherché à évaluer la perception et la satisfaction de notre panel concernant les formations dispensées.

Les résultats nous montrent que les formations ont été perçues de manière positive puisque la majorité des répondants estime qu'elles leur ont permis d'apprendre de nouvelles choses (Figure 16). Le reste estime que même si de nouvelles connaissances n'ont pas été apportées, les connaissances déjà acquises par le passé ont été mises à jour. Le graphique ci-dessous montre la répartition des réponses à la question : « Estimez-vous avoir appris de nouvelles choses ? »

Estimez-vous avoir appris de nouvelles choses ?

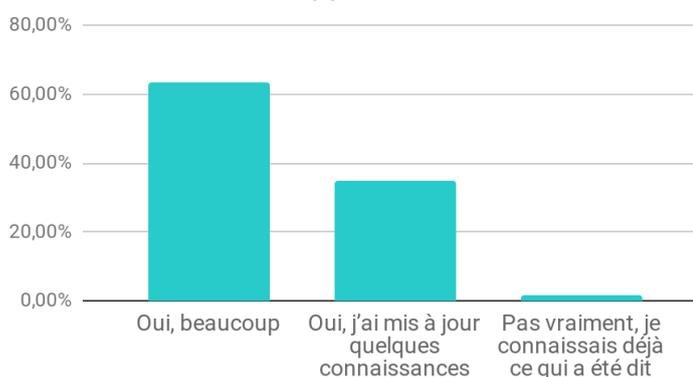


Figure 16. Répartition des personnes considérant avoir appris de nouvelles choses au cours de la formation

2. Usages directs et indirects de la formation dans ses pratiques professionnelles ou bénévoles

Au-delà de l'acquisition de nouvelles connaissances, plus de 95% des personnes formées considèrent que la formation a eu une influence sur leur travail ou activité bénévole (Figure 17). Près de la moitié des répondants estime que celles-ci ont une influence quotidienne sur leur travail, et près de 40 % mettent en pratique ces connaissances de temps en temps. Les connaissances transmises lors des formations ont donc une utilité pratique pour une grande majorité de notre panel et elles ont influencé positivement leurs pratiques quotidiennes.

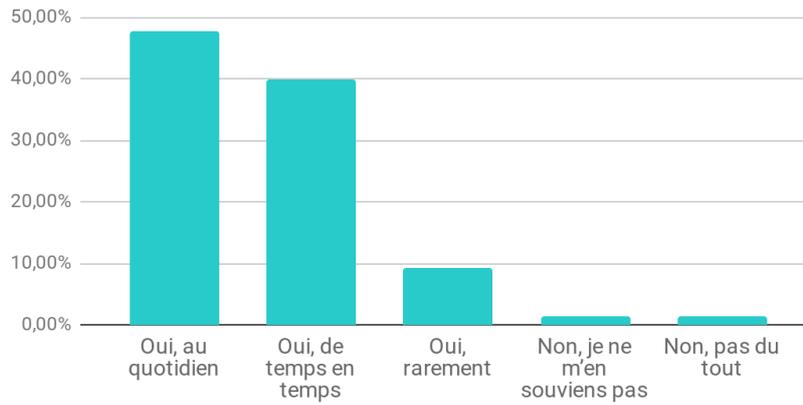


Figure 17. Influence de la formation sur le travail ou l'activité bénévole

Les courbes suivantes (Figure 18) montrent le niveau de connaissance estimé par les répondants avant et après la formation. Nous y voyons une nette augmentation suite à la formation. Sur une échelle de 0 à 10, la moyenne se situe à 8 après la formation, contre 5 avant. Le niveau maximum n'est que rarement estimé, car beaucoup estiment qu'ils doivent encore se former et qu'ils ont encore beaucoup à apprendre sur la réduction des risques. Des bénéfiques à suivre les formations proposées, en termes de connaissances, sont donc largement exprimés par notre panel.

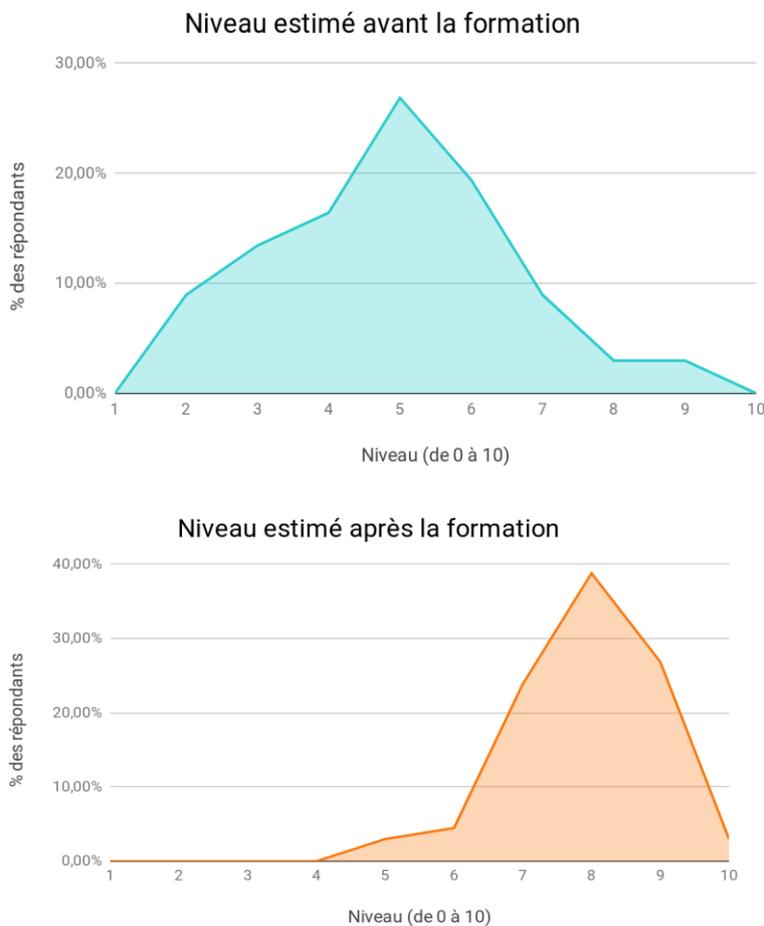


Figure 18. Comparaison du niveau estimé avant et après la formation

3. Usages directs et indirects des outils mis à disposition dans ses pratiques professionnelles ou bénévoles

Concernant l'utilisation, dans la pratique quotidienne, des outils mis à disposition suite à la formation, il apparaît que de nombreuses personnes interrogées les utilisent, chacune à leur manière (Figure 19). Néanmoins, une majorité (plus de 40%) utilise les outils de temps en temps et non quotidiennement. Cela peut s'expliquer par le fait que certaines personnes formées ne se retrouvent pas quotidiennement en situation festive, et donc n'ont pas besoin d'utiliser les outils au quotidien, contrairement à des personnes dont l'emploi est lié au milieu festif par exemple. Cependant, plus de 30 % les utilisent tous les jours, ce qui reste un chiffre important. Cela nous montre que les formations, même s'il s'agit des premières suivies, permettent une mise en pratique rapidement, grâce aux outils transmis. Qu'ils soient tous utilisés ou en partie, en fonction des contextes et des situations, les outils apparaissent comme très utiles à la pratique quotidienne de notre panel.

Nous avons également cherché à comprendre si le temps écoulé depuis la dernière formation avait une influence sur l'utilisation des outils (autrement dit, utilise-t-on plus fréquemment les outils remis lorsqu'on sort juste de la formation, ou à plus long terme, lorsque les occasions de les utiliser se sont multipliées ?), mais le panel étant de petite taille, les tests statistiques appliqués n'ont pas donné de résultat concluant. En revanche, si nous observons la distribution des réponses concernant l'usage des outils à l'issue d'une formation il y a moins de 6 mois, il y a moins d'un an et il y a moins de 2 ans, les résultats sont globalement similaires. Autrement dit, la durée depuis laquelle la formation a été suivie ne semble pas influencer significativement l'usage des outils mis à disposition.

Avez-vous déjà utilisé les outils mis à votre disposition suite à la formation ?

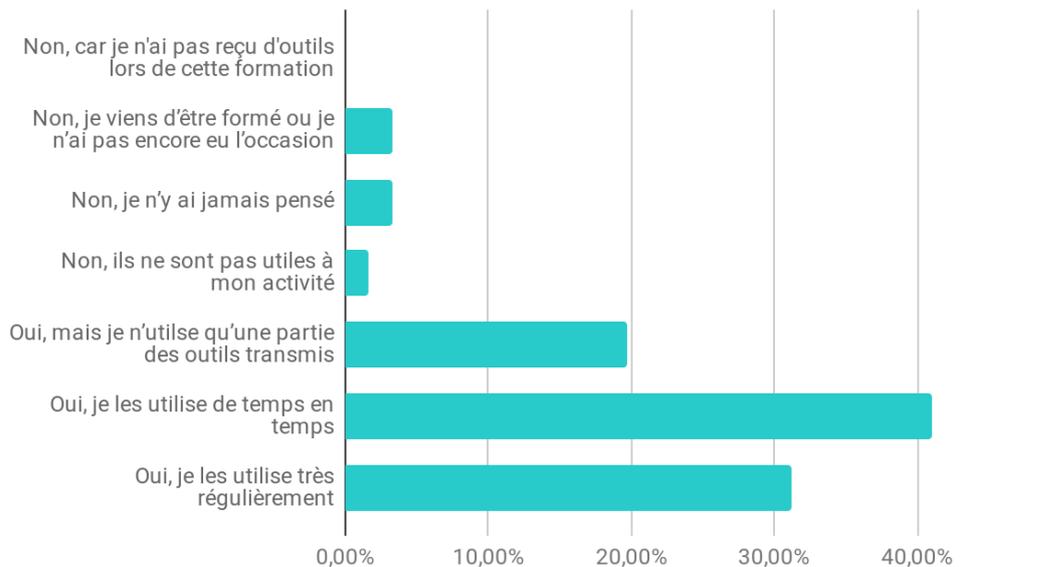


Figure 19. Tableau présentant la répartition des personnes ayant utilisé des outils à l'issue de la formation

4. L'orientation vers des structures adaptées

L'orientation vers des structures adaptées n'est pas l'objectif initial des formations à destination de tous types de public. Cependant, lorsque l'on demande aux personnes formées s'il leur est déjà arrivé d'orienter une personne vers une structure de soin, une grande majorité (environ 60%) nous indique que oui (Figure 20).

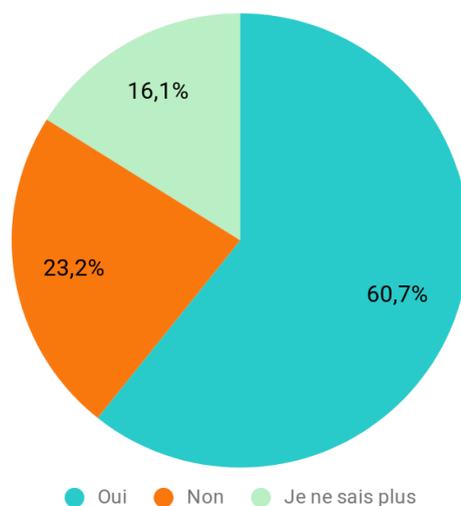


Figure 20. Orientation vers des structures adaptées

Les raisons et les contextes de ces orientations ont parfois été décrits dans des espaces de libre expression dédiés à ce sujet dans le questionnaire, que nous présentons dans la Figure 21. Nous voyons ici que, parmi les personnes ayant assisté à une formation, nombreuses sont celles ayant déjà orienté un pair vers une structure adaptée ; en revanche, cette orientation peut être liée à la fois à une sensibilité et une connaissance de la thématique de la RDR, ce qui a été renforcé par le fait d'avoir assisté à la formation, mais n'est pas forcément directement lié au fait d'avoir suivi une formation sur le sujet.

Les orientations entre pairs en milieu festif

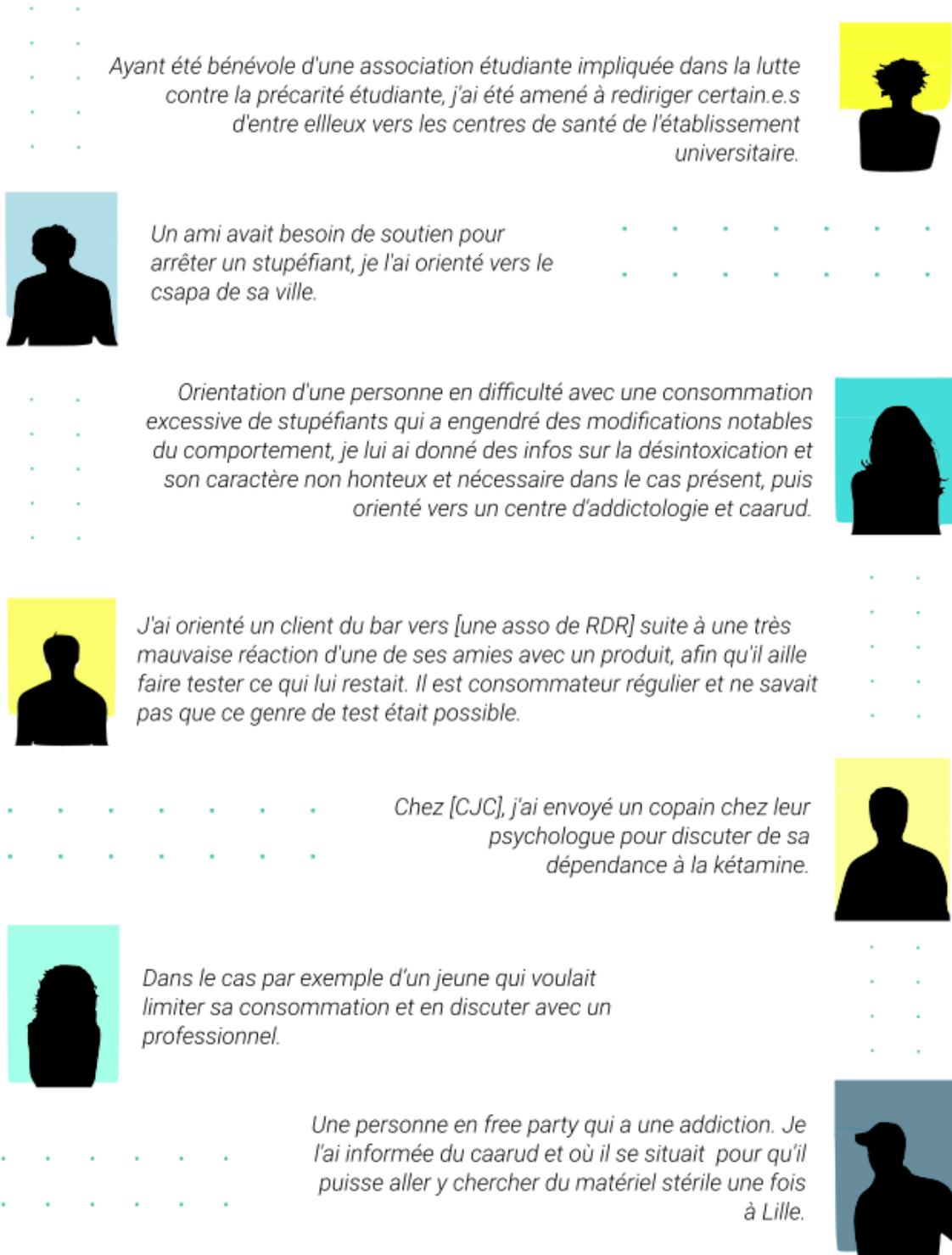


Figure 21. Extraits d'entretiens illustrant les situations d'orientation entre pairs

III. Vers de nouveaux acteurs de la RDR en milieu festif ?

Ces différents témoignages nous montrent que certains professionnels et bénévoles formés deviennent de véritables acteurs de la RDR à l'issue de la formation, confirmant ainsi le message véhiculé sur le site internet de l'une des associations formatrices : « chaque personne formée devient ensuite un ambassadeur dans son environnement pour porter des messages de réduction des risques ». La formation a parfois été un tremplin, une ouverture vers les pratiques de RDR ou de prévention, ou une simple étape dans un parcours personnel ou professionnel déjà orienté vers la philosophie et les pratiques de la RDR.

Pour aller plus loin dans la compréhension et l'analyse des données issues du questionnaire, nous avons effectué des entretiens semi-directifs d'une durée variant entre 30 minutes et 1h avec 5 personnes volontaires parmi les personnes interrogées, que nous avons contactées en fonction de la diversité de leurs profils (les prénoms ont été modifiés) :

- Anne, travailleuse sociale en addictologie ;
- Jules & Jim, bénévoles dans une association de RDR ;
- Denis, militant LGBTQI+ ;
- Sophie, bénévole dans une association de RDR ;
- Camélia, responsable de la communication dans un BDE.

Nous proposons ici un focus sur des éléments spécifiques de leur expérience ou de leur trajectoire, qui nous permettent de révéler de nouvelles pratiques ou postures vis-à-vis de la RDR, qu'il nous semble utile de faire remonter dans le cadre de cette étude.

1. Passer d'un monde à l'autre : la « double casquette » des organisateurs de soirée et bénévoles de la RDR en milieu festif

Les différents témoignages recueillis (ainsi que ceux présentés Figure 21) nous montrent une facilité, pour ces personnes, à passer de la posture de non-jugement de la RDR, à celle de la prévention, ou même de l'orientation vers le soin, notamment car ils possèdent une « double casquette » : festivalier, fêtard d'un côté, et de l'autre personne formée à la RDR, à la fois pour eux-mêmes, mais aussi pour les autres, comme nous l'explique une des personnes interrogées :

« C'est bien de faire des donneurs de leçons mais si toi-même tu ne sais pas de quoi tu parles ça sert à rien puisque avant cette formation et même encore après j'ai encore des lacunes j'en avais d'autant plus avant mais aujourd'hui... c'est donc à double 'profit', c'est à la fois pour en parler autour de moi mais aussi pour encore une fois mon expérience future. » (Jules)

D'autres revendiquent également l'importance de la connaissance des produits à la fois pour mieux comprendre les usagers, mais aussi pour mieux les accompagner :

« C'est compliqué de le comprendre sans en avoir consommé, je crois vraiment ne pas me tromper en disant ça. Après ça n'empêche pas qu'il y ait du personnel de santé, des éducateurs et tout qui font du très bon travail de prévention etc. sans avoir consommé de drogues (..) mais sans avoir vécu certaines choses on ne peut pas les ressentir autrement ». (Sophie)

2. Inventer de nouvelles pratiques de RDR

A l'issue de formations, et suite à diverses expériences festives, Jules et Jim nous ont par exemple expliqué mettre régulièrement une trousse avec du matériel de RDR à disposition des usagers sur des festivals ou *free parties* pour lesquelles aucun stand de RDR n'était prévu. Mobilisant le matériel gratuit mis à disposition par une association, ils remplissent régulièrement cette trousse, qu'ils accrochent à leur véhicule, et éclairent avec une petite guirlande pour qu'elle puisse être visible.

« c'est celui auquel est accroché à la voiture (...). Je vois les gens qui s'approchent du coup 'Bonsoir...' en *free party* le contact se fait beaucoup plus facilement. En festival c'est pareil. Le contact se fait facilement (...). Après j'ai envie d'acheter une petite épingle avec un truc marqué 'Servez-vous' dessus (...). Justement ça attire les gens, on a déjà quelques petites guirlandes et même quand je ne savais pas les gens, ils s'approchaient quand même et ils regardaient. » (Jules)

Si la trousse est régulièrement vidée à l'issue de la soirée, montrant ainsi l'efficacité de ce dispositif, Jules et Jim pensent l'améliorer en le rendant plus visible, notamment avec un panneau, une indication qui expliquerait l'usage de ce matériel et ôterait tout éventuel doute sur la mise à disposition gratuite. Si les acteurs de la RDR connaissent généralement ce type de pratiques, car ils communiquent régulièrement avec les équipes bénévoles, elles ne sont toutefois pas toujours recensées (en dehors du matériel mis à disposition).

3. Parfois, un tremplin vers une posture professionnelle

Nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'engagement dans la RDR amène également de nouvelles vocations, avec le passage du statut de festivalier / consommateur à celui de bénévole, et parfois même à celui de professionnel en lien avec les pratiques de RDR (travailleurs sociaux, organisation d'événements festifs et culturels, etc.). La formation n'est bien sûr qu'une étape dans ce processus, et ne peut être considérée comme l'unique facteur déclenchant ces vocations, mais elle en fait partie.

« J'étais bénévole et je travaille de façon un peu informelle. C'était moi qui avais demandé, je peux regarder, je peux voir et puis ils m'ont dit oui. (...) Les formateurs m'ont proposé des formations et m'ont orienté mais au départ c'était une envie d'apprendre et puis je ne pensais pas qu'un jour je travaillerai en addictologie et aujourd'hui je travaille dedans. » (Anne)
« Et du coup j'ai rencontré et assez vite on s'est mis à faire des actions à faire des actions avec eux et puis à faire pas mal de choses du festif, des concerts, des choses illégales, des choses légales et puis finalement je suis rentrée salariée dans cette association-là. » (Sophie)

« je suis maintenant je suis étudiant donc en culture et... moi-même je souhaite organiser plus tard des événements festifs, et donc j'étais je me sentais quelque part obligé d'avoir cette formation (...), plus disons aussi par soucis professionnel... (Jules)

IV. Les freins et leviers des actions de sensibilisation et de formation

De nombreux éléments ont déjà été soulevés dans ce chapitre concernant les impacts des formations et actions de sensibilisation, mais aussi sur les freins et leviers qu'elles comportent. Nous proposons ici de compléter ces éléments avec d'autres qui nous ont directement été soulevés par les personnes interrogées en entretiens, et compilés (Figure 22).

LEVIERS	FREINS
<p>Un discours porté par des jeunes pour des jeunes = identification facilitée <i>Camélia : « Je trouve qu'à notre âge, on a besoin d'être informés, sauf que quand c'est des adultes qui nous informent en réalité on n'écoute qu'à moitié, alors que quand c'est des gens de notre âge qui nous informent, là on prend beaucoup plus conscience des conséquences, et je ne sais pas, ça m'intéressait »</i></p>	<p>Visibilité des formations plus discrète auprès des associatifs LGBTQI+ <i>Denis : « Non ce n'est pas trop connu. Après, je sais que l'association vise plutôt les plus jeunes, et notamment les étudiants(..) Et comme c'est un milieu que je ne fréquente pas, je ne saurais pas trop vous dire. »</i></p>
<p>Les personnes formées sont elles-mêmes usagères du milieu festif donc vont avoir un rôle ressource dans les lieux qu'elles fréquentent : <i>Camélia : « Quand quelqu'un ne va pas bien en soirée, avant je ne savais pas trop comment réagir, et maintenant je sais comment lui parler ou je sais comment le mettre pour ne pas qu'il vomisse, des choses comme ça. Je trouve ça bien, dans la vie de tous les jours je l'utilise »</i></p>	<p>Education sexuelle et prévention des comportements sexistes et violents pas assez présente dans les enjeux des formations RDR. <i>Jim : « Je ne sais pas mais sur justement la sensibilisation des organisateurs de soirée à des gestes qui peuvent être parfois dépassés d'homme/ Femme que ce soit dans des rapports sexuels. (..)Moi j'ai trouvé que sur la formation il y avait un peu de lacunes vis à vis de ça. Même sur le fait que dire sortez couverts de trucs comme ça. Mais je n'ai pas l'impression que c'est ce qui revient le plus alors que c'était le VIH n'a toujours pas disparu bien au contraire ».</i></p>
<p>Les formations facilitent la gestion des situations à risque sur le moment T <i>Denis : « Je suis sûr que ça a évité des drames »</i></p>	
<p>Jouer sur le côté ludique dans la communication, utiliser les réseaux sociaux pour communiquer sur les formations : <i>Camélia : « Les personnes en-dessous de 2000 c'est Instagram, au-dessus c'est Facebook »</i></p>	

Figure 22. Tableau présentant quelques-uns des freins et leviers à la formation soulevés lors des entretiens

V. Conclusion

Nous observons ainsi une grande déclinaison des connaissances et impacts liés à une formation en réduction des risques. Bien que l'impact immédiat de la formation soit mesurable en termes notamment d'acquisition de nouvelles connaissances et pratiques et de mobilisation du matériel, il est plus difficile d'en évaluer la portée à moyen et long terme dans les pratiques de chaque individu. Nous observons notamment de nouvelles postures et pratiques de RDR « invisibles », des pratiques d'orientation vers le soin, qui nous ont toutes été remontées dans le cadre de cette évaluation des formations, mais qui ont également été mentionnées à d'autres moments de l'enquête.

Enfin, la diversité des compétences associatives et la multiplicité des parcours témoignent d'une volonté grandissante d'étendre la réduction des risques à d'autres publics, en tant que discours et stratégie.

CHAPITRE 4 - MISSION 2 : Proposer une méthodologie d'évaluation d'impact de la RDR en milieu festif

L'objet de ce chapitre est de proposer une méthodologie évaluative d'impact des actions de RDR adaptée au public jeune en milieu festif et réalisable et transposable par les acteurs de la RDR.

Afin de construire cette méthodologie, il convenait de définir deux choses :

- les domaines à interroger pour évaluer l'impact d'une action ;
- les indicateurs, outils et méthodes facilement utilisables par les acteurs de prévention.

Pour y arriver, nous avons interrogé, durant les entretiens réalisés pour la mission I, les différents acteurs sur ce qu'est pour eux l'impact de la RDR et l'évaluation à mettre en place.

Nous avons par ailleurs nous-même testé différentes méthodes durant l'enquête pour en questionner la pertinence, l'adaptabilité en milieu festif et la transposabilité aux acteurs de RDR en festif.

Pour finir, nous avons réuni 15 acteurs de la région le 18 septembre dernier pour un atelier participatif de co-construction afin de valider les indicateurs et les outils d'évaluation à mettre en place.

Nous proposons pour commencer ce chapitre de nous arrêter sur ce qu'est l'impact selon les acteurs de la RDR d'une part, et selon la méthodologie d'évaluation d'autre part, afin, en croisant les deux, d'aboutir aux axes d'évaluation de la RDR en milieu festif à mettre en place.

En suivant la même logique, nous nous intéresserons aux indicateurs et outils à mobiliser pour réaliser une évaluation d'impact. Afin de retenir ce qui nous semble le plus adapté et transposable, nous nous pencherons aussi sur les limites et freins qu'implique une telle méthodologie et le contexte de la RDR en milieu festif auprès des jeunes.

Pour finir, la dernière partie relatera le travail réalisé en atelier participatif et présentera les indicateurs et outils co-construits pour évaluer les actions de RDR en milieu festif.

I. L'impact

1. L'impact selon les acteurs de RDR interrogés

a. Impact direct et impact indirect

Si en méthodologie de projet, objectif et impact renvoient à deux notions différentes (cf. point suivant), les enquêtés ne les distinguent pas forcément. Ainsi on a pu voir que quand on interroge les acteurs sur la définition et les objectifs de la RDR, certains acteurs répondent spontanément en parlant d'impact. Ils distinguent alors différents niveaux d'impacts dans leurs discours. Il y a tout d'abord l'impact « direct », dit aussi « l'objectif premier, qui est la limitation des risques et, ensuite l'impact « indirect », à plus long terme, qui est le développement de la capacité d'agir, de l'empowerment.

Ensuite, quand on les interroge spécifiquement sur la notion d'impact, certains distinguent alors l'objectif de limiter les risques au moment T à l'impact qui est de développer l'empowerment. C'est alors le temps qui différencie la notion d'impact à celle d'objectif.

OBJECTIF PREMIER	=>	IMPACT A PLUS LONG TERME
Limiter les risques au moment T	=>	Changer les pratiques à plus long terme
Intégration du message au moment T	=>	Diffusion du message entre pairs
Faire réfléchir au moment T	=>	Développer la capacité à se poser les bonnes questions pour faire des choix adaptés.

b. Zoom « parcours de prévention »

Plusieurs acteurs resituent l'action de RDR dans l'ensemble des actions de prévention, sensibilisation, promotion de la santé qu'a pu avoir l'individu dans sa vie. Ils soulignent ainsi que l'action de RDR est une pierre parmi d'autres sur un chemin sur lequel marche l'individu. L'effet de l'action de RDR ne peut être alors être isolé des autres actions de prévention, promotion de santé.

« C'est important de restituer l'action de réduction des risques dans l'ensemble du système des actions de prévention. (...) c'est aussi important que la prévention des risques en milieu festif elle se fait aussi par plein d'autres professionnels qui n'ont pas à avoir avec l'addictologie en fait. ». [Acteur-riche de RDR]

Ce point est important car comme on le verra plus tard, un des enjeux d'une évaluation d'impact est de délimiter l'impact dû à une action des autres actions. Ici se pose donc la question comment isoler l'impact de la RDR en festif des autres actions de RDR ou de prévention ?

2. L'impact selon la méthodologie d'évaluation de projet.

En méthodologie de projet, une évaluation peut porter sur différents axes :

- l'évaluation de résultats ou d'efficacité qui mesure les résultats attendus de l'action en fonction des objectifs fixés (font aussi souvent partie de cette évaluation, l'évaluation de la participation et de la satisfaction du public cible) ;
- l'évaluation de processus, qui mesure les moyens utilisés pour réaliser l'action (humain, matériel, financier, temporel) ainsi que les éléments contextuels. Lorsque l'évaluation de processus est liée à l'évaluation de résultats, on parle d'évaluation d'efficience ;
- l'évaluation d'impact ou d'effets porte sur tout ce qui n'a pas été pensé au préalable et qui pourtant se réalise (positivement et/négativement suite à l'action).

ZOOM SUR L'IMPACT

Une évaluation globale et complète prend en compte l'ensemble de ces axes. L'évaluation d'impact nécessite donc d'aller plus loin que l'action elle-même. En effet, comme indiqué dans le CCTP « Une évaluation des impacts a pour objectif de rendre compte des changements directs ou indirects, positifs ou négatifs, imprévus dans les objectifs initiaux et concernant la population cible. C'est l'ensemble des changements significatifs et durables dans la vie et l'environnement des personnes ayant un lien de causalité avec les projets déployés. »

S'il y a bien la question du temps dans la notion d'impact, qui se juge après la fin du projet, « changements significatifs et durables dans la vie et l'environnement des personnes », ce qui distingue, en méthodologie de projet, l'impact de l'objectif c'est aussi et principalement l'aspect inattendu de ou des effets de l'action.

De plus, « les changements significatifs et durables » peuvent être de divers ordres : économique, social, familial, professionnel, psychologique, sanitaire, etc. Pour analyser l'impact, il faut donc pouvoir accéder ou créer des indicateurs qui couvrent ces différents domaines.

Il ne s'agit pas non plus de comparer « simplement » une situation avant et après une action et de faire la liste des modifications, mais bien de déterminer les liens de causalité des changements observés pour les relier ou non à l'action.

Prévoir l'impact, et l'analyser, est donc difficile, car il ne peut s'agir d'une étude à un moment T mais d'un suivi, pendant lequel de nombreux éléments extérieurs au projet interviennent. Il faut donc

collecter des données les plus larges possibles et les analyser régulièrement, tout en prenant en compte l'intervention d'autres actions.

3. Les domaines à interroger pour une évaluation globale de la RDR en milieu festif.

Si on applique les 3 axes d'évaluation, vus dans le point ci-dessus sur la méthodologie, au sujet qui nous intéresse, c'est à dire la RDR en milieu festif auprès des jeunes, nous aboutissons aux axes suivants :

- L'évaluation de résultats
 - l'objectif de limitation des risques ;
 - l'objectif d'empowerment.
- L'évaluation de processus⁴²
 - les éléments de contexte comme le type d'événement, le lien avec l'organisateur, les autres acteurs présents RDR, secouristes ou non etc ;
 - les moyens humains mobilisés : professionnels / bénévoles pour l'ensemble des étapes nécessaires à l'action : préparation, transport, réalisation, évaluation ;
 - les moyens matériels utilisés : les dispositifs mis en place (stand, tente, *chill out*,...) le matériel de RDR distribué et tout autre objet utile (décoration, bonbon, ...).
- L'évaluation d'Impact revient à interroger tous les autres changements non prévus provoqués par l'action.
 - A ce sujet la question du lien entre action de RDR en milieu festif et file active peut prendre place. Dans la mesure où ce n'est pas un des objectifs attendus de la RDR, y a-t-il au final un lien entre la RDR en milieu festif et les files actives des structures d'aide, de soin (comme CSAPA, CAARUD, CJC), ou encore de dépistage ?

⁴² Ce que font les acteurs quant à leur propre évaluation (cf. chapitre 2) revient principalement à de l'évaluation de processus, autrement dit : décrire les moyens utilisés « le nombre de », avec parfois des éléments de contexte.

II. Point sur les indicateurs et les outils d'évaluation d'impact

1. Propositions des acteurs

Nous avons demandé aux acteurs ce qu'ils proposeraient pour évaluer l'impact des actions de RDR en milieu festif indépendamment des contraintes (les freins et limites sont abordés dans un point ultérieur). Voici ce qu'ils proposent :

- de mesurer les conséquences des risques ;
- d'interroger les jeunes sur les actions de RDR ;
- que les financeurs puissent venir au moins une fois par an sur le terrain ;
- de rajouter une modalité dans le logiciel de saisie concernant l' « origine de la demande » des structures d'aides et de soins ou encore de dépistage.

a. Mesurer les conséquences des risques

Certains acteurs émettent l'idée de recenser le nombre d'accidents, incidents survenus lors d'événements festifs, via les données des secouristes, Planning, Cegidd etc.

« L'impact c'est (...) le nombre de grossesses, le nombre de... Ce serait bien de travailler avec les Cegidd, les centres infectieux d'urgence, les personnes qui reçoivent les jeunes de milieux festifs. » [Acteur-riche de RDR]

« Moi je dirais qu'il faut voir au poste de secours. Qu'est-ce qu'ils ont comme soucis et après on prend en compte. Est-ce qu'il y a une augmentation ? (...) Parce que si on prévient au maximum les risques c'est-à-dire il va y avoir moins d'accident grave. » [Acteur-riche de RDR]

Notons que cette idée nécessite d'avoir accès à ces données, ce qui n'est pas forcément le cas des acteurs de RDR, et donc d'associer les centres de secours, dépistages etc. afin de faire ce recensement. De plus, il conviendrait de pouvoir comparer à d'autres événements festifs où il n'y a pas d'actions de RDR pour mesurer l'impact.

b. L'avis des jeunes.

Afin d'évaluer aussi bien les objectifs décrits de la RDR que les différents impacts possibles, les acteurs questionneraient les jeunes en diffusant un questionnaire. Il s'agit pour les acteurs de questionner les jeunes sur leurs savoirs, leurs pratiques mais aussi sur leur capacité d'agir :

« Je pense qu'il faudrait déjà interroger les jeunes sur ce qu'ils savent sur leurs savoirs sur un produit, une pratique ensuite les questionner sur leurs savoirs être. C'est-à-dire s'ils sont capables de parler avec leurs entourages, leurs potes de ce sujet-là. Et plutôt de savoir faire ce qu'ils iraient spontanément chercher du matos pour avoir une info sur un produit. Moi j'interrogerais ces trois dynamiques là quoi. » [Acteur-riche de RDR]

Concernant une gêne évoquée⁴³ par certains acteurs de remuer les choses par le questionnaire d'évaluation, de revenir sur des sujets délicats ou intimes, certains acteurs proposent, non pas de demander aux jeunes ce qu'ils retiennent de l'échange, mais de demander ce que ça change en eux par rapport à leur savoir, leur perception du risque etc.

⁴³ Point détaillé dans la partie ci-dessous portant sur les freins

« Non on ne demande plus ce qu'ils retiennent. (...) mais on a plus changé le sujet sous la forme de : alors j'ai appris des choses, je me suis posé des questions sur ce que je savais ou croyais savoir. On est plus parti sur ce genre de thèmes pour mieux cerner ce que ça a pu provoquer chez la personne ». [Acteur-riche de RDR]

Quant au bon moment pour faire remplir le questionnaire, les avis divergent entre le faire passer à chaud :

« (...) mais quand même la vraie relation face à face. Je ne trouve rien de mieux quand même parce que tu as des gens qui vont se voiler la face aussi beaucoup en remplissant un questionnaire sur Internet. Ça reste des déclaratifs alors que si t'es en face de moi et qu'en plus je te connais un peu et que ça fait quatre heures que je te vois évoluer en milieu festif avec tes amis etc. Si tu remplis « ne boit pas d'alcool » et que je te vois complètement bourré (...) Et puis on va discuter de ça, être un support en plus t'as pas la discussion un questionnaire. Tu ne peux pas faire juste deux minutes de questionnaire c'est un support quoi à la discussion. [Acteur-riche de RDR]

Ou à froid :

« Je ne pense pas que ce soit des plus pertinents (/passation à chaud). La MDMA est à double sens. Vous allez vous retrouver avec 50 pages. C'est quand même un moment particulier (...) c'est peut-être pour ça que le fait de le remplir via les réseaux sociaux avec un lien sur un doc. Les personnes peuvent remplir ça peut-être plutôt la tête froide, plutôt que dans le feu de l'action. Ça peut être un petit peu plus judicieux. » [Acteur-riche de RDR]

Il s'agirait donc que le questionnaire soit diffusé via un lien et disponible via ce lien quand la personne souhaite le remplir.

D'autres complètent cette proposition par la comparaison à un groupe de jeunes qui ne bénéficierait pas d'action de RDR.

Comment vous l'évalueriez ?

« Questionner les jeunes qui ont peu bénéficié de ces actions-là. Et comparer à groupes qui n'ont pas eu actions ». [Acteur-riche de RDR]

La comparaison à un groupe témoin permet en effet, entre autres, de définir les facteurs de confusion pour faire ressortir les effets réellement dus à l'action.

Un des acteurs propose aussi que le questionnaire soit passé auprès d'un même groupe de jeunes à différentes périodes. Il s'agit donc de réaliser une « cohorte » afin de mesurer le changement.

Cette proposition est aussi pertinente d'un point de vue méthodologique pour évaluer le changement dû à une action.

c. Présence des financeurs en intervention de RDR en milieu festif

Afin de pallier le problème de transmission du réel, dont le off, l'informel propre à la RDR, un des acteurs propose que les financeurs puissent se rendre sur place, être présents au moins une fois par an pour accompagner chaque acteur sur le terrain afin de se rendre compte de la réalité de la RDR en milieu festif « comme c'était le cas au temps des DRASS-DDASS où les médecins inspecteurs se déplaçaient » [Acteur-riche de RDR]

d. Modalités de saisie supplémentaire « origine de la demande »

Afin de tenter de mesurer le lien entre RDR en milieu festif et file active en structures d'aide, d'accompagnement et de soin, des acteurs émettent l'idée de rajouter une modalité de réponse dans le logiciel de ces structures concernant l'« origine de la demande » lors du premier entretien.

En effet, les modalités actuelles proposent : justice, entourage, médecin généraliste par exemple. Aucune modalité ne fait référence à un échange avec un professionnel de RDR lors d'un événement festif. L'idée serait donc de rajouter une modalité de cet ordre dans le logiciel de saisie.

Les professionnels des CSAPA, CJC soulignent quant à eux, que bien qu'intéressante pour la compréhension du lien entre RDR en festif et soin, cette modalité n'est en soit pas utile pour eux dans le cadre de l'accompagnement mise en place avec la personne.

« On ne demande pas aux gens : est-ce que vous avez été à un festival cette année ? Quelle utilité ça a finalement de demander s'il a participé à un festival ou pas ? » Médecin CSAPA

2. La méthodologie d'évaluation d'impact

a. Les outils et méthodes de l'évaluation d'impact

Les évaluations d'impact ont connu un regain d'intérêt depuis une vingtaine d'années, et de nombreuses méthodes se sont développées afin de proposer un cadre d'évaluation qui puisse s'ajuster à la fois aux différents contextes des projets, actions à évaluer (public, privé, types d'acteurs, de bénéficiaires...) et aux objectifs visés.

Le secteur de l'ESS (économie sociale et solidaire) en général, associatif en particulier, sont également concernés par la question de la « mesure et de l'évaluation d'impact social »⁴⁴.

Existe-t-il une spécificité de la mesure de l'impact social dans le secteur de l'ESS ?

En 2011, un groupe de travail sur l'évaluation d'impact social du Conseil supérieur de l'ESS, présidé par Thierry Sibieude (Chaire entrepreneuriat social de l'ESSEC), proposait la définition suivante :
« L'impact social consiste en l'ensemble des conséquences (évolutions, inflexions, changements, ruptures) des activités d'une organisation tant sur ses parties prenantes externes (bénéficiaires, usagers, clients) directes ou indirectes de son territoire et internes (salariés, bénévoles, volontaires), que sur la société en général. »⁴⁵

Il existe quatre grands types d'approches, complémentaires, pour réaliser une évaluation d'impact :

- l'approche par régularité : on cherche à comparer une situation avant et après intervention ;
- l'approche contrefactuelle: on cherche à comparer deux situations, l'une avec et l'autre sans l'intervention ;

⁴⁴ Avise, La Fonda, et le Labo de l'ESS. 2017. « rapport 1. Une approche prospective de la mesure d'impact social », 32 pages.

⁴⁵ Groupe de travail du CSESS sur la mesure de l'impact social, Thierry Sibieude, et Claverie, Céline. 2011. « La mesure de l'impact social. Après le temps des discours, voici venu le temps de l'action ». cité par Avise, La Fonda, et labo de l'ESS : 7

- l'approche par configuration : on observe la combinaison de différents facteurs pour identifier les mécanismes causaux ;
- l'approche par génération : on explore en profondeur les chemins et les mécanismes de génération de l'impact⁴⁶.

Si on peut souligner du coup la pertinence des différentes propositions des acteurs de RDR (cohorte, groupe témoin) qui sont en effet des méthodes adaptées pour évaluer les changements, il convient de se pencher sur ce que ces méthodes impliquent et donc d'en questionner la faisabilité dans le contexte qui nous intéresse : la RDR en milieu festif auprès des jeunes.

b. Les moyens et compétences mobilisés pour réaliser une évaluation d'impact

Si ces différentes méthodes ont été éprouvées, elles ne sont pour autant pas accessibles à tous les acteurs, structures, devant effectuer une évaluation d'impact : « L'évaluation d'impact social, au sens analyse d'une causalité entre l'action et les changements observés, n'est que très rarement réalisée par les acteurs de l'ESS. Cela est généralement très complexe et coûteux à mettre en œuvre du fait de la mobilisation de méthodes s'appuyant sur des raisonnements contrefactuels. »⁴⁷ Plus précisément, à dire d'expert, une évaluation d'impact mobilisant l'approche contrefactuelle et réalisée par des professionnels de l'évaluation coûte, en fonction de ses objectifs et de l'action évaluée, entre 50 000 et 100 000 euros⁴⁸, budget hors de portée de la plupart des structures de l'ESS.

Une seconde difficulté à laquelle sont confrontées les structures de l'ESS, et qui concerne directement les acteurs de la RDR, est la complexité sociale des situations sur lesquelles ils interviennent, ce qui rend difficile l'utilisation des approches cherchant à isoler les facteurs les plus impactants.

Les approches génératives sont alors plus adaptées à ce type de contexte, et notamment l'approche réaliste, car elle « vise à comprendre, à partir d'observations empiriques, une intervention, en s'intéressant spécifiquement aux mécanismes sous-jacents de l'intervention et à l'influence du contexte »⁴⁹. C'est de cette manière que nous avons procédé pour réaliser l'évaluation d'impact qui a fait l'objet de la Mission 1.

Cette démarche nécessite moins de moyens qu'une évaluation par approche contrefactuelle, mais demande néanmoins beaucoup de temps, car l'évaluateur doit recueillir les témoignages des acteurs et des bénéficiaires d'une action, mais également retracer les différents mécanismes de causalité et interactions entre les différents systèmes en présence.

⁴⁶ Quadrant Conseil. « Formation à l'évaluation d'impact », 10 septembre 2019.

⁴⁷ Avise, La Fonda, et le Labo de l'ESS. 2017. « rapport 1. Une approche prospective de la mesure d'impact social » : 8.

⁴⁸ Expert en évaluation de politiques publiques, communication personnelle, septembre 2019.

⁴⁹ Robert, Émilie, et Valéry Ridde. 2013. « L'approche réaliste pour l'évaluation de programmes et la revue systématique : De la théorie à la pratique ». *Mesure et évaluation en éducation* 36, no 3, pp 79-108.

A ce titre, une évaluation d'impact au sens strict, et quel que soit l'approche mobilisée, ne nous semble pas réalisable directement par les acteurs de la RDR, au vu de leurs moyens humains, financiers et techniques. Nous avons donc orienté le travail de la mission 2, dont l'objectif était de proposer une méthodologie évaluative sur l'impact des actions menées sur la population jeune en milieu festif, sur une amélioration et une uniformisation des outils d'évaluation dont disposaient déjà les acteurs de la RDR.

3. Les freins selon les acteurs de RDR

Outre la question de faisabilité que pose la méthodologie de l'évaluation d'impact que nous venons d'exposer, dont la question des moyens, il convient de nous arrêter aussi sur les freins et limites qu'expriment les acteurs quant à l'évaluation, afin de proposer ensuite des outils les plus adaptés possibles.

a. L'état des jeunes dans le contexte festif :

Tout comme pour la réalisation de la RDR, les acteurs évoquent comme difficulté l'état des jeunes dans le contexte festif.

« Il faut faire simple et concis parce que d'une, il ne faut pas oublier que les gens sont dans un moment festif de deux, pour beaucoup sous l'effet de produit donc faire remplir un questionnaire à quelqu'un qui a consommé de la kétamine ou du LSD. Je ne pense pas que ce soit des plus pertinents. La MDMA est à double sens. Vous allez vous retrouver avec 50 pages.» [Acteur-riche de RDR]

Nous-mêmes, pourtant aguerris des enquêtes en terrain difficile, n'avons pas pu réaliser les dix « entretiens de rue » prévus initialement auprès des jeunes lors d'événements festifs. Pour rappel, l'entretien de rue est une méthode hybride située entre la sociologie et le journalisme, inspirée du micro-trottoir, et permettant de collecter des informations ciblées sur un sujet précis, sans solliciter les enquêtés sur le temps long. Le bruit, l'état des jeunes sous produit n'ont pas permis de suivre la grille de l'entretien pourtant courte, ni de renseigner les données sur un support. La réalité de terrain nous amena à réaliser plutôt des échanges rapides que des entretiens de rue, nous les avons donc multipliés afin de pallier le changement de méthode.

b. L'anonymat des personnes rencontrées

Concernant la faisabilité de réaliser une évaluation d'impact en RDR et donc de réaliser un suivi pour recenser et analyser le ou les changement(s) dus à l'action, s'ajoute la question de l'anonymat des personnes rencontrées. Les acteurs de RDR n'ont pas les coordonnées des personnes qu'ils rencontrent en festif et il leur serait délicat de les demander tant les sujets abordés sont intimes voire sensibles (illégalité, sexualité etc.). Il n'est donc pas possible pour eux de les recontacter, de les suivre, dans le cadre d'un suivi de cohorte par exemple.

« fin le caractère confidentiel ne serait plus là et ça moi ça me dérange. » [Acteur-riche de RDR]

« Mais c'est vrai que nous, une de nos spécificités c'est qu'on ne fait pas de suivi donc du coup si on n'a pas de suivi c'est difficile de savoir exactement ça, ce que les personnes font. » Directeur Structure RDR

c. L'évaluation, « pas leur essentiel »

Par ailleurs, certains expliquent qu'ils préfèrent passer plus de temps à faire de la RDR qu'à remplir ou faire remplir des questionnaires d'évaluation, que ce n'est pas « leur essentiel ».

« Des fois je me dis je m'en fous de ce qu'ils entendent du message. L'essentiel c'est qu'ils y montent avec le matos, donc qui montent avec le matériel et après on pourra en parler ou pas. Je ne peux pas aller agresser quelqu'un juste après ces moments d'intimité et lui dire : « Maintenant on va falloir qu'on fasse un débriefing ». Là ce n'est pas possible. Donc ce genre d'étude qu'on nous demande, en tout cas moi je parle à mon nom, où on demande enfin de quantifier en tout cas d'en dire quelque chose et tout. Des fois on se dit non, nous on fait notre boulot sur le coup quoi. (...) c'est notre essentiel. » [Acteur-riche de RDR] terrain

Comme nous avons pu déjà le noter au cours du dossier, la RDR favorise la culture orale, héritage de l'auto-support, pas forcément compatible avec la culture de l'évaluation et du rendu.

d. La gêne

La gêne de demander de remplir un questionnaire est un autre frein qu'expriment certains acteurs tant les entretiens peuvent aborder des sujets intimes ou délicats. Le questionnaire d'évaluation viendrait, selon eux, remuer ce qui a déjà peut être été difficile d'exprimer par le jeune.

« Demander à chaud aux personnes quelles informations elles ont retenues. C'est compliqué. Je trouve que c'est compliqué pour certaines personnes. Ça (*l'entretien*) peut modifier tellement de choses dans la tête qu'elles vont synthétiser en quelques mots... alors tu viens d'être chamboulé dans ta tête, dans tes représentations, dans tes connaissances dans tes... et là : quelle est l'information principale que tu retiens ? » [Acteur-riche de RDR]

« Après c'est plus au vu du contexte, nous on se sent gêné de le faire (...) Alors je suis convaincue que si on le faisait ce serait mine d'or parce que clairement là oui on pourrait évaluer l'impact. Mais ça veut dire qu'il faut qu'on arrête avec la barrière de ce mal à l'aise (...). Dans la réalité ça me semble quand même compliqué même si dans l'idéal il y aurait un impact. » [Acteur-riche de RDR]

« Et ben ce n'est pas aussi anodin que ça en fait de redemander les consommations de quelqu'un dans la durée. Le partage de matériel, les incidences que ça a pu avoir souvent, vous voyez le partage, oui il y a eu maladie, oui il a été soigné, oui ce n'est pas très sympa de le répéter tout le temps. J'ai un peu du mal dans tout ça, la redondance comme ça. » [Acteur-riche de RDR]

e. Les contextes festifs

La question du contexte festif est aussi abordée dans le sens où il y a DES contextes et que toute évaluation n'est pas possible dans tous les contextes, dans tous les types d'événement festif. Il semble par exemple que la passation d'un questionnaire ne soit pas adaptée aux événements courts comme les concerts ou les villages santé. Il est plus pertinent de le proposer en festival (*free* ou non) qui dure sur plusieurs jours.

« En *free party* encore une fois en concert c'est trop rapide en fait. Les gens n'ont pas envie de perdre un quart d'heure d'un concert qu'ils ont payé pour répondre à un questionnaire. En *free party* et là-bas de 20 heures à 15 heures il y a clairement un quart d'heure dans sa soirée où tu peux te permettre de discuter et de répondre à un questionnaire. » [Acteur-riche de RDR]

4. Les méthodes d'évaluation adaptées au contexte de RDR en milieu festif

Si un certain nombre de méthodes permettent de réaliser avec pertinence une évaluation d'impact, elles ne sont pas forcément adaptées ou transposables aux acteurs et au contexte qui nous intéresse. Nous avons ainsi écarté pour le travail de co-construction avec les acteurs de la RDR tout ce qui ne relève pas directement d'eux : le recensement des accidents/incidents par les centres de secours/de dépistage, la modalité de saisie dans le logiciel des centres d'aide, de soins, de dépistage sur l' « origine de la demande », la présence des financeurs lors des événements. Nous ne pouvons pas non plus retenir les propositions de groupe témoin ou cohorte tant ces méthodes nécessitent des compétences spécifiques et moyens importants.

Ainsi, si l'on croise ce que doit être une évaluation globale et les limites et freins qu'elle rencontrerait dans le contexte de la RDR en milieu festif dans l'état actuel des choses, nous avons retenu de travailler avec les acteurs lors de l'atelier participatif sur un certain nombre d'indicateurs ciblés qui nous semblent atteignables par deux outils, simples, adaptables et transposables : une grille pour l'évaluation de processus et un questionnaire pour l'évaluation de résultats.

Afin de proposer une base solide pour l'atelier, nous l'avons préparé de façon à passer du questionnement sur les indicateurs correspondants aux critères recherchés à celui des outils à utiliser pour y accéder. En effet, si l'indicateur est la mesure représentative de la réalité qui permet, par comparaison à une référence, de porter une appréciation sur le critère, l'outil est lui le moyen permettant de mesurer cet indicateur. Ainsi, avant l'atelier nous avons pré construit un tableau, nous servant de trame, reprenant pour chaque axe d'évaluation les indicateurs à interroger et les outils à mettre en place. Vous trouverez ce tableau présenté en annexe.

Comme nous le verrons dans la partie suivante, chaque indicateur et outils ont été discutés avec les acteurs, tout comme les conditions d'utilisation.

III. La co-construction

1. L'atelier : objectifs et déroulé

L'objectif de l'atelier était d'établir collectivement une méthodologie d'évaluation d'impact des actions de réduction des risques (RDR) en Hauts-de-France. L'atelier s'est déroulé le 18 septembre sur une après-midi, encadré par Ô MANA et Sociotopie. Les acteurs contactés pour participer à l'atelier se sont largement mobilisés, puisque le maximum prévu, 15 participants, a été atteint. L'ensemble était représentatif de la variété des acteurs de la RDR en Hauts-de-France, et même d'autres régions : 12 structures étaient présentes, basées sur la métropole lilloise, en Picardie, en Normandie et en Belgique, ainsi qu'un gérant de bar et un jeune fréquentant le milieu festif. Cette variété a permis la prise en compte des voix de chaque type de structure, chacune ayant son expérience du milieu festif et ses spécificités, aboutissant donc à une méthodologie d'évaluation générale.

L'après-midi a débuté par une présentation en plénière pour recontextualiser l'atelier, donner quelques résultats de la mission 1 nécessaires à l'atelier, définir quelques termes clés et présenter le déroulé de l'après-midi (Figure 23) :

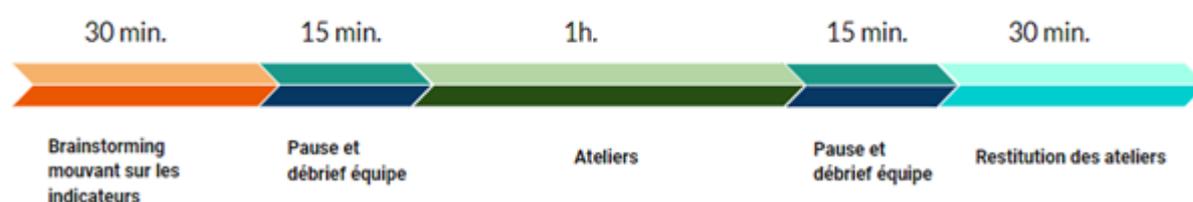


Figure 23. Timeline de l'atelier

L'atelier a commencé par ce que nous avons appelé un « brainstorming mouvant » (Figure 24). L'objectif était de travailler sur les indicateurs propices à interroger par type d'évaluation, chacun étant issu des propositions et réflexions recueillies durant les entretiens. Chaque participant était libre de circuler entre les panneaux et devait déterminer quel indicateur lui paraissait le plus important, ou ajouter éventuellement des indicateurs manquants. Les participants ont profité de cette occasion pour échanger et débattre vivement entre eux, et ainsi réfléchir collectivement à chaque type d'évaluation proposé.



Figure 24. Participants durant le "brainstorming mouvant"

La deuxième partie de l'après-midi a été consacrée aux trois ateliers de co-construction. Le premier portait sur une grille d'évaluation de l'action de RDR en milieu festif, le deuxième sur un questionnaire d'évaluation de l'impact des actions de RDR sur les usagers et le troisième sur la saisie et l'analyse des données récoltées.

2. Atelier grille

L'atelier autour de l'outil « Grille » a réuni quatre participants du milieu de la RDR. L'objectif était d'une part, se mettre d'accord, suite au brainstorming mouvant, sur les indicateurs à interroger pour améliorer l'évaluation de processus et d'autre part, travailler sur les modalités de la grille afin qu'elle permette d'y répondre.

Pour ce faire, nous avons tout d'abord repris les éléments du brainstorming mouvant afin de définir les indicateurs à utiliser pour rendre compte et évaluer au mieux :

- les éléments de contexte concernant : l'événement, la préparation, le lien avec l'organisateur, avec les autres acteurs présents, etc ;
- les moyens mobilisés : moyens humains (bénévoles et professionnels selon le déroulé de l'action : préparation, transport, réalisation, évaluation) et matériels : dispositifs mis en place (stand, *chill out*, *relax zone*, maraude) et outils de RDR ;
- les actions réalisées : types d'échange avec le public, thématiques abordées etc.

EVALUATION DE PROCESSUS (1)		
QUOI	INDICATEURS	COMMENTAIRES
Événement	<ul style="list-style-type: none"> DATE Type d'événement Nom de l'événement Territoire géographique TYPE 	(+ TABLE) + Topographie du lieu
Organisateur	<ul style="list-style-type: none"> Type d'événement Nom de l'organisateur Lien avec l'organisateur ↳ Place de liberté 	<ul style="list-style-type: none"> → Possibilité d'anonymiser pour les évènements illicites → appelé par l'organisateur = intérêt de confiance / opération / liberté / projet ↳ l'emplacement est-il visible et facile d'accès pour les acteurs.
Lieu	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pers. présentes Tranches d'âge Profil public (étudiants, H, public, professeurs, clubs...) 	<ul style="list-style-type: none"> → par estimation ?

Figure 25. Photo d'exemple suite au brainstorming mouvant / évaluation du processus

Une fois cela établi, nous avons proposé une technique d'animation, s'inspirant de la Technique de Delphe, permettant d'aboutir à la fin de l'animation à une grille construite collectivement et faisant consensus. Pour cela, une grille pré construite a été proposée. Il s'agissait dans un premier temps à chaque acteur, individuellement, d'y noter ses remarques, la modifier en fonction des indicateurs sur lesquels nous nous étions mis d'accord. Une fois cela réalisé, les acteurs se sont mis par deux afin de confronter leurs grilles et d'en créer une qui reprenne toutes leurs idées. Ensuite, nous avons confronté les deux grilles résultantes pour créer la grille définitive, présentée en annexe.

Les acteurs ont fait le choix de construire une grille la plus exhaustive possible répondant au maximum de situations. Cette grille permet donc de renseigner les différentes dimensions d'une évaluation de processus. Au-delà des données quantitatives (le nombre de...) permettant d'évaluer les moyens humains et matériels utilisés, elle permet aussi d'aborder les éléments de contexte indispensables à la compréhension de l'action et donc de son évaluation. Il est aussi bien question de la préparation et de la communication, que, compte tenu de leur rôle indéniable dans la place de la RDR dans l'événement, du type d'événement et de l'organisateur. La grille propose par exemple d'évaluer le degré de liberté dans l'organisation, ou encore de préciser, si l'emplacement est choisi/imposé/pertinent/non pertinent. Des modalités de la grille permettent aussi d'étudier le partenariat en interrogeant le type d'acteurs présents (RDR en précisant les thématiques, secouristes, autres acteurs) et le lien avec eux.

La grille permet aussi d'informer sur les actions réalisées, comme le type d'échanges réalisés, les thématiques abordées et selon quelles proportions. Pour les types de passages, d'échanges, la mission 1 a permis de se rendre compte que les acteurs n'employaient pas les mêmes termes pour désigner les mêmes choses. L'atelier a donc permis de créer un lexique commun à ce sujet :

- passage : moins d'une min. pas d'échange verbal ;
- contact : petite info, conseil généraliste, pratique ;
- entretien - écoute : échange personnalisé ;

- orientation : vers tout type : médecin généraliste, secouriste, CJC.... ;
- réassurance : accompagnement lié à la surconsommation d'un produit.

L'outil grille finalisée permet donc de couvrir le maximum de situations possibles (types d'événement et thématiques). Il est donc à noter que l'outil, utilisable dans les contextes festifs différents, est modulable dans le choix des indicateurs à renseigner.

3. Atelier questionnaire

L'atelier « questionnaire » s'est déroulé avec six participants du milieu de la RDR.

L'objectif du questionnaire est d'interroger les jeunes afin d'avoir des éléments d'évaluation concernant l'atteinte des objectifs : la limitation des risques et développement de la capacité d'agir des jeunes.

Pour ce faire, un questionnaire pré-établi a été proposé au sous-groupe afin de discuter de la pertinence des questions, de la clarté des formulations et du cadre dans lequel un tel questionnaire est utilisable (à chaud ou à froid et dans quel type de milieu festif).

Pour faciliter l'identification et libérer les échanges, l'atelier a été abordé sous la forme d'un jeu de rôle. Un participant jouait l'acteur de la RDR, tandis que l'autre jouait la personne répondant au questionnaire. Il était précisé que l'action se déroulait en milieu festif. Les participants devaient ensuite réfléchir ensemble aux points évoqués précédemment et noter leurs remarques et suggestions.

L'animation a abouti sur un questionnaire présenté en annexe portant sur différents axes comme :

- les raisons du contact avec le dispositif de RDR ;
- les produits consommés et les modes de consommation ;
- les conséquences de ces consommations (problèmes rencontrés) ;
- le jeune et l'information sur les produits et les risques ;
- le jeune et le matériel de RDR ;
- l'effet de l'action de RDR sur lui, ce qu'elle implique ;
- la capacité à se poser des questions, intégrer et transmettre les messages et les outils de RDR.

Concernant les conditions d'utilisation, ils se sont tous mis d'accord sur le fait que le questionnaire est plus adapté à chaud, à la suite d'un entretien avec la personne et doit présenter un nombre restreint de questions pour être réalisable dans un tel contexte. L'usage d'une tablette a été fortement suggéré pour son aspect pratique.

4. Atelier saisie et analyse de données

L'objectif initial de l'atelier était de réfléchir à un outil pour faciliter la saisie, le traitement et l'analyse de données qualitatives et quantitatives collectées directement par les structures dans le cadre de l'évaluation de leurs pratiques, dans la suite logique des deux autres ateliers. Nous avons initialement proposé un outil de traitement des données quantitatives, sous la forme d'un tableau excel, présentant les différentes questions de la grille et du questionnaire, dont les modalités de réponses étaient pré-remplies et avec une mise en forme automatique du tableau présentant les résultats.

L'atelier était composé de quatre personnes dont deux avaient déjà participé au traitement et à l'analyse de données issues de l'évaluation dans leurs structures respectives. Les moyens humains et matériels dont disposent chacune des structures sont inégaux : une des structures en présence dispose d'un logiciel élaboré facilitant la saisie et le traitement de données, et une personne en interne est dédiée à la saisie de données (dont la saisie de données issues des évaluations réalisées), tandis qu'à l'autre extrême, une structure ne dispose d'aucune compétence en interne pour saisir et analyser des données. Si les grilles d'évaluations ont bien été renseignées dans le cadre de différents événements, la personne en charge de l'évaluation a dû solliciter son réseau personnel pour mener l'évaluation à terme :

« Nous clairement... j'avais mon questionnaire d'évaluation... c'est mon mari qui a fait un tableau excel, et qui a saisi les données. L'ARS nous a donné les questionnaires, mais on a dû se débrouiller pour le traitement des questionnaires. » (Acteur RDR)

Si la mise à disposition d'un tableau excel a sollicité de l'intérêt de la part des acteurs en présence, la diversité des compétences et des méthodes mobilisées a orienté l'atelier vers la recherche d'un outil plus générique, pouvant être mobilisé par un maximum d'acteurs. Il a notamment été envisagé d'explorer un outil en ligne⁵⁰, qui permettrait notamment de faciliter la saisie des données, opération assez longue :

« ce qui serait intéressant c'est de le faire sur un smartphone... tout le monde a un smartphone... cela pourrait être par sms, la personne répond à 10 questions, et ça permet un suivi... » (Acteur RDR).

« faire un encodage direct... par exemple sur une tablette... ça demande des moyens financiers.... il faudrait accrocher la tablette au stand... ou des moyens humains supplémentaires... » (Acteur RDR)

La création d'un outil de saisie en ligne peut être complémentaire à une saisie sur « papier », car si l'utilisation d'une tablette en milieu festif a été évoquée de manière transversale dans plusieurs ateliers, la saisie en ligne nécessite une connexion internet, ce qui n'est pas toujours le cas en milieu festif. La saisie sur papier peut ensuite être reportée sur l'outil en ligne, afin d'agrèger l'ensemble des données collectées, et d'en faire un traitement unique.

Créer une application, un outil dédié sur smartphone ou tablette demande effectivement des moyens techniques et humains dont ne disposent pas les acteurs de la RDR. En revanche, nous avons proposé de transposer les outils d'évaluation proposés, la grille et le questionnaire, sur un questionnaire en ligne. Nous proposons ici un questionnaire « google form », pour sa gratuité et sa facilité de prise en main.

L'atelier nous a également permis de soulever deux besoins des structures de RDR pour améliorer leurs pratiques d'évaluation :

a. Un besoin de formation générale sur la collecte, saisie et analyse de données.

« il faut aussi une compétences pour traiter les données... et je n'ai pas forcément les compétences » (Acteur RDR)

« [le fait d'utiliser un outil facilitant la saisie et l'analyse des données] ça poserait des difficultés au sein de mon association... celles qui partent en milieu festif sont essentiellement des bénévoles... pas pour toutes, mais il y a une méconnaissance des outils informatiques... C'est bien si c'est associé à une mini-formation ou une partie 'aide'... ou tout est décrypté » (Acteur RDR)

⁵⁰ La limite de cet outil (en ligne mais également sur papier) étant de ne pas collecter de données personnelles sur la personne interrogée, afin d'être en accord avec la réglementation RGPD.

Les structures collectent de nombreuses données, mais ne sont pas toujours en mesure de les saisir, de les analyser et d'en tirer des conclusions, que ce soit dans le cadre de bilans ou d'évaluations internes et externes.

b. Un besoin spécifique sur le traitement de données qualitatives

Si la plupart des acteurs de l'atelier étaient déjà familiers avec le traitement de données quantitatives, ou savaient mobiliser leur entourage pour les aider à traiter ce type de données, en revanche un besoin a également été exprimé sur la méthodologie d'analyse de données qualitatives⁵¹, ce qui amène certains acteurs à envisager de mobiliser leur compte personnel de formation pour monter en compétences :

« par contre pour tout ce qui est qualitatif... je n'ai pas de logiciel de traitement qualitatif, j'essaye de repérer des thématiques qui reviennent, et à quoi elles sont associées, mais je fais tout sur une feuille blanche avec mon crayon. » (Acteur RDR)

« [ce qu'on me demande c'est] comment faire ressortir des choses prégnantes, des faits marquants.... c'est quoi l'actualité...J'ai un CPF qui est blindé d'heures, je vais l'utiliser » (acteur RDR).

5. Les trames de saisie

Suite aux ateliers et aux différents retours des acteurs y ayant participé, nous avons donc finalisé la grille et le questionnaire proposés, sous deux formats :

- un format papier, sur trois ou quatre pages, qui puisse être imprimé sur une ou deux feuilles, afin de limiter l'impression et les feuilles volantes (notamment sur les sorties en milieu festif) ;
- un format en ligne, afin de pouvoir saisir directement les données, ou saisir les données renseignées sur la version papier du questionnaire et/ou de la grille, ce format permettant une mise en forme automatique des données saisies.

Les deux outils version papier, grille et questionnaire, contiennent l'ensemble des questions et indicateurs pertinents répertoriés par les acteurs de la RDR interrogés lors de la Mission 1 et lors de la Mission 2 de cette étude. Concernant le format en ligne, nous avons opté pour un logiciel simple et gratuit facilitant la prise en main pour les acteurs de RDR. Cet outil par contre ne permet pas de transposer tel quel l'ensemble des indicateurs proposés dans les versions papiers de la grille et du questionnaire. Nous avons donc fait des choix concernant certains indicateurs ou leur présentation. Des ajustements pourront être effectués par chacun, sur la version papier et en ligne, afin de supprimer ou d'ajuster les questions au regard de leur champ d'activité.

Afin de faciliter la saisie et l'analyse des données récoltées via ces outils, une notice est présentée en annexe.

⁵¹ Les grands principes de l'analyse qualitative ont été présentés dans l'atelier, mais de manière très succincte, l'objectif de l'atelier étant de co-construire des outils d'évaluation, et non de former les acteurs en présence au traitement et à l'analyse de données qualitatives.

IV. Conclusion

Une méthodologie d'évaluation d'impact implique des méthodes qui dépassent le cadre des acteurs de RDR en festif. Nous avons donc orienté le travail de la mission 2, sur une amélioration et une uniformisation des outils d'évaluation. Si les évaluations présentées par les acteurs jusqu'à aujourd'hui portaient principalement sur les moyens utilisés, et aussi parfois sur les types d'échanges réalisés et les thématiques abordées, la grille et le questionnaire co-construits permettent maintenant aussi d'interroger et d'objectiver les éléments de contexte et les objectifs que sont la limitation des risques et le développement de la capacité d'agir. Les outils proposés restent adaptables à chaque contexte, tout comme leur trame en ligne.

CONCLUSION GENERALE

I. La multiplicité des situations de RDR en milieu festif en Hauts-de-France

La réalisation du terrain nous a permis de rencontrer une multiplicité de profils et de situations :

- des bénévoles et des professionnels aux statuts et rôles en RDR différents (éducateur, directeur, médecin, chef de service, infirmier...). Tous se rejoignent dans la « philosophie » de la RDR basée sur le non-jugement et la capacité d’agir des jeunes. La capacité d’agir des jeunes d’autant plus forte en milieu festif selon Nicolas Ducournau qui écrit à ce sujet : « En complète autogestion, ils y développent des ressources et des compétences qui participent de leur processus d’autonomisation et de leur apprentissage de la vie en société »⁵² ;
- des dispositifs variés allant de la tenue d’un stand en village associatif aux maraudes en *free party* en passant par la tenue de *chill out* ou de *relax zone*. La variation des dispositifs mis en place est à relier au type d’événement (bar, concert, festival, *free...*) et à l’organisateur. Porteur de l’événement, il définit bien souvent le cadre dans lequel l’action de RDR aura lieu ;
- des structures aux champs d’action et aux sujets de militantisme qui les distinguent les unes des autres, pouvant autant renforcer le partenariat que le limiter. Leur diversité permet de répondre à celle d’un public qui diffère, entre autres, selon les types d’événements et/ou les cultures musicales associées où les consommations, prises de risques et conditions de protection ne sont pas les mêmes ;
- des thématiques fortes aux frontières mouvantes entre la légalité et l’illégalité, le plaisir et le risque, dans lesquelles l’acteur de RDR doit se positionner et rester stable comme un point de repère permettant au jeune de ne pas basculer mais d’avancer ;
- des conditions matérielles, humaines et géographiques différentes qui influent sur les réalités et les enjeux. Qu’il s’agisse de la zone géographique couverte, du maillage partenarial plus ou moins serré, des thématiques investies, des missions allant de la RDR au soin, du budget RDR en festif alloué, chaque structure présente un profil différent. A chaque fois, un point commun : les bénévoles mobilisés pour les interventions en festif. Ainsi leur nombre, leurs motivations et leurs compétences en RDR a un rôle non négligeable dans la réalisation de cette dernière.

II. L’efficacité des actions de RDR en milieu festif en Hauts-de-France

Si la RDR revêt des réalités diverses, que nous avons pu faire remonter à travers les entretiens réalisés, les échanges avec les jeunes rencontrés, les observations en milieu festif que nous avons réalisées, à chaque fois, nous avons observé son efficacité. De la distribution de matériel, permettant de limiter les contaminations, la déshydratation, les problèmes auditifs etc., aux entretiens personnalisés et

⁵² Ducournau, Nicolas. « USAGE DE DROGUES EN MILIEU FESTIF. Rapport au risque et définition de la santé chez les jeunes consommateurs », *Agora débats/jeunesses* , n°54, 2010, pp. 113 à 124.

orientations possibles en passant par les conseils pour éviter par exemple les surconsommations, mélanges et mésusages, chaque acteur s'engage, avec les moyens qui lui sont fournis et la marge de manœuvre possible, à limiter les risques et à développer la capacité d'agir des jeunes. Ainsi ils vont jusqu'à gérer des situations qui pourraient avoir des issues dramatiques : décompensations, overdose, voire décès. « Il n'est pas une année où nos volontaires bénévoles ne sauvent de vies, sans parler des dizaines de milliers de brochures que nous distribuons, des centaines de prises en charge diverses que nous effectuons (dont certaines très éprouvantes comme la gestion de *bad trips* au lsd qui sont parfois spectaculaires et peuvent durer plus d'une dizaine d'heures) et des dizaines de personnes que nous transférons vers des services médicalisés. » Vincent Benso⁵³

« Depuis qu'on intervient avec ces gars-là (*organiseurs*) il n'y a pas eu de souci majeur. En tout cas, quand il y en a eu, à chaque fois ils se sont bien gérés, se sont bien gérés sans traumatisme pour personne. S'il y a eu des fois des gens qui ont été évacués à l'hôpital suite à la prise d'un produit que nous on a jugé nécessaire en tout cas que la personne soit évacuée. Donc je pense qu'en termes de réaction sanitaire on a plutôt été toujours efficace là-dessus. En termes de réassurance des gens aussi, c'est à dire les accompagner pendant des heures, des trois heures, alors caresser la main, dire qu'ils n'oublient pas qu'ils sont sous l'effet d'un produit, que ça va passer. Peut-être si on n'avait pas été là je pense que certains auraient peut-être pu garder quelque chose de l'ordre du traumatisme psychique. Si on n'avait pas été là à un moment donné pour leur fournir cette écoute et cet accompagnement rassurant bienveillant je pense qu'il a aussi beaucoup de personnes qui continueraient à sniffer avec des billets de banque avec des tickets de caisse. (...) en même temps vu le nombre de matériel qui est distribué à chaque fois, à chaque rassemblement, je me dis que c'est autant de personnes qui ont fait les choses comme il fallait faire. » [Acteur-riche de RDR]

Pour ce qui est de développer la capacité d'agir des jeunes, l'intégration des messages, la modification des pratiques et ensuite la transmission entre pairs sont réelles :

« L'année dernière je me suis occupé pendant des heures d'un type qui avait bouffé plein de Taz. Cette année, il est arrivé, il était trop content et il nous a cherché partout et il dit : « ah je t'ai cherché partout, tu sais regarde je n'en ai pas pris ! » En effet ça se voyait, il n'en avait pas pris. « Et j'en prendrais plus ! » Moi le but n'était pas qu'il prenne plus de TAZ mais il avait compris que c'était n'importe quoi dans son comportement, que ça n'allait pas avec la consommation d'alcool qu'il avait en fin etc. Il avait compris quoi. Du coup ça s'est bien, ça veut dire que ça fonctionne complètement. » [Acteur-riche de RDR]

« Personnellement moi dans mon groupe proche, je ne vois plus personne partager sa paille. C'est vraiment des choses bien établies. (...) Oui au niveau des habitudes de consommation. En tout cas moi, je parle pour mon cercle amical, je trouve que les personnes sont quand même vachement bien renseignées sur les drogues. Bien entendu voilà c'est toujours la même chose le produit n'est pas testé et il peut y avoir n'importe quoi dedans mais il y a quand même un truc, une recherche en tout cas pour le faire suffisamment Safe possible.

Et ça tu l'expliques comment ? Le fait qu'il ait cette attitude avec le plus Safe possible ça vient d'où pour toi ?

Moi je pense que ça vient justement du fait de repérer de plus en plus dans les soirées les stands de prévention des choses comme ça et qui en fait qui amène le consommateur à vraiment à un moment à se poser la question. » Bénévole RDR venant du milieu festif

La RDR en festif va ainsi jusqu'à changer le destin de jeunes qui, à la suite d'actions de RDR en milieu festif, deviennent eux-mêmes bénévoles en RDR et suivent des études pour s'y investir professionnellement.

⁵³ Benso, Vincent. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », Chimères, vol. 91, no. 1, 2017, pp. 55-62.

III. Les freins et leviers de la RDR en milieu festif

Leviers et forces du label	Freins et faiblesses du label
<ul style="list-style-type: none"> ● Le travail conjoint entre le labelliseur belge et l'un des opérateurs français ● Le partage de connaissances via le réseau Super Quality Nights ● Une démarche qui vient appuyer et renforcer le travail existant des établissements sur la RDR ● Une philosophie commune, partagée par les établissements labellisés ● Des critères considérés comme peu contraignants par les établissements ● Un travail de suivi et de communication important entre opérateurs et établissements ● La disponibilité et adaptabilité des opérateurs 	<ul style="list-style-type: none"> ● Les moyens réduits attribués à la communication générale autour du label ● Son manque de visibilité auprès du public des établissements labellisés ● Le manque de disponibilité des établissements pour participer activement à la démarche ● L'importance des ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement du label ● La rupture de la communication entre les opérateurs des hauts-de-France ● La mise à disposition parfois partielle des outils par les établissements labellisés

Leviers et points forts de la RDR en milieu festif	Freins et faiblesses de la RDR en milieu festif
<ul style="list-style-type: none"> ● La démarche de « aller vers » ● La répétition de la présence des acteurs de RDR ● La multiplicité des acteurs et de leurs approches permettant de couvrir la diversité des milieux festifs et des profils jeunes ● L'anonymat ● L'auto-support. Le lien avec le milieu / légitimité et reconnaissance ● Le lien avec l'organisateur de soirée à développer et sa sensibilité à la RDR ● L'association d'autres acteurs à la RDR, comme les secouristes et les pharmaciens 	<ul style="list-style-type: none"> ● Le contexte festif ● L'état des jeunes ● Les moyens disponibles ● L'interdiction de « tester » (analyser) les produits ● Le développement de petits rassemblements confidentiels ● L'organisateur de soirée si faible sensibilité à la RDR ● Des acteurs autour non sensibilisés, non formés à la RDR comme les secouristes, pharmaciens

Leviers et points forts des formations	Freins et points faibles des formations
<ul style="list-style-type: none"> ● Un discours porté par des jeunes pour des jeunes = identification facilitée ● Les personnes formées sont elles-mêmes usagères du milieu festif donc vont avoir un rôle ressource dans les lieux qu'elles fréquentent ● Les formations facilitent la gestion des situations à risque sur le moment T ● Jouer sur le côté ludique dans la communication, utiliser les réseaux sociaux pour communiquer sur les formations. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Visibilité des formations plus discrète auprès des associatifs LGBTQI+ ● Education sexuelle et prévention des comportements sexistes et violents pas assez présente dans les enjeux des formations RDR.

Ces tableaux synthétiques des leviers et freins ainsi que l'ensemble des éléments soulevés dans le présent rapport nous amènent à proposer quelques pistes et éléments de réflexions :

- situer l'action de RDR dans le contexte dans lequel elle intervient ;
- associer les acteurs qui agissent autour : organisateurs, secouristes, pharmaciens ;
- développer les moyens de communiquer, informer, former ces acteurs.

IV. La question de l'évaluation des actions de RDR en milieu festif en Hauts-de-France

Si l'étude a permis de démontrer la pertinence de la RDR en milieu festif, la question de l'évaluation est en revanche plus problématique. Nous avons pu voir en effet que les outils utilisés et les bilans rendus par les acteurs rendent parfois difficilement compte de la réalité, ou plutôt des réalités, de la RDR. Si certains freins ont pu être levés et propositions co-construites concernant l'évaluation, la demande de concevoir une méthodologie d'évaluation d'impact implique néanmoins des prérequis dont ne disposent pas, *a priori*, les acteurs, au vu de leurs moyens d'agir actuels en milieu festif. En effet, l'étude de l'impact signifie observer, dans le temps, l'ensemble des conséquences dues à l'action, aussi bien auprès des bénéficiaires que des professionnels et bénévoles qui la réalisent, qu'auprès des autres acteurs du territoire. Si différentes méthodes (par régularité, contrefactuelle, par configuration, par génération) permettent d'approcher ces changements, elles nécessitent des moyens considérables aussi bien humains, temporels que techniques. Et donc pour les acteurs de RDR cela se traduirait en besoin de temps de travail, de concertation, d'outils et de formation permettant aussi bien de mettre en place ces méthodes qu'ensuite d'analyser les données récoltées.

Dans un processus d'amélioration de l'évaluation réalisée par les acteurs, nous avons travaillé à partir de deux outils simples et transposables afin d'atteindre le maximum d'indicateurs pour une évaluation la plus globale possible. Ainsi la grille proposée permet de rendre compte à la fois du processus mis

en place, des moyens utilisés que du contexte dans lequel elle prend place. Le questionnaire auprès des jeunes, permet quant à lui d'évaluer l'atteinte des objectifs de la RDR selon eux.

Concernant la question du lien entre RDR et Soins, si une question porte sur ce sujet dans le questionnaire auprès des jeunes, des pistes évoquées par les acteurs mériteraient peut-être d'être creusées, comme celles de rajouter une modalité de saisie concernant l'origine de la demande des centres d'aide, de soins, de dépistage ou encore, de comparer les accidents survenus lors d'un événement où il y a de la RDR à un événement - comparable - où il n'y en a pas. Ces propositions ne pouvant pas être mises en place directement par des acteurs de RDR, une solution pourrait être d'associer les différentes parties concernées par la RDR à la démarche d'évaluation dans le cadre d'un comité qui réunirait les financeurs, les acteurs de RDR et les acteurs « périphériques » à la RDR que sont les organisateurs des événements festifs, les centres de secours, les pharmacies, les centres de dépistages etc.

Du moins il nous semblerait pertinent, compte tenu de l'intérêt porté par les acteurs et de leur mobilisation durant l'atelier, d'instaurer une réunion collective régulière (au moins une fois par an) afin d'échanger sur un thème autour de la RDR en milieu festif. Cela permettrait peut-être d'échanger sur les actions de la RDR et leur efficacité autrement que par les bilans et les dialogues de gestion, de mettre en présence différentes réalités vécues en RDR en milieu festif et d'en échanger, d'associer d'autres acteurs essentiels comme les organisateurs, les secouristes à la réflexion, voire à l'évaluation.

BIBLIOGRAPHIE

- Avisé, La Fonda, et le Labo de l'ESS. 2017. « rapport 1. Une approche prospective de la mesure d'impact social », 32 pages.
- Benso, Vincent. 2017. « Technoplus et la réduction des risques en espace festif. Apports de l'auto support », *Chimères*, vol. 91, no. 1, pp. 55-62.
- Centre Bruxellois de Promotion de la Santé, et Eurotox. 2013. « Evaluation du label Quality Nights auprès du public cible », 36 pages.
- Ducournau, Nicolas. 2010. « Usage de drogues en milieu festif. Rapport au risque et définition de la santé chez les jeunes consommateurs », *Agora débats/jeunesses* , n°54, pp. 113 à 124.
- Fédération Addiction, 2016. Guide Pratiques « Réduire les risques. Ethique, Posture et Pratiques », 78 pages.
- Groupe de travail du CSESS sur la mesure de l'impact social, Thierry Sibieude, et Claverie, Céline. 2011. « La mesure de l'impact social. Après le temps des discours, voici venu le temps de l'action ».
- Hoareau, Emmanuelle. 2007. « L'impact de la réduction des risques dans les espaces festifs techno », *Psychotropes*, Vol. 13, n°2, pp. 27 à 48.
- Jauffret-Roustide, Marie. 2010. « L'auto-support des usagers de drogues : concepts et applications », *Rhizome, Bulletin national santé mentale et précarité*, 40, pp. 5-6.
- Katz, Alfred et Bender, Engene. 1976. *The Strength in Us: Self-Help Groups in the Modern World*. New York : New viewpoints. 258 pages.
- Lafargue de Grangeneuve, Loïc. 2009. « Drogues et Techno: les contradictions de l'Etat », *Revue Sciences sociales et Santé*, Vol. 27, pp. 7 à 32.
- Modus Vivendi, 2016. "Guide méthodologique destiné à l'opérateur local Quality Nights", 22 pages.
- Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies. 2018. "Rapport Européen sur les Drogues. Tendances et Evolutions". 96 pages.
- Robert, Émilie, et Valéry Ridde. 2013. « L'approche réaliste pour l'évaluation de programmes et la revue systématique: De la théorie à la pratique ». *Mesure et évaluation en éducation* 36, no 3, pp 79-108.
- Vandeuren, Yves. 2014. "Rapport Quality Nights. Analyse des éléments actuellement en place et pistes d'amélioration [des outils de communication]", 18 pages.

ANNEXES

Annexe 1 : Formations et modules de sensibilisation à la Réduction des Risques proposés par Spiritek

Annexe 2 : Tableau ayant servi de base au « brainstorming mouvant » lors de l'atelier de la Mission 2

Annexe 3 : Grille d'évaluation des actions de RDR en milieu festif

Annexe 4 : Questionnaire d'évaluation des actions de RDR auprès du public

Annexe 5 : Présentation réalisée dans le cadre de l'atelier 3 « saisie et traitement des données »

Annexe 6 : Notice d'utilisation de la grille et du questionnaire en ligne

Annexe 1 : Formations et modules de sensibilisation à la Réduction des Risques proposés par Spiritek

PROPOSITION 2017
DE SENSIBILISATIONS/FORMATIONS
 A destination d'organisateur d'évènements/ public en milieu festifs. La plupart de ces formations sont proposées gratuitement car financées par l'ARS Nord Pas de Calais

Durée	Titre	Modules	Formateurs	Nombre de participants
3h	Base en réduction des risques en milieu festifs	Réduction des risques lors d'organisations d'évènements, produits psychoactifs, risques sonores et sexuels, gestion de conflit	Salariés de Spiritek	15 personnes
3h	Remise à jour produits psychoactifs	Les différents produits psychoactifs par effet sur le cerveau : -Dépresseurs : (alcool, opiacés, GHB, tranquillisants, Kétamine) -Stimulants (nicotine, caféine, XTC, speed, cocaïne, antidépresseurs) -Perturbateurs (cannabis, LSD, champignons hallucinogènes, Artane)	Salariés de Spiritek	15 personnes
2h	Les Nouveaux Produits de Synthèse/RC	Historique Classification Effets Risques	Salariés de Spiritek	15 personnes
2h	Bobologie et débadtrirage/	Gestion des traumatismes sans gravité courants en festifs Gestion des personnes sous état de conscience modifiée	Salariés de Spiritek	15 personnes
2h	Sensibilisation risques auditifs/sexuels	Base du son Risques liés au son Réduction des risques sonores Notion de prises de risques sexuels en festifs Les différentes IST Prévention et réduction des risques sexuels	Salariés de spiritek/ Intervenants extérieurs	15 personnes
Entre 3 et 7h	Intervention précoce et approche motivationnelle	L'intervention Précoce est une stratégie d'action visant à raccourcir le délai entre l'apparition des premiers signes d'une pathologie et la mise en œuvre de traitements adaptés. L'approche motivationnelle est un style d'intervention collaboratif et de relation d'aide. Centrée sur la personne elle s'appuie sur les capacités de changement et le dépassement des résistances.	Salariés de Spiritek	15 personnes
2h00	Législation sur l'organisation d'évènements	La notion de responsabilité professionnelle Loi sur les évènements/rassemblements Explication de la loi sur les stupéfiants, historique et cadre actuel Réponses à des situations vécues	Intervenant extérieur	15 personnes

1



Annexe 2 : Tableau proposé comme base du « brainstorming mouvant » lors de l'atelier de la Mission 2

EVALUATION	Quoi	INDICATEURS	OUTILS
E. PROCESSUS	Evénement	Date, Type, Nom*	GRILLE
	Public	Nombre, tranches d'âge	
	Organisateurs	Type, Nom*, Indice marge de liberté	
	Autres structures	Type de structures : RDR, secours, Soins. Les Thématiques abordées par ces structures. Qualification lien avec ses structures.	
	Préparation	Echanges avec Organisateur, avec autres structures. Type d'échanges : tel, mail, réunion. Combien.	
	Moyens humains mobilisés	Nombre de pro, nombre bénévoles, heures selon activités (préparation, transport, réalisation, évaluation)	
	Dispositifs mis en place	Type de dispositifs mis en place : stand, tente, chill out, maraude, TROD. Place choisie ou non.	
	Diffusion matériel	Type de matériel diffusé et nombre : préservatif féminin, masculin, eau, bouchon d'oreille....	
Echanges	Type d'échanges réalisés : info-conseil généraliste, entretien, personnalisé, réassurance, orientation. Selon tranche d'âge et Genre.		

	Thématiques	Thématiques abordées par ordre de grandeur	
E. OBJECTIF Limitation des risques	Usages	Utilisation matériel RDR Intégration message	QUESTIONNAIRE - à chaud - à froid - permanent
E. OBJECTIF Empowerment	Modification pratiques long terme		QUESTIONNAIRE - à chaud - à froid - permanent
	Diffusion message entre pairs		
	Questionnements		
	Capacité à faire des choix		
E. IMPACT	AUTRES CHANGEMENTS		

Annexe 3 : Grille d'évaluation des actions de RDR en milieu festif

Date : Nom de l'événement :

- TYPE D'EVENEMENT :**
- Concert
 - Boîte de nuit
 - Bar
 - Rassemblement 1 journée
 - Journée culturelle + soirée festive
 - Festival (plusieurs jours)
 - Free (+ de 500)
 - Free (- de 500)

Précisions si besoin (type de musiques, publics ciblés etc.) :

.....

- ORGANISATEUR :**
- Collectivité territoriale (mairie, communauté urbaine)
 - Salle de concert, bar, groupes musiques
 - Association
 - Sound Système
 - Collectif de sound système

Nom de l'organisateur (avec accord de l'organisateur) :

- Votre présence est due
- A la demande de l'organisateur
 - A votre demande, proposition
 - A la suite d'une obligation

Avez-vous déjà travaillé avec cet organisateur ? Oui Non

Concernant la réalisation de l'événement, comment situeriez-vous votre marge de liberté (choix de la place, du type de matériels proposés et dispositifs mis en place...) ? 1 étant une marge de liberté faible, 5 marge de liberté forte :

1-----2-----3-----4-----5

Commentaire :

- PUBLIC :**
- Nombre de personnes sur l'événement :
- Toute génération - familial
 - Majoritairement 15-25 ans
 - Majoritairement 25-40 ans
 - Majoritairement Plus de 40 ans

AUTRES STRUCTURES :

Autres structures RDR présentes : Oui Non

Si oui, quelle(s) thématique(s) : Produits Sexualité Route Son

Nom des structures présentes* :

Quels mots qualifient le mieux le lien avec cette/ces structures lors de cet événement :

Aucun lien / Co-présence / Echange / Complémentarité / Orientation / Mutualisation humaine et logistique / Information et conseils professionnels / transmission d'information concernant le public, l'événement

Secours présents : Oui Non

Quels mots qualifient le mieux le lien avec les secours lors de cet événement :

Aucun lien / Co-présence / Echange / Complémentarité / Orientation / Mutualisation humaine et logistique / Information et conseils professionnels / transmission d'information concernant le public, l'événement

Structures de soin/sanitaires présentes : Oui Non

Si oui, quelle(s) thématique(s) / champs d'action :

Nom des structures présentes* :

Quels mots qualifient le mieux le lien avec cette/ces structures lors de cet événement :

Aucun lien / Co-présence / Echange / Complémentarité / Orientation / Mutualisation humaine et logistique / Information et conseils professionnels / transmission d'information concernant le public, l'événement

PREPARATION EVENEMENT

Echanges avec l'organisateur : Oui Non

Si oui, de quel type : Tel Mail Réunion

Si réunion, combien ?

Temps de Formation / Information / sensibilisation à la RDR ? Oui Non

Echanges avec autres structures participants à l'événement : Oui Non

Si oui, de quel type : Tel Mail Réunion

Si réunion, combien ? Merci de préciser avec qui :

Temps de Formation / Information / sensibilisation à la RDR ? Oui Non

Commentaire :

COMMUNICATION

Avez-vous communiqué sur votre présence à cet événement ? Oui Non

Par quel biais : Réseaux sociaux Affichage Flyers Médias (radio, tv)

DISPOSITIFS

Stand	<input type="checkbox"/>	Estimation nombre de passage :
Chill out	<input type="checkbox"/>	Estimation Nombre de passage :
Relax zone	<input type="checkbox"/>	Estimation Nombre de passage :
Maraude	<input type="checkbox"/>	Estimation Nombre de passage :
Trod	<input type="checkbox"/>	Estimation Nombre de passage :

PLACEChoisie Discutée/négociée Imposée Pertinente Non pertinente **MOYENS HUMAINS MOBILISES**

	Salarié.e.s		Bénévole.s		Total
	Effectif	Heure	Effectif	Heure	
Prépa.Rangement					
Transport					
Réalisation					
Evaluation					
Autres					
Total					

AUTRES MOYENS MOBILISES

- Jeux
- Décoration stand
- Tente
- Camion – Camping Car
- Goodies
- Bonbons
- Autre

DIFFUSION MATERIEL RDR. Merci de cocher les matériels distribués en indiquant le nombre à côtéPréservatif fémininRoule ta paillePréservatif masculinKit injectionBouteille d'eauFlyers informationBouchon d'oreilleCartes, liensEthylotestKit baseDoseur GHB GBLCouverture de survieAutres Précisez :**TYPE D'ECHANGES REALISES**

Merci d'indiquer le nombre réalisé (estimation) pour chaque type d'échange.

Passage : moins d'une min. pas d'échange verbal.

Contact : petite info, conseil généraliste, pratique.

Entretien - écoute : échange personnalisé.

Orientation : vers tt type : MG, secouriste, CJC....

Réassurance : accompagnement lié à la sur consommation d'un produit.

	Homme	Femme	Autre / Non spécifié	Total
Passage				
Contact				
Entretien - Ecoute				
Orientation				
Réassurance				

Consultation CJC : (si concerné)

THEMATIQUES ABORDEES

Combien de fois et quels thèmes abordés :

	Nombre de fois que le thème est abordé (mettre trait)	Total
LES PRODUITS		
Effets du/des produits		
Modes d'usage		
Composition		
Structures d'aide		
LA SEXUALITE		
Pratiques sexuelles		
Orientation sexuelle		
IST		
Dépistage		
Vaccination		
Contraception		
Grossesse (désirée ou non)		
IVG		
Structures d'aide		
AUTRES THEMATIQUES		
Consentement, violence		

Discrimination		
Souffrance psychique		
Retour Domicile		
Risques auditifs		
Législation		
Autres		

AUTRES COMMENTAIRES SUR L'ÉVÉNEMENT :

Annexe 4 : Questionnaire d'évaluation des actions de RDR auprès du public

Texte court d'introduction :

Suite à notre rencontre, nous aimerions en savoir un peu plus sur ce que vous avez pensé de notre échange et ce qu'il vous a apporté. Cela ne vous prendra que quelques minutes et nous permettra d'améliorer les services et réponses que nous vous proposons.

En-tête à remplir par la structure de RDR :

Jour :

Ville :

Pays :

TYPE D'ÉVÉNEMENT :

- Concert
- Boîte de nuit
- Bar
- Rassemblement 1 journée
- Journée culturelle + soirée festive
- Festival (plusieurs jours)
- Free (+500)
- Free (-500)
- Autre : précisez.....

LIEU OÙ LE QUESTIONNAIRE EST COMPLÉTÉ :

- Au stand
- Sur site de concert, musique, etc.
- Au camping
- Autre : précisez.....

Questionnaire anonyme

Pour quelle raison avez-vous été en contact avec nous ?

- Pour des informations sur les produits
- Pour des informations sur la santé sexuelle
- Pour de l'information générale
- Pour emporter du matériel de **RDR***
- Parce que vous n'étiez pas bien suite à la prise d'un produit
- Pour discuter
- Pour tester mon produit
- Pour un dépistage
- Par curiosité
- Autre : précisez

A-t-on répondu à votre demande ?

- Oui totalement
- Oui et je compte continuer la discussion au sein d'une structure spécialisée
- Oui mais j'aurais besoin de davantage de conseils ou informations
- Non pas vraiment
- Non pas du tout
- Je ne sais pas

***RDR : Réduction des risques liés à la fête par la mise à disposition d'informations, de conseils, d'outils (préservatifs, bouchons d'oreilles, sérum physiologique, rouletapaille, etc.)**

Avez-vous déjà consommé les produits suivants :

	Au cours des 6 derniers mois	Au cours de cet événement	Mode de consommation	
Alcool	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>

			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Amphétamines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Cannabis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Champignons hallucinogènes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Cocaïne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Crack-Free Base(= cocaïne fumable)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Ecstasy - MDMA GHB - GBL	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Héroïne	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>

			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Kétamine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
LSD	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Médicaments psychoactifs (benzo's, antidépresseurs, barbituriques, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Nouveaux produits de synthèse (Research Chemicals)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Poppers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Protoxyde d'azote	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>

Tabac	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>
Produit que je ne connais pas	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Avalé	<input type="checkbox"/>
			Fumé	<input type="checkbox"/>
			Injecté	<input type="checkbox"/>
			Sniffé	<input type="checkbox"/>
			Inhalé	<input type="checkbox"/>

Avez-vous déjà rencontré des soucis suite à la consommation de drogues ou alcool ?

Oui : Non

Si oui, de quel type :

- judiciaires
- psychologiques
- au travail, à l'école
- sexuels
- relationnels (entourage)
- physiques
- économiques (dettes, etc.)
- autres

Pensez-vous que notre échange et/ou le matériel que vous avez récupéré vous permettra de réduire des risques ?

- Oui beaucoup
- Oui plutôt
- Pas tellement
- Pas du tout

Cherchez-vous régulièrement des informations sur les produits (effets, compositions et usages) et/ou sur comment réduire les risques en milieu festif?

- Oui régulièrement
- Oui de temps en temps
- Oui mais rarement
- Non pas du tout
- Non, je ne sais pas ce qu'est la RDR

Si oui, par quel biais ?

- Par internet
- Par mon entourage
- Dans une structure spécialisée
- Sur les stands
- Par les flyers / affiches

Sur une échelle de 1 à 10, vous sentez-vous suffisamment informé.e sur les produits et les risques en milieu festif ?	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	<input type="checkbox"/>									

Avez-vous déjà utilisé du matériel de RDR auparavant ?

- Oui régulièrement
- Oui de temps en temps
- Oui mais rarement
- Non pas du tout
- Non, je ne sais pas ce qu'est la RDR

Si non, envisagez-vous d'en utiliser par la suite ?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

Cochez les affirmations suivantes si elles sont vraies :
(plusieurs réponses possibles)

- J'ai déjà diffusé du matériel de RDR (préservatifs, bouchons d'oreille, rouletapaille, sérum physiologique, ...) à d'autres personnes.
- J'ai déjà donné des informations et conseils pour limiter les risques en situation de fête à d'autres personnes.
- J'ai déjà conseillé à une personne de se rendre sur un stand de RDR, d'aller consulter un professionnel au sein d'une structure spécialisée.
- J'ai déjà moi-même consulté un professionnel dans une structure d'aide, de soin, de dépistage suite à événement festif.

Sur une échelle de 1 à 5, indiquez votre degré d'accord avec les affirmations suivantes :

	 1	 2	 3	 4	 5
Je me suis senti.e à l'aise et en confiance pour prendre la parole et m'exprimer	<input type="checkbox"/>				
Je me suis senti.e écouté.e	<input type="checkbox"/>				
J'ai obtenu des réponses ou explications claires et compréhensibles	<input type="checkbox"/>				
J'ai été intéressé.e par les sujets abordés durant l'action	<input type="checkbox"/>				
J'ai appris de nouvelles choses	<input type="checkbox"/>				
Je sais à qui m'adresser en cas de besoin / doute sur produit	<input type="checkbox"/>				
Je me suis posé.e des questions sur ce que je croyais savoir	<input type="checkbox"/>				
Je me suis posé.e des questions sur mes pratiques	<input type="checkbox"/>				
Je recommanderai cette intervention à d'autres	<input type="checkbox"/>				

GENRE Féminin
: Masculin
 Non spécifié

ÂGE :

Actuellement, vous êtes: Etudiant
 En emploi
 Etudiant et en emploi
 A la recherche d'un emploi
 Autre

Merci beaucoup pour votre participation !

ATELIER DE CO-CONSTRUCTION

ATELIER 3 : SAISIE ET TRAITEMENT DES DONNEES



Ô·MANA
DES POSSIBLES DURABLES



Sociotopie*

Déroulé

Présentation des objectifs de l'atelier

Tour de table

Comment traiter des données qualitatives et quantitatives ?

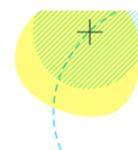
Quelques notions de base

Un exemple de tableur excel permettant de faciliter la saisie et

le traitement des données

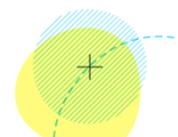
Construire le cahier des charges de vos besoins

Quelques définitions



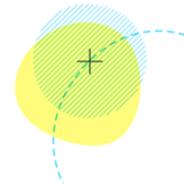
- Population : ensemble d'individus concernés par une étude statistique
- Individu : Unité statistique élémentaire sur laquelle porte l'enquête (une personne, un ménage...)
- Variable : information dont on recueille (ou observe ou mesure) la valeur sur chaque individu.
- Modalité : Type de réponses possibles d'une variable
- Echantillon : Sous ensemble de la population sur lequel est réalisé l'enquête (dans l'idéal, il doit être représentatif de la population mais les contraintes de l'évaluation font qu'il est souvent "empirique", construit sur le terrain à partir des personnes volontaires).

Du qualitatif au quantitatif



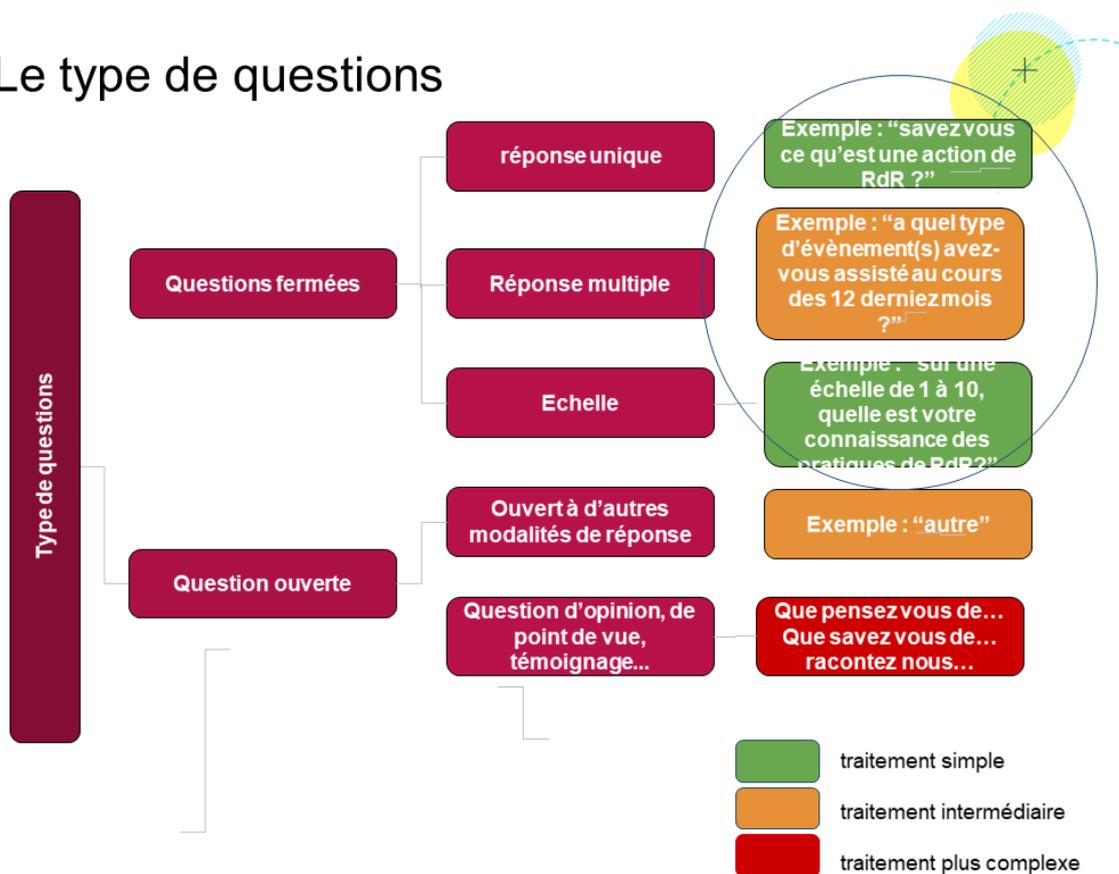
	Qualitatif	Quantitatif
Approche	Intensive (approfondissement de quelques cas)	Extensive (objectif de généralisation des données)
Echelle	Restreinte	Maximale
Entretiens/questionnaire	Ouverts à un thème	Questions standardisées
Questions	Peu ou pas préparées	Préparées
Enquêtés	Libre expression	Questions imposées
Nombre d'enquêtés	Réduit	Grand nombre
Type de questions	Ouvertes	Fermées

Le type de questions

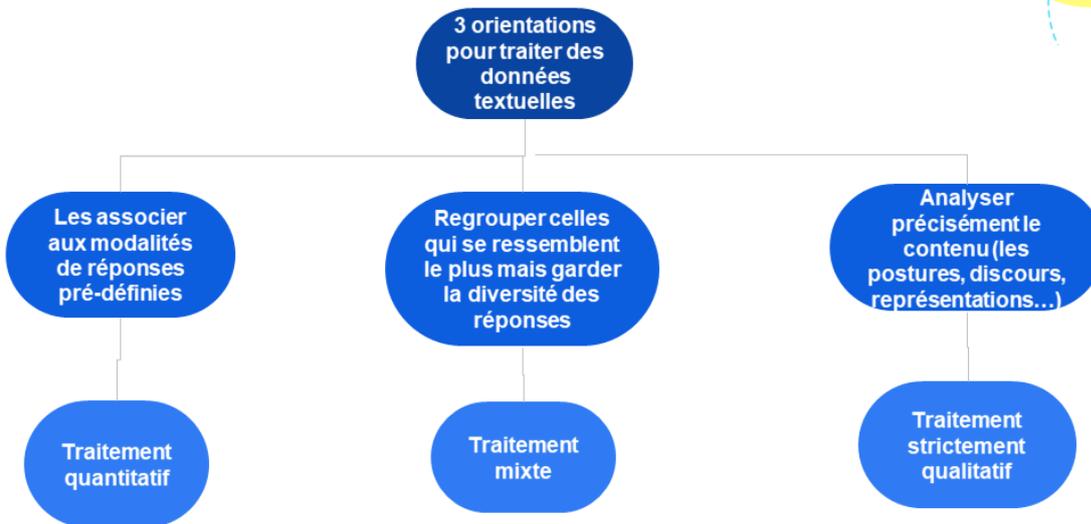
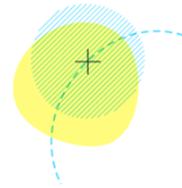


- **Questions fermées** : les réponses sont fixées à l'avance
 - Permettent l'homogénéité du questionnaire
 - Nécessite de prévoir toutes les modalités de réponse (possibilité d'ajouter "autre")
- **Questions ouvertes** : la réponse est libre
 - Questions d'opinion ou d'habitude
 - Les limiter ou le questionnaire peut devenir un entretien
 - Résultats sont plus riches, mais plus difficiles à traiter

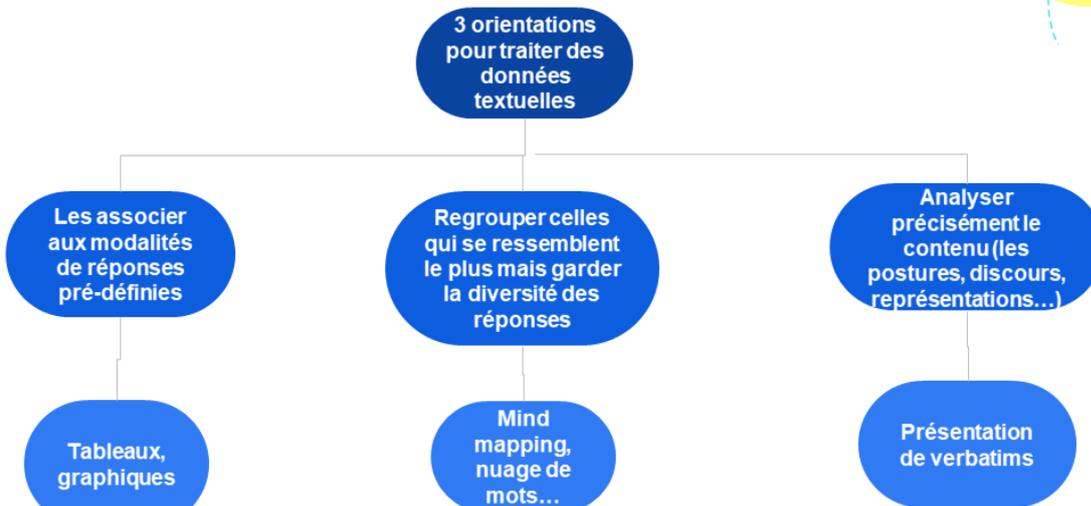
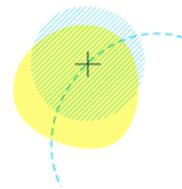
Le type de questions



Le traitement des questions ouvertes



Le traitement des questions ouvertes



SATIS. SANTÉ	
Très satisfaisants	3
Satisfaisants	41
Moyennement satisfaisants	7
Peu satisfaisants	5
Pas du tout satisfaisants	0
vides	8
total	64



C'est ma rue!

Un quartier populaire

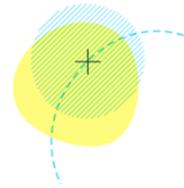
Chaleureux

Malaisant...

Il y'a le festif, y'a le mélange des populations. Il y'a le marché surtout, ça tourne autour... Le marché est un pôle économique mais c'est aussi un mélange un brassage, un lieu de rencontre.

C'est le meilleur quartier. Il y'a tout, métro-nourriture...

Vos besoins pour un outils facilitant la saisie



- Ce type d'outil vous semble t'il adapté à vos besoins ?
- Peut-être avez-vous déjà des outils, qui pourraient être améliorés / partagés ?
- Un outil générique, regroupant un maximum de questions issues de la grille et du questionnaire, sera t il adaptable à votre structure ?
- Si oui, faut-il un outil permettant uniquement de traiter les questions fermées à réponse unique, ou faut il inclure les questions à choix multiple ?
- L'organisation en 4 onglets vous convient elle ?
- Les résultats doivent ils être présentés sous forme de tableau, de graphique, ou les 2 ?

Annexe 6 : Notice explicative concernant la grille et le questionnaire en ligne

Pourquoi une version papier et une version en ligne des outils d'évaluation ?

Nous proposons ici une version papier et une version en ligne de la grille et du questionnaire d'évaluation.

- Les versions papiers sont déclinées en plusieurs formats : .doc, .odt et pdf, afin de pouvoir éventuellement être modifiées, et accessible à tous les types de postes
- Les versions numériques sont proposées sur un fichier googleform, qui permettra à la fois une saisie en directe (lorsque la situation le permet) et une saisie a posteriori des informations renseignées sur la version papier.
- Nous avons fait en sorte que les versions papier et en ligne soient le plus proches possibles. La mise en forme sur un google form étant cependant moins flexible que sur papier, certaines questions ont été simplifiées sur le google form.

Nous incitons à reporter les grilles et questionnaires renseignés sur papier sur les google forms, car l'outil en ligne a à la fois pour objectif de faciliter la saisie, mais aussi l'analyse des données, car il existe une fonction de mise en forme automatique des résultats sous forme de graphiques (voir la section « comment remplir les outils en ligne ». L'ensemble des données renseignées peuvent également être exportées dans un format compatible avec un tableur.

Précisions concernant la diffusion du questionnaire

Lors de l'atelier, il a clairement été évoqué que la diffusion du questionnaire « à chaud », au moment de l'action, était la plus pertinente. Les questionnaires peuvent ainsi être diffusés par les intervenants RDR, mais uniquement suite à un entretien, sans cela, le questionnaire risquerait d'être déconnecté de l'action. La diffusion concernant un questionnaire « à froid » semble beaucoup moins pertinente (car elle nécessiterait que la personne interrogée revienne après l'action / passage au stand).

Comment accéder aux fichiers sur google form ?

La grille d'évaluation des actions de RDR peut être visionnée ici : https://docs.google.com/forms/d/1Lx9JY_XmpBeZikdKXXE2bUSiQB86Zm0BchsNCWuLZ4s/prefill

Le questionnaire d'évaluation du public lors des actions de RDR peut être visionné ici : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdRYFC11R85_1VCJBaEeghJeLYvURGHmyJ233LX5he7LXXYoA/formResponse

Les liens vers ces outils sont à titre indicatif, ils ne peuvent être renseignés en l'état : il est d'abord nécessaire que vous ayez un accès personnalisé à ces outils (si les outils sont renseignés par les liens ci-dessus, personne ne traitera les données).

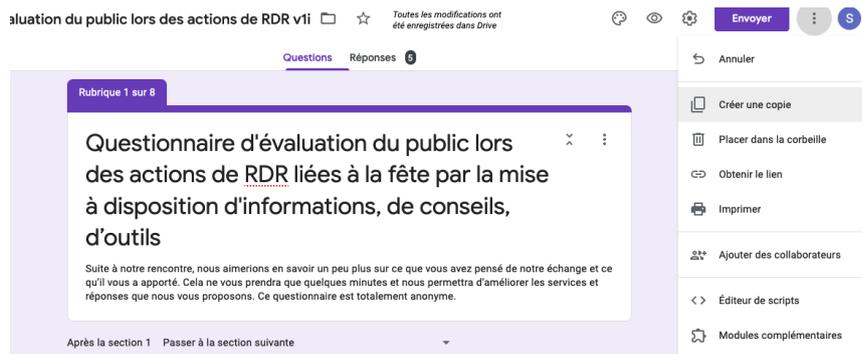
Pour pouvoir diffuser vous-mêmes ces outils, mais surtout avoir accès aux résultats, il est nécessaire d'avoir un compte Gmail.

Envoyez nous un mail à l'adresse : contact@sociotopie.fr, et nous partagerons l'accès aux outils avec votre compte gmail. En effet, seuls les administrateurs (détenteurs d'un compte Gmail), sont en mesure de modifier la grille et le formulaire, d'en modifier les énoncés et d'avoir accès aux données pour la saisie et la consultation. Pour créer une adresse gmail et avoir accès aux outils d'un drive : <https://drive.google.com/drive>

Nous proposons ces outils en ligne, car s'ils nécessitent la création d'une adresse gmail, l'inscription, l'accès aux outils et leur partage restent gratuits. La création, mais aussi la modification, et l'analyse des résultats sont assez intuitives.

Aucune donnée personnelle n'est collectée, le stockage d'informations sur ce type de serveur ne pose donc pas de problème au vu de la réglementation RGPD.

Comment remplir les outils en ligne ?



Page d'accueil des outils en ligne

Pour des informations sur la santé sexuelle
 Pour de l'information générale
 Pour emporter du matériel de Rdr
 Parce que vous n'étiez pas bien suite à la prise d'un produit
 Pour discuter
 Pour tester votre produit
 Pour un dépistage
 Par curiosité
 Autre : _____

Avez-vous déjà consommé des produits - alcool et tabac compris - au cours des 6 derniers mois ?

Sélectionner

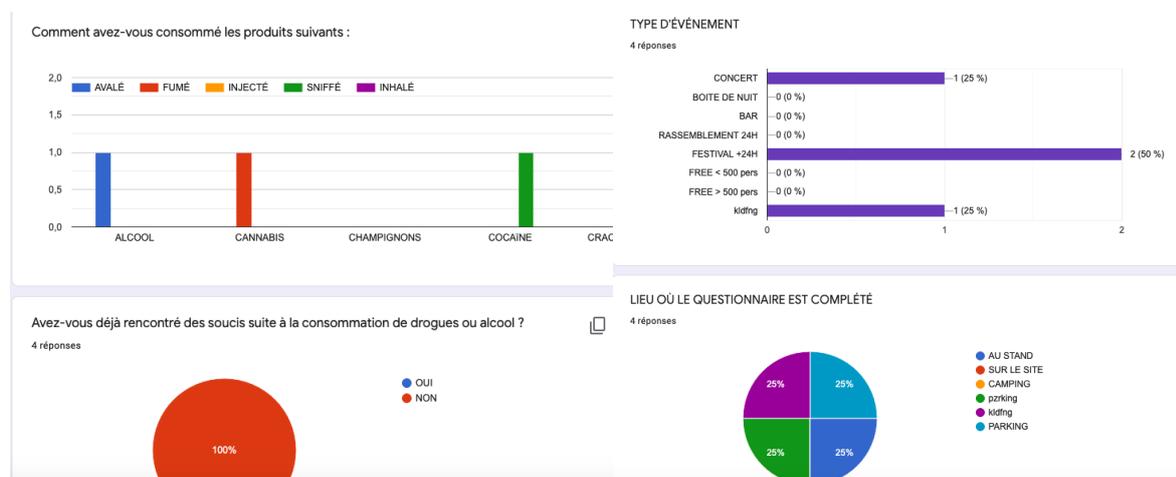
oui
 non

via Google Forms.

Ce contenu n'est ni rédigé, ni cautionné par Google. Signaler un cas d'utilisation abusive - Conditions d'utilisation

Les questions sont présentées sous forme de cases à cocher, de menu déroulant, de choix multiples, ou de questions ouvertes, pour lesquelles la réponse est à indiquer en toutes lettres.

Selon le nombre de répondant et les réponses saisies, les résultats se présenteront automatiquement sous différentes formes graphiques, accessibles à partir de l'onglet « résultats » comme ci-dessous :



Il est également possible de visualiser les données plus qualitatives, présentées sous forme de texte.



CE QUI PEUT ÊTRE AMÉLIORÉ

3 réponses

Je recommanderai cette intervention à d'autres

kldfng

à vous de voir

The image shows a screenshot of a survey result. It features a light purple header bar. Below it, a white box contains the text 'CE QUI PEUT ÊTRE AMÉLIORÉ' and '3 réponses'. There are three horizontal bars representing text responses: 'Je recommanderai cette intervention à d'autres', 'kldfng', and 'à vous de voir'.